

Le Monde



QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE N° 12363 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

- JEUDI 25 OCTOBRE 1984

Le combat d'Amnesty

Chaque année, la publication du rapport d'Amnesty International vient nous rappeler combien les droits de l'homme demeurent menacés ou délibérément bafoués par les régimes les plus divers. Sans doute n'y a-t-il guère de commune mesure entre le fait que les objectifs de conscience française ou suisse ne puissent opter pour un service civil et les innombrables tortures, exécutions sommaires, « procès » organisés au mépris des règles les plus élémentaires du droit, disparitions, convois parfois sans retour vers de lointains goulags, internements psychiatriques d'hommes dont la seule « folie » — mais n'en est-ce pas une en effet ? — est d'avoir cru à la signature de leur pays au bas des accords d'Helsinki.

En Afrique, l'emprisonnement sans jugement est fréquent presque partout, les conditions de détention souvent très pénibles et la torture répandue. Dans plusieurs pays, le bilan des assassinats commis par des forces gouvernementales est très lourd, et dans une vingtaine au moins il y a des prisonniers politiques. En Éthiopie, la torture est systématique lors des interrogatoires, mais beaucoup d'autres pays y ont recourus, notamment le Togo, le Zaïre, la Namibie, l'Angola...

En Amérique latine, on ne compte plus les exactions commises par des forces gouvernementales, mais aussi, éventuellement, par des groupes d'opposition armée, comme au Salvador. Le Pérou s'est fait, en 1983, son apparition dans ce triste palmarès avec des centaines d'écroulements, de disparitions et de disparitions. D'autres crimes de même nature sont signalés à Haïti, au Paraguay, au Chili. Un des rares sujets de satisfaction a été la libération, fin 1983, de plus de deux cents prisonniers politiques argentins après le retour de la démocratie à Buenos-Aires.

L'Asie fournit elle aussi, naturellement, un énorme contingent de victimes d'assassinats politiques, d'exécutions sommaires, de tortures et de mauvais traitements divers, en particulier en Indonésie, à Timor-Orient et aux Philippines.

Le Proche-Orient s'échappe pas non plus à cette pénible énumération. En Iran, la détention sans jugement, l'exécution de centaines de prisonniers politiques au terme de procès plus que sommaires, la torture, sont fréquentes. Quant à la Libye, elle menace de nouveau ses opposants en exil. Des châtiments « cruels et inhumains » (flagellation et amputation, notamment) ont été signalés en Iran et en Arabie saoudite, comme d'ailleurs dans plusieurs pays d'Afrique, entre autres au Soudan.

Sans doute ce rapport annuel comporte-t-il, comme à l'habitude, peu de véritables révélations mais il constitue un rappel tristement nécessaire, y compris à propos de pays auxquels, comme la Turquie, le jeu des alliances donne une allure « respectable ». Il permet aussi parfois de déceler certaines tendances. Celle qui ressort de l'étude pour 1984 est double et contradictoire : jamais Amnesty, avec plus de cinq cent mille membres dans quelque cent cinquante nations, n'a été aussi bien armée pour recenser et combattre les atteintes aux libertés ; jamais, en même temps, les défenseurs des droits de l'homme n'ont fait l'objet d'autant de poursuites de la part de régimes qui ont tout à redouter de leur action. C'est un hommage implicite à l'indépendance et à l'efficacité d'une organisation qui, refusant toute « récupération », a décidé, devant ces innombrables prisonniers, torturés, suppliciés, déportés, de les défendre tous.

Le PCF rompt avec Kaboul mais ménage Moscou

Le Parti communiste a décidé de « suspendre » ses relations avec le Parti populaire démocratique d'Afghanistan en raison de la condamnation de Jacques Abouchar et jusqu'à la libération de ce dernier. « La liberté, nous la défendons partout », écrit l'Humanité, en titre de première page, le mercredi 24 octobre. La déclaration publiée mardi par le bureau politique du PCF rappelle, d'une part, les combats menés par ce parti, depuis soixante ans, en faveur des libertés, d'autre part, les atteintes aux droits de l'homme commises à l'Ouest, et, selon lui,

négligées par les moyens d'information. Il formule, ensuite, une condamnation « sévère » du verdict prononcé à Kaboul contre Jacques Abouchar et réitére « fermement » sa demande de libération du journaliste d'Antenne 2.

De son côté, le premier ministre, M. Laurent Fabius, a fait savoir qu'il ne se rendrait pas, le vendredi 26 octobre, à la réception organisée par l'ambassade d'URSS à l'occasion du sixième anniversaire des relations franco-soviétiques.

Diplomatie

Le PCF a choisi de se mettre, dans « l'affaire Abouchar », au diapason du mouvement d'opinion qui s'est fait jour pour défendre un journaliste et le devoir d'information qu'il incarne face aux autorités de Kaboul et à leur protecteur, l'Union soviétique.

La direction communiste se garde bien, toutefois, de mettre en cause Moscou. C'est, M. Claude Estier (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui conduit une délégation de celle-ci dans la capitale soviétique, « est exprimé au nom des quatre groupes de l'Assemblée lorsqu'il a exigé de ses interlocuteurs qu'ils lui indiquent, au plus tard le 5 octobre, « une date » pour la libération du journaliste d'Antenne 2.

Il reste que la déclaration du bureau politique du PCF ne s'adresse qu'au parti afghan et ne mentionne aucune démarche auprès des autorités soviétiques. Cette attitude est conforme à la fiction adoptée par le PCF dès le début de l'intervention soviétique en Afghanistan, en décembre 1979, et selon laquelle les autorités de Kaboul, maîtresses du pouvoir légal dans ce pays, auraient, face à des « agents secrets extérieurs », demandé à Moscou l'exécution du traité d'assistance existant entre les deux pays.

Le fait de diriger sa condamnation contre le parti afghan montre que le PCF respecte les conventions au sein du camp socialiste, qu'il ne cède pas à la « passion de l'adversaire », lequel traite les autorités de Kaboul en gouvernement fantôme — et qu'il ne cherche pas la confrontation avec les Soviétiques.

En outre, la démarche du PCF lui permet de suggérer que la responsabilité du maintien en détention de Jacques Abouchar et de sa condamnation incomberait aux Afghans et non aux Soviétiques.

PATRICK JARREAU.
(Lire la suite page 8.)

AUX PHILIPPINES Les conclusions de l'enquête sur le meurtre d'Aquino

Lire page 32 l'article de R.-P. PARINGAUX

L'otage

par JACQUES AMALRIC

Au fil des jours, une vérité s'impose : Jacques Abouchar n'est pas seulement prisonnier de l'Union soviétique et des autorités de Kaboul ; il est aussi et surtout devenu un otage, dans un affrontement politique qui le dépasse. Un otage dont les ravisseurs se servent avec cynisme pour extorquer la plus grosse rançon possible.

Mais qui sont exactement les ravisseurs et de quelle rançon s'agit-il ? Il faut, en répondant à la première interrogation, en finir avec la fable qu'entretient le Parti communiste français : les vrais responsables du sort de Jacques Abouchar, ce ne sont pas les membres de l'équipe Babrak Karmal au pouvoir à Kaboul mais bel et bien les dirigeants soviétiques.

Jacques Abouchar n'a pas été arrêté par l'armée afghane, mais par une unité de l'armée soviétique. Son

(Lire la suite page 8.)

L'Etat face à ses fonctionnaires

Le pouvoir parie sur une faible mobilisation lors de la grève du 25 octobre

M. Laurent Fabius sera confronté le 25 octobre à sa première grande épreuve sociale depuis qu'il est devenu premier ministre et que les communistes sont sortis du gouvernement : une grève nationale dans la fonction publique, secteur où la responsabilité de l'Etat est directement engagée.

Si ce mouvement déclenché par six fédérations de fonctionnaires (la CFDT s'étant abstenue de lancer un mot d'ordre général de vingt-quatre heures) est un succès, il peut donner le signal d'une série d'actions de harcèlement. Si, en revanche, la participation est inférieure à celle de la précédente grève nationale, le 8 mars dernier — environ 25 % de grévistes — M. Fabius se verra conforté dans sa détermination à appliquer une politique de rigueur salariale.

Les syndicats ont tenté un coup de poker en pariant sur une forte mobilisation des fonctionnaires, car à plus d'un titre celle-ci n'est pas assurée.

La FEN, qui aurait souhaité que le mouvement n'ait lieu qu'en novembre pour mieux préparer ses troupes, n'a appelé les personnels enseignants qu'à une demi-journée de grève (au lieu de vingt-quatre heures le 8 mars).

Le renfort du secteur public s'annonce moins important qu'il y a sept mois : ainsi à EDF, où la CGC a signé l'accord salarial 1984, l'arrêt de travail ne sera lancé que pour quatre heures et par la seule CGT au lieu de vingt-quatre heures en mars par trois fédérations ; à la RATP, la CGT, qui vient de perdre 6,2 points aux élections au conseil d'administration de la caisse de coordination des assurances sociales, est la seule à avoir maintenu un mot d'ordre de grève de deux heures minimum alors qu'en mars tous les syndicats s'étaient engagés dans une action de vingt-quatre heures.

La mobilisation s'annonce d'autant plus difficile qu'elle porte principalement sur la politique sala-

Réhabilitations en Algérie

Vingt et un anciens chefs du FLN concernés par cette mesure dont Krim Belkacem

De notre correspondant

Alger. — A quelques jours de la célébration du 30^e anniversaire de l'insurrection algérienne, l'Agence Algérie Presse Service a annoncé le mardi 23 octobre la réhabilitation à titre posthume de vingt et un combattants ou militants du FLN et de l'Armée de libération nationale qui, « en raison des conditions difficiles de la lutte armée, des pressions et de la complexité que la révolution a connues, ont fait l'objet de poursuites, jugements ou exécutions ».

L'agence donne les noms, mais sans préciser les fonctions ni les circonstances et les raisons des décès qui tiennent aux luttes intestines des Algériens pendant et après la guerre.

Parmi les noms les plus connus, il y a d'abord ceux de deux des « chefs historiques » : Mohammed Khider, malgré une incertitude qui demeure à son sujet, et Krim Belkacem, assassiné, le premier à Madrid en 1967, le second à Francfort en 1970. Figure aussi sur la liste Abane Ramdane, une des têtes politiques

du mouvement nationaliste, tué dans un guet-apens au Maroc en décembre 1957 disent ses amis, alors que, officiellement, il est mort au combat.

Dix-huit des personnes réhabilitées étaient enterrées à l'étranger, essentiellement en Tunisie et au Maroc et trois en Algérie. Selon l'APS, « des missions se sont rendues sur place afin de parvenir à une localisation précise de ces lieux d'enterrement », ce qui a permis l'exhumation de neuf responsables qui seront ré-inhumés au Carré des martyrs du cimetière d'El Alia près d'Alger. La cérémonie, télévisée en direct, devait avoir lieu ce mercredi matin.

Le premier nom cité sur la liste est celui de Krim Belkacem, ministre des affaires étrangères du GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne), chef de la délégation algérienne aux négociations d'Evian. Il s'était exilé après l'arrivée au pouvoir de Boumedienne et déclarait en 1969 : « Sept années d'indépendance ont été pires que sept ans de guerre ». Condamné à mort par contumace pour trahison et conspiration avec l'étranger, il fut retrouvé criblé de balles dans un hôtel en Allemagne. Sa fille, mariée avec le fils d'une personnalité marocaine, est arrivée du Maroc à Alger, lundi, pour rejoindre son frère, pilote à l'Air Algérie, et participer à la cérémonie.

Viennent ensuite sur la liste les colonels Mohamed Amouri et Ahmed Nouara et les commandants Mustapha Lakhal et Mohamed Aouechria. Accusés d'avoir pris des contacts avec les services d'une nation étrangère, en l'occurrence l'Egypte, ils avaient été condamnés à mort par un tribunal qui présidait Boumedienne et exécutés en mars 1959.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 4.)

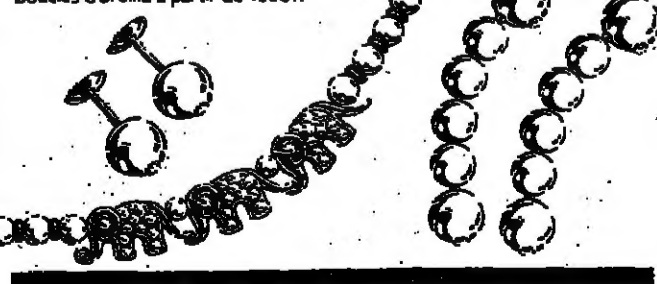
« LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

Watteau le génie du charme

Lire page 13 l'article d'ANDRÉ CHASTEL sur l'exposition du Grand Palais

Hannibal fait la conquête de Fred.

Collier de perles de culture, éléphants Or et brillants, Fred retrouve un peu du trésor d'Hannibal. Boucles d'oreille à partir de 1600 F.



FRED

10, rue de la République, 75001 Paris. Tél. 01 42 36 12 13. Le Carrousel du Louvre, 75001 Paris. Tél. 01 47 33 12 13. 20, rue de la République, 75001 Paris. Tél. 01 42 36 12 13.

AU JOUR LE JOUR

Officines

M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation, part en guerre contre les « marchands d'espoir et de rêve » et les « marchands d'illusion ».

Elle a annoncé, mardi, que ses services renforceraient leurs contrôles sur les prestataires de la crise, ces officines qui proposent aux chômeurs de mirifiques plans de formation débouchant sur le vide, des listes d'emplois de papier, des services de « gestion de dettes » qui vous ruinent une famille à brève échéance.

On ignore si cette offensive très morale visera aussi les officines politiques qui, à droite ou à gauche, font commerce d'espoir et d'illusion et grugent plus d'un client.

BRUNO FRAPPAT.

Le sport et l'argent

Le recours au Loto ouvre la voie aux solutions de facilité

Les Français sont comblés. Après la Loterie nationale, le PMU, le Loto et le Tiro à l'Etoile, ils se voient donc offrir un nouveau jeu dès l'année prochaine : le « Loto sportif ». Un moyen de s'évader un peu plus, de rêver davantage, pour quelques francs, en ces temps de vaches maigres. Mais surtout un moyen, pour l'Etat, de récolter en douceur, et avec les applaudissements des payeurs, quelques 800 millions de francs par an.

Cet argent ira renforcer un budget des sports ridicule (0,22 % des dépenses de l'Etat en 1985). La France n'est pas le premier pays à trouver ainsi des ressources extra-budgétaires. Partout dans le monde, loteries, paris et concours de pronostics sont, depuis longtemps déjà, un moyen commode de remplir les caisses publiques.

Ironie du sort : M. Alain Calmat, qui n'avait eu aucun succès en proposant de développer les horaires des sports dans les écoles, s'élève un enthousiasme quasi général en annonçant un loto.

L'embarras perce pourtant à travers ses propos. Que de précautions pour annoncer cette nouveauté ! Ce ne sera pas un concours de pronostics, mais « un jeu ». On ne se prononcera pas « sur des résultats mais sur des classements ». Et l'« éthique sportive » sera sauve...

Gageons pourtant que ce jeu bien vague et apparemment si moral finira un jour par ressembler au Totocalcio italien !

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 10.)

EUROPE

URSS

LE PLÉNUM DU PARTI CONSACRÉ À L'AGRICULTURE

Investissements colossaux, mais pas de réforme en vue

Moscou. — M. Tchernenko a reconquis implicitement mardi 23 octobre, devant le comité central réuni en séance plénière, que l'année 1984 serait moins bonne que la précédente pour l'agriculture soviétique. « Malgré des conditions climatiques extrêmement défavorables et la sécheresse qui a frappé cruellement de nombreuses régions du pays, les travailleurs agricoles mènent une lutte héroïque pour obtenir cette année des résultats pas moins importants », qu'en 1983, a déclaré le secrétaire général, dans le langage du Parti, cette « lutte héroïque » signifie qu'il faut s'attendre à des déconvenues.

Le chef de l'Etat et du Parti a indiqué que la production de blé restait le « problème-clé ». « Il faut assurer des rythmes de croissance tels qu'on puisse satisfaire au cours des prochaines années tous les besoins du pays », a-t-il ajouté, admettant ainsi, publiquement, que ce n'est pas le blé qui est le problème. Selon les estimations américaines, la récolte céréalière n'a pas dépassé 170 millions de tonnes, presque 70 de moins que le plan et 30 de moins que l'année dernière. L'URSS devra dépenser environ 7 milliards de dollars pour acquérir sur le marché mondial, principalement nord-américain, les quelque 50 millions de tonnes de céréales dont elle a besoin.

Le secrétaire général a cependant dressé un bilan globalement positif du « programme alimentaire » adopté en mai 1982, affirmant que les deux années précédentes avaient été « une période fructueuse ». Il s'est félicité en particulier des « tendances positives » qui se sont mani-

festées dans l'élevage, et qu'il faut, selon lui, consolider. Au passage, il a noté que le nombre de vaches, de porcs, de moutons et de poules « appartenant à la population », c'est-à-dire nourris sur les terres individuelles, avait augmenté et apporté « un complément non négligeable à la production des kolchozes et des sovkhozes ». C'est un euphémisme, quand on sait que les parcelles privées, qui couvrent 3 % des terres cultivées, fournissent entre 20 et 30 % de l'alimentation des Soviétiques.

M. Tchernenko s'est réjoui de « constater une décélération de l'exode rural » et « un accroissement du taux de natalité dans les campagnes », où, par ailleurs, selon lui, « une famille sur deux ou presque possède une voiture ou une motocyclette ».

Le silence de M. Gorbatchev

Le secrétaire général a été le premier et le principal orateur du plénum, suivi par M. Tikhonov, le président du conseil des ministres. Il y a eu une dizaine d'autres interventions de personnalités de second plan, mais il n'est nul part fait mention de M. Gorbatchev, qui était le principal responsable du secteur agricole depuis la fin de l'ère brejnevienne, et qui passe pour le « numéro deux » du parti depuis l'accession au pouvoir de M. Tchernenko.

Ce silence peut signifier que M. Gorbatchev, qui est, à cinquante-trois ans le benjamin du bureau politique, a été déchargé du dossier agri-

cole pour des responsabilités plus vastes. Il n'y a en effet nulle trace de critique à son égard et l'appréciation très positive du « programme alimentaire » qu'il supervisait, est plutôt de bon augure.

On notera aussi la présence, parmi les intervenants du président d'un kolchoze du district de Sverdlovsk où est né M. Gorbatchev et où ses premiers succès dans la gestion de l'agriculture lui servirent de tremplin pour une carrière « nationale ».

La bonification des terres

Le comité central a adopté « à l'initiative de Constantin Tchernenko » un programme de bonification des terres « d'ici à l'an 2000 ». Le secrétaire général en a exposé les grandes lignes, laissant les détails à M. Tikhonov. Il s'agit d'un plan très ambitieux comparable aux grands projets dont Khrouchtchev fut jadis le secret. Le but est de remédier à la dépendance de l'agriculture soviétique à l'égard des conditions atmosphériques en multipliant les zones irriguées dans le sud du pays et en drainant massivement les terrains détrempés et acides du nord de la Russie d'Europe et de la Sibirie.

« Il faudra, dans des délais relativement brefs, augmenter de 50 % la superficie des terres irriguées ou drainées, ce qui permettra de doubler le rendement des cultures. De la sorte, on pourra mettre près de la moitié des productions agricoles à l'abri des fluctuations climatiques », a expliqué M. Tchernenko.

L'ampleur des travaux d'irrigation à réaliser dans les zones arides du sud, notamment au Kazakhstan et en Ouzbékistan, implique, semble-t-il, l'adoption d'un projet très controversé, visant à détourner vers le Sud le cours de deux grands fleuves sibériens qui se jettent dans l'océan Arctique. Les savants soviétiques et étrangers ont déjà exprimé leurs inquiétudes face aux conséquences climatiques et écologiques. M. Tchernenko a fait allusion à ces préoccupations mais a indiqué que, « en procédant à une large bonification, nous nous ingérons de toutes façons dans la nature ». Une manière de clore le débat.

L'accent mis sur la bonification des terres a surpris les experts occidentaux qui avaient relevé les critiques récemment formulées dans la presse contre le faible rendement des investissements — très coûteux — déjà réalisés dans ce domaine. Il n'est d'ailleurs part nullement question, dans les documents rendus publics après le plénum, du projet d'intéressement des salariés aux bénéfices des exploitations agricoles (le Monde du 24 octobre).

M. Tchernenko a enfin rappelé, devant le comité central, l'importance qu'il attache à la rédaction d'un nouveau programme du parti (qui devra être prêt en 1986 pour le vingt-septième congrès) et a eu des propos élogieux sur « des changements éventuels dans les statuts » de ce dernier. Le programme actuel date de 1961 et l'optimisme khrouchtchevien, notamment en matière agricole, s'y manifestait par la promesse de dépasser le niveau de vie américain... en 1980.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pologne

Le gouvernement affirme que l'enlèvement du Père Popieluszko vise à saper sa « politique de renouveau »

Varsovie (AFP). — Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a affirmé, mardi, que l'enlèvement du Père Popieluszko, disparu depuis cinq jours, est une « provocation dirigée contre le régime ».

Condamnant cet « acte de banditisme politique », M. Urban a estimé au cours de sa conférence de presse hebdomadaire que l'enlèvement du Père Popieluszko, un des prêtres polonais les plus engagés aux côtés de Solidarnosc, portait « atteinte au processus de normalisation des relations entre la Pologne et certains pays occidentaux, à la politique de renouveau du gouvernement, aux relations entre l'Etat et l'Eglise, et à tout ce qui est important pour le gouvernement ».

« Toutes les polices de Pologne ont été mises en état d'alerte », a ajouté M. Urban, pour retrouver le Père Popieluszko et ses ravisseurs. « Selon lui, « de nombreux témoignages, souvent spectaculaires, sont parvenus à la police », mais l'état d'avancement de l'enquête ne permet pas de déterminer si l'opération « est encore vivante ».

M. Urban a confirmé qu'une reconstitution de l'enlèvement avait été effectuée près de Torun (Nord) en présence du chauffeur du Père Popieluszko, M. Chrostowski, qui a réussi à sauter en marche de la voiture des trois ravisseurs, dont l'un portait un uniforme de la milice.

M. Urban s'est par ailleurs refusé à établir l'existence d'un lien quelconque entre l'enlèvement du Père Popieluszko et les autres activités dans la région de Torun d'une mystérieuse « organisation anti-

Solidarnosc ». Celle-ci serait à l'origine, selon un rapport parvenu ce week-end à l'épiscopat, des enlèvements en février dernier de quatre syndicalistes de cette ville. Interrogés, passés à tabac et menacés de mort avant d'être relâchés.

Les enquêtes ouvertes à la suite des plaintes déposées par les victimes « ont été classées, car, a déclaré le porte-parole, dans certains cas les ravisseurs n'ont pas été retrouvés et, dans les autres, si les faits ni l'existence de cette organisation n'ont pu être confirmés ».

D'autre part, les structures clandestines du syndicat dissous Solidarité des aciéries de Varsovie (Huta Warszawa, qui emploie dix mille personnes) ont lancé mardi un mot d'ordre de grève à partir du 29 octobre si le Père Popieluszko, au moment de leur entreprise, n'a pas été libéré à cette date par ses ravisseurs.

• Au Vatican, le pape Jean-Paul II a reçu mardi matin en audience privée, pendant plus de quarante minutes, un vice-premier ministre polonais, M. Roman Malinowski. Un porte-parole de la délégation polonaise s'est refusé à confirmer ou à démentir les indications selon lesquelles M. Malinowski aurait été chargé par le général Jaruzelski de transmettre un message personnel de sa part au souverain pontife. Des rumeurs en ce sens ont circulé ces jours derniers dans les milieux polonais de Rome. Il est fort probable que le pape a évoqué avec son interlocuteur polonais l'enlèvement du Père Popieluszko, à qui il a toujours témoigné sa sympathie.

AMÉRIQUES

États-Unis

Rencontres

Les vertueuses indignations d'un « col bleu » pro-reaganien

De notre correspondant

MM. Reagan et Mondale tiennent la vedette. Ils débattent à la télévision. La presse mondiale ne cesse de reproduire et de commenter leurs déclarations. Mais que pensent les électeurs américains de cette bataille entre républicains et démocrates ? Comment réagissent-ils aux arguments avancés par les deux candidats ? Notre correspondant à Washington, Bernard Guetta, a rencontré, au fil des jours, des électeurs, des deux camps. Il rend compte de ces conversations dans une série de portraits dont nous commençons aujourd'hui la publication.

Baltimore. — Son nom, bien français, lui vient de ses lointaines origines canadiennes, mais Georges Boyer ne pourrait prétendre être autre chose qu'américain. Le teint rose, deux mètres de haut et la poignée de main aussi chaleureuse que redoutable, il paraît n'avoir, hormis le chewing-gum et la Marlboro, oublié aucun des stéréotypes nationaux — ni la solide chemise de sport, ni le trop court pantalon beige clair, ni les lourdes chaussures noires tout terrain mobile Navy.

Ce que Georges Boyer, quarante-deux ans et ouvrier depuis vingt et un ans aux aciéries de Baltimore, préfère chez M. Reagan, c'est son « présidentialisme ». « Il est présidentiel dans sa manière d'être, de se présenter, de parler. On voit tout de suite qu'il est aux commandes, alors que Carter... » A seulement prononcé ce nom, Georges Boyer, qui est un calme et avait toujours voté démocrate jusqu'en novembre 1980, est saisi d'indignation. Pour lui, comme pour tous ces anciens démocrates qui font la force de M. Reagan, l'ancien président est un repoussoir absolu, l'incarnation d'une période honnie : « Carter n'a rien fait de bon. Même à Camp David, il n'a en réalité qu'acheté le paix aux Israéliens et aux Égyptiens. Sans paix, pas d'argent, avec la paix, de l'argent... »

Un grand rire : « D'accord, c'est mieux que la guerre, mais Carter s'est trompé sur tout. Tenez, quand il venait à la télévision dire que le pétrole était trop cher, et que nous n'avions pas de quoi le payer ! C'était faux ! On le voit bien maintenant ! Et en 1979, lorsqu'il annonçait que l'équilibre de la sécurité sociale était rétabli

jusqu'en 2038 ! Ça n'a jamais marché parce que tout le monde reçoit de l'argent dans ce pays. Je ne suis pas riche, un de mes meilleurs copains est un Noir, un type vraiment formidable, mais la pourcentage des Noirs vivant de l'assistance sociale est supérieur à celui des Noirs dans la population... »

Ronald Reagan, lui, a réduit l'inflation, et ce n'est pas une abstraction pour Georges Boyer, car il a une mère et une belle-mère à la retraite, pour lesquelles « c'est capital, de fait, une augmentation de leurs revenus ». Et puis, dit-il, sous Reagan, « vous avez à être responsable — et c'est la grande différence avec les libéraux. S'il y a des filets de sécurité pour tout, c'est mauvais. S'il y a partout des ailes pour les enfants en fuite et des milliers de téléphones qu'ils peuvent composer gratuitement, le système, et ce les incite à partir de chez eux. C'est comme les bureaux d'assistance sociale : on décide à Washington d'en planter sur toute la carte, même là où il n'y a pas de pauvres, et, après, les employés de ces bureaux se débrouillent pour en trouver... »

« La médecine devrait être socialisée »

Georges Boyer gagne 35 000 dollars par an dans son aciérie. Il n'a pas d'enfant, car sa femme ne peut en avoir et qu'il est « presque impossible d'en adopter un, sauf si on accepte de prendre un bébé noir handicapé ». Est-ce lié ? Comme M. Reagan, Georges Boyer est très hostile à l'avortement. Toujours est-il que, avec 1 500 dollars d'économies et un emprunt du même montant, il a couvert un magasin d'articles de sport et de chasse, puis un second, que lui et sa femme se relaient pour tenir. Ils ont aujourd'hui vendu le couple à des biens : un terrain de camping qui rapporte 10 000 dollars par an, une maison de campagne et... « Non, non, n'écoutez pas cela... »

En fait, si Georges Boyer ne quitte pas l'usine, c'est presque uniquement à cause de la couverture médicale très avantageuse que lui assure la convention collective.

« Je ne suis pas antisocialiste dans tous les domaines, dit-il. La médecine, par exemple, devrait être socialisée, car c'est le seul

moyen d'en contenir les coûts et qu'en Amérique la classe moyenne est trop riche pour être prise en charge et trop pauvre pour pouvoir se faire soigner convenablement. » C'est vrai, enchaine-t-il, l'appartenance aujourd'hui à la classe moyenne.

Il le dit sans fierté, presque à regret au contraire de ne plus vraiment compter, malgré les apparences, parmi ces « cols bleus » dont on le sent plus proche que des « riches ». Parlant des insomnies de la guerre du Vietnam — qu'il ne pardonne pas à M. Carter d'avoir annulées car « d'autres y étaient allés », — il dit aussi : « Notez que c'était généralement des pauvres car on laissait les fils de riches terminer leurs études. » L'une des grandes raisons pour lesquelles il aime M. Reagan, c'est aussi que, contrairement à Ted Kennedy, qui est né avec une cuillère d'argent dans la bouche et qui défend les programmes d'assistance aux pauvres parce qu'il a peur d'eux, le président sortant est, lui, « d'origine humble ; il a dû faire son chemin ; il a été syndicaliste et démocrate... »

Or les syndicats, dont il n'aime pas le politique, sont, aux yeux de Georges Boyer, « nécessaires », parce que, « si les actionnaires eux-mêmes ne peuvent faire confiance aux compagnies, nous [c'est-à-dire les ouvriers] le pouvons encore moins encore ». Il en fait chaque jour l'expérience dans la sidérurgie, qui, en pleine déconfort, ne cesse de réduire ses effectifs et réclame du gouvernement des mesures protectionnistes. M. Reagan les refuse et Georges Boyer l'approuve : « Ça va peut-être me conduire au chômage, mais le protectionnisme, ce serait encore pire, car les patrons ne feraient même pas l'effort de moderniser et l'acier serait plus cher alors qu'il y a infiniment plus de gens dans le pays qui vivent de sa transformation que de sa fabrication... »

Il le ne dit pas explicitement, mais, avec son ancienneté et ses qualifications en électronique, il ne se sent pas vraiment menacé par les trains de licenciements et voudrait donc que les syndicats, « au lieu de passer leur temps à défendre des ouvriers qui ne répondent pas aux besoins », se battent « sur les grands problèmes, comme l'endettement ». Lorsqu'ils ont à choisir, dans une négociation, entre le maintien de l'emploi et celui des revenus, les dirigeants de l'APL-CIO

choisissent l'emploi, et ils ont accordé leur soutien à M. Reagan, en échange de promesses protectionnistes. Le responsable du syndicat des aciéries de Baltimore est un Noir (« les Blancs ne participent pas aux élections »), et Georges Boyer, qui cela sages (mais sans plus), n'en ferait plus partie si le syndicalisme n'avait conquis, du temps où il s'aimait, le monopole d'embauche dans plusieurs grandes industries, dont la sienne.

Grand tyran et petit tyran

Georges Boyer est si sûr de son vote qu'il exultait complètement, avant même de l'avoir vu, que le débat de politique étrangère de dimanche dernier entre MM. Reagan et Mondale puisse le faire changer d'avis, même si la discussion tournait à l'avantage du candidat démocrate. « Reagan n'est pas, pour moi, dit-il, un homme de grandes lignes, mais un homme de grandes lignes. Carter lisait des dossiers toute la nuit, et qu'est-ce que ça a changé ? »

Réponse : rien de bon, parce que « Carter nous a laissés humiliés en Iran devant le monde entier, après avoir retiré notre soutien au chah qui était un tyran, mais un petit tyran et pas si grand en tout cas que Khomeiny ». Même chose au Nicaragua, ajoute Georges Boyer : « Somoza était un vrai tyran, mais ce tyran était notre homme. On l'a laissé tomber et vous voyez les problèmes... »

Soudain rêveur, il ajoute : « Bien sûr, ces problèmes sont liés de l'injustice... Connaissez-vous Haiti ? C'est épouvantable. Une misère que vous ne pouvez imaginer. Les gens n'ont même pas de quoi s'habiller convenablement... » Que ferait Georges Boyer s'il était Haiti ? « Je prendrais un bateau et je m'enfuirais aux États-Unis. C'est ce qu'ils essaient de faire et je ne les en blâme pas. A la réflexion, d'ailleurs, l'Amérique devrait essayer de ne plus être perçue comme un ennemi par les socialistes. » Georges Boyer sait que c'est là le point de vue de M. Mondale. Mais qu'à cela ne tienne, il ne peut « être d'accord à contrecœur avec Reagan ».

Alain Fisher, son camarade d'atelier, n'est, lui, qui très peu enthousiasmé par M. Mondale, mais votera néanmoins démocrate.

BERNARD GUETTA.

Argentine

Arrestation du général Viola

Buenos-Aires (AFP). — Le général Roberto Viola, ancien président de la deuxième junte argentine (mars-décembre 1981), poursuivi en vertu d'un décret présidentiel pour usurpation de pouvoir et violations des droits de l'homme, a été, le lundi 22 octobre, mis en détention préventive.

Un an après le triomphe électoral de M. Raul Alfonsín, qui a marqué le retour de la démocratie en Argentine, les principales figures de la dictature militaire sont ainsi sous les verrous.

L'amiral Armando Lambruschini est désormais le seul des membres

des deux premières jupes à ne pas avoir été convoqué par le tribunal. Il ferait l'objet d'égards en raison de la mort de sa fille, tuée par un commando guérillero.

Quant au chef guérillero Mario Firmenich, arrêté par le Brésil le 21 octobre, il risque vingt-cinq ans de prison s'il est reconnu coupable des trois seuls chefs d'accusation que la justice argentine peut retenir contre lui : homicide ou tentative d'homicide et séquestration. Aucun droit d'ordre politique ne peut, en effet, être formulé contre lui, aux termes des accords d'extradition entre l'Argentine et le Brésil.

L'Algérie entre les errements et l'espoir.

Ferhat Abbas

L'INDÉPENDANCE CONFISQUÉE

FLAMMARION

Un témoignage lucide et généreux sur l'Algérie de 1962 à 1978, par l'ancien président du G.P.R.A. qui dénonce le pouvoir personnel et les échecs de Ben Bella et Boumedienne. L'Algérie peut trouver sa voie en conciliant la démocratie et la spiritualité d'un Islam modernisateur et social. 240 pages - 75 F.

Flammarion

AFRIQUE

République sud-africaine

APRÈS SEBOKENG

L'opération combinée police-armée a été étendue à deux autres cités noires

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mardi 23 octobre, par 14 voix et 1 abstention (États-Unis), une nouvelle résolution condamnant la politique d'apartheid du gouvernement sud-africain, après avoir entendu un appel en ce sens du nouveau prix Nobel de la paix, l'évêque Desmond Tutu. Les États-Unis ont, toutefois, dénoncé les « opérations de répression » menées par les forces de l'ordre sud-africaines à Sebokeng et dans d'autres cités noires. — (AFP.)

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — L'opération Palmier, la plus importante opération combinée par la police et l'armée en Afrique du Sud, lancée dans la nuit de lundi 22 à mardi 23 octobre dans la cité de Sebokeng, a été étendue mardi après-midi à deux autres townships du triangle du Vaal, Sharpville et Boipatong. Cette extension, non programmée au départ, a été décidée, a déclaré un porte-parole de la police, parce que « les forces de sécurité étaient disponibles ». Cependant, dans la nuit, à Sharpville, la police est intervenue pour disperser au moyen de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes, une foule d'environ cinq cents personnes. Cette démonstration de force dans les cités noires au sud de Johannesburg — 7 000 hommes — s'est apparemment déroulée sans incident. Selon un bilan toujours provisoire, trois cent cinquante-neuf arrestations ont été opérées à Sebokeng et une dizaine à Sharpville. Toutes concernent des infractions de droit commun. Aucune ne relève de la législation sur la sécurité interne, ce qui démontre que le principal but de l'opération, visant essentiellement à rechercher « les éléments révolutionnaires liés aux récentes

émeutes », n'a pas été un succès total, comme l'affirment les autorités. Ce déploiement de troupes s'est doublé d'une campagne d'information au moyen de tracts et d'auto-collants sur lesquels on pouvait lire notamment : « Que faisons-nous ici ? Nous sommes ici pour instaurer une vie sociale normale, une scolarisation continue, des transports sûrs, la stabilité, une communauté en bonne santé et la distribution de nourriture. »

Cette tentative pour rétablir la confiance était donc avant tout un moyen pour tenter de rétablir l'ordre. Cela suffira-t-il pour calmer les esprits ? L'opération terminée, les soldats vont retrouver leurs casernes, mais la police va demeurer sur place pour maintenir le calme. Une présence qui pourra être assimilée à une provocation permanente, à moins que ce ne soit ce que réclament la majorité des habitants, comme l'affirment les autorités. L'opération Palmier constitue néanmoins une dangereuse escalade. Pour la deuxième fois en moins de quinze jours, les émeutiers ont contraint le pouvoir à utiliser l'armée pour rétablir l'ordre. Un pas en avant que beaucoup jugent nécessaire et que d'autres critiquent comme inopportune. Telle est l'opinion du Parti fédéral progressiste (FFP), mouvement d'opposition qui pense que, malgré tout, cette « action est acceptable dans son principe ». Pour leur part, l'AZAPO (African People's Organisation) et le Front démocratique uni (UDF) parlent de « guerre civile ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

CHORIZO goût ARGENTIN
LA PATRIA GRANDE®
705-79-35

APRÈS LE VOYAGE DE M. MITTERRAND A ALGER

« Je ne considère pas que la diplomatie française soit en liberté surveillée » déclare le roi du Maroc

De notre envoyé spécial

Fès. — « Je n'ai pas eu comme sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba », a déclaré le roi du Maroc à Fès la nuit dernière en recevant l'Union internationale des journalistes de la presse de langue française (UIJLF), qui tient son congrès actuellement à Marrakech.

Hassan II a indiqué qu'il enverrait à Addis-Abeba une délégation importante, qui réitérerait les engagements déjà pris par le Maroc pour régler le conflit saharien : référendum pour demander aux Sahraouis « s'ils sont Marocains » ou « sans carte blanche à l'Afrique pour régler les modalités », mais refus de toute conversation préalable avec le Polisario, ce qui équivaudrait pour le Maroc, a-t-il dit, à une capitulation sans condition.

Si la République arabe sahraïe démocratique (RASD) était admise à l'OUA, « limite intolérable », a-t-il ajouté, le Maroc quitterait l'Organisation « sans demander à personne de se solidariser avec lui » et « en souhaitant bonne chance à l'OUA avec ses nouveaux participants ». Mais si le Maroc quittait l'OUA, a-t-il encore dit, ce serait « comme les petites boules de neige qui déclenchent les avalanches catastrophiques ».

Interrogé sur la situation militaire au Sahara, le roi a évité tout triomphalisme. « Tant qu'un conflit n'est pas réglé sur le papier, a-t-il dit, on ne peut pas dire si une guerre est gagnée ou perdue. » Sans citer l'Algérie, il a souligné que la RASD, qui « n'a ni ports ni côtes et qui n'est reconnue par aucune grande banque (...), reçoit toutes sortes d'armements parmi les plus modernes ». « Par où viennent-ils ? La guerre est terminée entre le Polisario et le Maroc, mais ce n'est plus une guerre entre le Polisario et le Maroc. »

En réponse à une question sur le voyage de M. Mitterrand à Alger, après la visite que le président lui a

faite à Ifrane, Hassan II a dit : « Le Maroc, contrairement à d'autres, ne considère pas que la diplomatie française soit en liberté surveillée. Si M. Mitterrand était allé dix fois à Alger, je ne considérerais pas le Maroc qui lui en aurait fait grief. Il ne suffit pas que les affaires franco-marocaines soient claires et sans ambiguïté pour que je donne tranquillement quel que soit le lieu où se rend le chef de l'Etat français. » Il n'en a pas moins ajouté qu'il était prêt à participer à tout événement sommet des pays du Maghreb.

A propos du Proche-Orient il a insisté sur l'impossibilité d'obtenir un règlement « en ignorant l'URSS ».

Enfin, interrogé par les journalistes de l'UIJLF sur l'enseignement du français au Maroc, le roi Hassan II a répondu : « Sa place et sa qualité ne dépendent pas de nous, mais de vous. » Il a regretté qu'on ne parle plus et qu'on n'écrive plus « français en France ».

MAURICE DELARUE.

Ethiopie

Incertitude sur le sort de dix étrangers détenus par le Front de libération du Tigré

Une certaine incertitude régnait, mardi 23 octobre, sur la situation des quatorze personnes, dont dix étrangers, qui se trouvaient dans la ville de Lalibela, située à 450 kilomètres au nord d'Addis-Abeba, lors dredi 19 octobre, l'armée éthiopienne et les maquisards du Front populaire de libération du Tigré. Selon le délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève, les rebelles du FPLT — qui occupent la ville — ont capturé le chef d'une délégation de secours humanitaire du CICR, M. Markus Müller, de nationalité suisse, trois femmes médecins de nationalité ouest-allemande travaillant pour

l'organisation German emergency doctors, quatre accompagnateurs de la société nationale de la Croix-Rouge éthiopienne et six touristes (deux Américains, deux Britanniques, un Australien et un Finlandais).

A Khartoum, un porte-parole du FPLT a précisé que les « prisonniers », sous la garde de son mouvement, étaient sains et saufs et pouvaient se déplacer librement dans la ville. Il a ajouté que le responsable du CICR et les trois médecins pourraient poursuivre leur travail et que les touristes seraient autorisés à continuer leur voyage. — (AFP, Reuters, AP.)

Algérie

Réhabilitations

(Suite de la première page.)
Figurent aussi, parmi les neuf, le colonel Mohamed Chahen, fusillé après l'indépendance sur ordre de Ben Bella, Bachir Chibani, chef de zone, accusé d'homosexualité et éliminé par son organisation pendant la guerre, ainsi qu'un chef de la région des Nememchus, Lizar Chervet, condamné par la direction politique.

Mohamed Zamout, le commandant Si Salah, est également très connu. En juin 1960, au moment où le GPRA et le gouvernement français entraient en pourparlers à Melun, il avait pris contact avec le général de Gaulle à l'issue du GPRA et essayé d'entraîner avec lui la wilaya 3. Certains de ses compagnons avaient été enrôlés, mais lui tomba sous des balles françaises lors d'une embuscade.

AFS précise que « le travail est en cours sans relâche » afin de permettre le rapatriement des restes des autres personnes réhabilitées. L'incertitude demeure sur le sort de la dépouille de Mohamed Khider, ancien trésorier du FLN. Ce dernier, estimant que sous le régime de Ben Bella le FLN n'était pas représentatif de la nation, avait déclaré en juillet 1964 qu'il gardait le « trésor de guerre » du Front afin de le remettre à ses véritables destinataires. Ces fonds étaient, en fait, déposés à la Banque commerciale arabe de Genève, ce qui, après son saisissure, fut versé à l'Algérie et la Suisse un contingent réparti seulement en 1979.

La réunion au Carré des martyrs de ces hommes, dont certains s'étaient durement opposés pendant la lutte pour l'indépendance, a un caractère hautement symbolique. — (AFP, Reuters, AP.)

Tchad

Les troupes françaises ont évacué Moussourou

Les troupes françaises de la force Manta ont évacué la base de Moussourou, située à 280 kilomètres au nord de N'Djamena, dans la nuit de lundi 22 à mardi 23 octobre, et devant quitter Biltine mercredi matin, puis Abéché jeudi, a-t-on appris mardi, de source informée. Un porte-parole du contingent français a confirmé que « le désengagement de Moussourou était intervenu dans la nuit » et qu'il n'y avait plus de soldats français dans cette localité. D'autre part, le retrait de la force Manta du Tchad s'est poursuivi mardi avec le départ pour le Cameroun de cent cinquante paraco-

listes et d'une soixantaine de véhicules. — (AFP.)

(N.D.L.R. — A Paris, de sources militaires autorisées, on indiquait, en même temps, qu'il s'agissait du retrait des troupes françaises. « Il n'y a pas de doute », nous avons des signes concordants d'un retrait progressif des Français dans le Nord. Cela est en accord avec l'avis de l'Armée et dans deux autres cas, les troupes françaises au nord de cette province, mais il n'y a pas eu de combat. Rien ne permet de dire que le retrait ne sera pas respecté. Notre disponibilité, tant à Abéché qu'à N'Djamena, s'est déployée pour l'opération, et des éléments de combat sont disponibles à Moussourou et à Abéché, où un désengagement partiel commence à partir d'aujourd'hui. »)



NE PENSEZ PAS ORDINATEUR PERSONNEL SANS PENSER COMMUNICATION

Les ordinateurs personnels sont trop personnels. Ils sont coupés du monde, du monde extraordinairement mobile de la communication.

L'apport des télécommunications au développement de l'informatique est et sera de plus en plus fondamental.

ITT XTRA L'ORDINATEUR PERSONNEL CONÇU PAR LE SPÉCIALISTE MONDIAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

ITT XTRA a été conçu par le géant des communications.

ITT, premier fournisseur de terminaux compatibles, se devait de créer l'ordinateur personnel tourné vers le monde de demain.

ITT XTRA. UN VRAI PROFESSIONNEL. L'ordinateur personnel ITT XTRA assure une parfaite compatibilité avec le standard en matière de micro-ordinateurs professionnels.

Cette compatibilité opérationnelle ouvre à l'utilisateur l'accès à une multitude de programmes d'application, ainsi qu'à un grand nombre de périphériques et de matériels d'extension disponibles sur le marché.

ITT XTRA, DOUTÉ POUR LA COMMUNICATION.

Plus qu'un ordinateur personnel compatible, il est conçu pour l'avenir.

ITT XTRA est doté d'un potentiel d'extensions destinées à favoriser tous les aspects de la communication, caractéristique essentielle du « poste de travail » de demain.

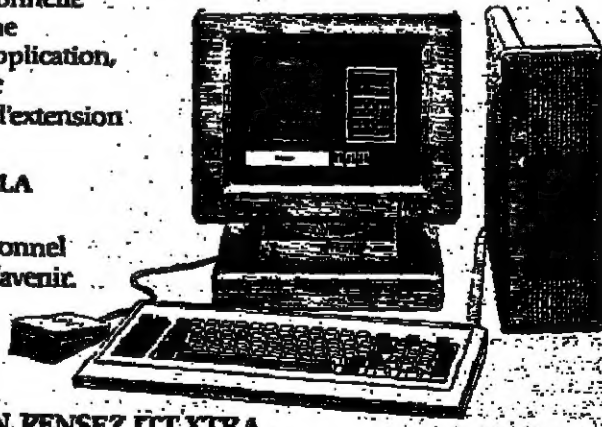
Compatible, évolutif, esthétique, ITT XTRA se devait aussi d'être proche de l'utilisateur.

C'est pourquoi ITT l'a conçu pour être tout particulièrement facile à mettre en œuvre et à utiliser, même sans connaissance préalable.

Sa commodité d'emploi, ses possibilités d'extension et le soutien de tous les services ITT en font un véritable professionnel facile à vivre.

Entrez en communication avec l'avenir, pensez ITT XTRA.

ITT XTRA
ORDINATEUR PERSONNEL



PENSEZ COMMUNICATION. PENSEZ ITT XTRA.

ITT DATA SYSTEMS FRANCE, 110, rue de Valenciennes, 75013 Paris. Tél. 01 47 00 11 00. Telex 3000 ITT FR.

مكتبة الأصل

Le Maroc ou « l'Etat c'est lui »

III. - Le « beau coup » de l'union

De notre envoyé spécial PAUL BALTA

Les partis banalisés, le Parlement assagi, les militaires mis au pas, les mouvements contestataires (islamiques, « gauchistes ») privés de chefs prestigieux et de réseaux organisés, Hassan II a su demeurer seul maître à bord. Va-t-il entreprendre des réformes en profondeur pour redresser une économie en crise (Le Monde des 23 et 24 octobre) ?

Rabat. - Les dirigeants marocains sont lucides : ils admettent qu'au prochain sommet de l'OUA, en novembre, la République arabe sahraïe démocratique a toutes les chances d'être admise sans provoquer le départ des pays modérés ou un éclatement de l'organisation. Ayant consolidé leur situation militaire au Sahara occidental, ils donnent même le sentiment de souhaiter cette admission.

« Comme l'a dit le roi, s'ils entrent, nous sortons. Mais c'est l'OUA qui perdra, car le Maroc, l'empire fondé, est un des cinq pays qui est à jour de ses citations. Et puis, nous ne nous sentons plus liés par les résolutions de l'OUA, notamment celles sur le référendum d'autodétermination au Sahara. D'ailleurs le référendum sur l'union arabo-africaine et les élections législatives ont confirmé, à nos yeux, la marocanité des provinces sahariennes », nous dit M. Driss Bassi, ministre de l'Intérieur. Le fait est que le « mariage » avec la Libye a transformé le climat au Maroc et modifié le rapport de forces au nord de l'Afrique. La façon dont il a été préparé en montre bien l'importance.

Déjà déçu de n'avoir pu réunir le dix-neuvième sommet de l'OUA à Tripoli en 1982, le colonel Kadhafi accumule les rancœurs à l'égard de son allié algérien : celui-ci l'a empêché, dit-il, d'accéder à la présidence de l'OUA l'année suivante à Addis-Abeba, en faisant élire le colonel Mengistu. L'Algérie, à ses yeux, veut exercer une influence politique exclusive sur le Front Polisario, alors que la Libye lui a fourni 80 % de l'aide dont il a besoin, et, en outre, par sa politique sécessionniste de rapprochement avec le Niger, le Mali, la Mauritanie, contrecarre son projet d'Etat unifié du Sahara. Enfin, elle est hostile à l'annexion par Tripoli de la bande d'Aouzou, dans le nord du Tchad. La rencontre Châdi-Hassan II, le 26 février 1983, à Oujda, la signature du traité de fraternité et de concorde entre l'Algérie et la Tunisie (19 mars) et leur refus d'admettre la Libye tant qu'ils n'auront pas été réglés les problèmes en suspens accentuent l'isolement du colonel Kadhafi. Tunis souhaite que cesse l'entraînement d'opposants tunisiens dans les camps libyens et que soit délimité le plateau continental au large du golfe de Gabès, tandis qu'Alger demande la reconnaissance du tracé de sa frontière actuelle avec la Libye et la fin de l'aide aux opposants, dont M. Ben Bella, qui aurait reçu 20 millions de dollars de Tripoli.

Hassan II « met le paquet »

Hassan II a éprouvé, lui aussi, des déceptions. Il a fait adopter au sommet arabe de Fès le plan de paix reconnaissant implicitement Israël, et a pris des risques en accueillant au Maroc le congrès juif mondial dans l'espoir que Washington ferait progresser la solution du conflit du Proche-Orient. En vain ! Déception aussi lorsque le dix-neuvième sommet de l'OUA « exhorta » le Maroc à entamer des négociations directes avec le Polisario. Le souverain observe donc avec intérêt la visite qu'un Kadhafi déprimé effectue à Ryad du 8 au 12 juin 1983 et souffle une idée aux Saoudiens, qui en font part à leur hôte : pourquoi ne s'entendrait-il pas avec Hassan II ? L'idée fait son chemin.

Le 30 juin 1983, le colonel débarque à Rabat en grand uniforme. Le premier contact est glacial : attendu par le roi, les ministres et le corps diplomatique, son avion se pose avec 2 h 30 de retard, à l'heure de la rupture du jeûne de Ramadan. Mais, prenant sur lui, Hassan II entreprend de le conquérir, parle d'histoire, d'arabité, d'islam, brosse de

grandes fresques stratégiques, bref, met le paquet », selon un témoin. Il réussit si bien que le « frère colonel » décommande une visite à Nouakchott, alors que les autorités sont déjà à l'aéroport, et prolonge son séjour, pendant lequel il rencontre, entre autres, des parents de dirigeants du Polisario. A son départ, le 4 juillet, le roi lui donne l'accolade. Kadhafi confie à ses proches : « Si Hassan était né à Tripoli, il aurait été mon meilleur ami ».

C'est de cette rencontre que date le renversement d'alliance que l'union ne fera que confirmer. Les contacts bilatéraux s'intensifient, mais se ralentissent à partir de mars 1984 pour reprendre en juin. On ignore à quel moment Hassan II a conçu le projet d'union, dont le texte a été rédigé par deux juristes français, MM. Georges Vedel et Jean-René Dupuy. On sait toutefois - manœuvre diplomatique ? - qu'il a proposé cette union à l'Algérie dès le mois de mai, dans des termes presque identiques à ceux du futur traité d'Oujda (Le Monde du 29 septembre). Les contre-propositions algériennes ne lui convenant pas - c'était prévisible - il revient vers le colonel Kadhafi, lequel se jure, dans son discours de la fin du Ramadan, de n'avoir rien à offrir à son peuple pour le quinzième anniversaire de son accession au pouvoir le 1^{er} septembre 1969.

M. Mohamed Zoui, ancien ministre libyen de l'intérieur, se rend à Rabat le 13 juillet, porteur d'un message du colonel Kadhafi à tous les chefs d'Etat arabes. Le roi lui dit : « Pour écraser Israël comme le demande le frère colonel, il faut la participation des riverains, en particulier des Palestiniens. Dans l'immédiat, moi je lui offre l'union ». Surpris, il repart et revient trois jours plus tard avec une liste de questions : comment unir la Jamahiriya révolutionnaire à un royaume alors que leurs options sont différentes et qu'ils se trouvent dans des camps opposés à l'OUA, dans le monde arabe, sur le plan Est-Ouest ? Le roi répond par téléphone. « Que dira Washington ? », demande encore Kadhafi. « Que dira Moscou ? », répond Hassan II. Il est alors entendu que, dans l'union, chacun gardera ses options.

La considération d'un adversaire

Le roi propose de signer l'accord en terrain neutre, en France par exemple. Kadhafi répond : « Je ne veux pas conclure une union arabo-africaine chez les rousins ». Et il choisit Oujda, pour donner une leçon au président Châdi, lequel, contrairement à ce qui a été dit alors, n'était pas plus « invité » que le roi Fahd d'Arabie. La rencontre est fixée au 13 août, et c'est Hassan II qui a rédigé de sa main le préambule du traité, bien qu'on lui ait trouvé un « style kadhafien », nous a assuré M. Bassi.

L'élément psychologique a été déterminant dans le retournement du colonel Kadhafi. A la fois réaliste et sentimental, ce qui le rend versatile, le colonel a conscience que, hormis Nasser qui l'estimait (et qui, mort en 1970, n'a pas eu le temps de changer d'avis à son égard), les chefs d'Etat amis auxquels il a proposé une union l'ont acceptée pour bénéficier de son aide tout en le traitant avec hauteur, sinon avec mépris. Et voilà que Hassan II, héritier d'une monarchie de quatorze siècles, son adversaire sur toute la ligne, lui manifeste de la considération et lui propose ce qu'il a de plus cher et qu'il n'ose plus espérer : une union dépassant les clivages idéologiques, une sorte de « troisième voie » proche de celle qu'il décrit dans le Livre vert.

D'autres points rapprochent les deux « joueurs ». Depuis leur double échec diplomatique au dix-neuvième sommet de l'OUA, ils souffrent d'une sorte de complexe d'isolement, dont ils rendent l'Algérie responsable. Le colonel Kadhafi estime que le Tchad fait partie de l'« espace vital libyen » et a annexé la bande d'Aouzou, tandis que Hassan II, qui veut entrer dans l'histoire comme « l'unificateur » (1), considère que ayant fait le « sacrifice » de la Mauritanie, il ne peut renoncer au Sahara occidental, trait d'union avec l'Afrique noire, faisant contrepoids au Sahara algérien.

Des économies complémentaires

Grâce à l'union, le roi a neutralisé la Libye, principal fournisseur d'armes du Polisario, ce qui a permis à son armée de construire le troisième « mur » de défense en un temps record (décembre 1983-mai 1984). Au moment où le Koweït et la Jordanie se rapprochent de Moscou, l'union lui permet de donner un discret avertissement à Washington : une monarchie peut s'unir à un allié de Moscou, mais elle peut aussi le « récupérer » si l'Occident mani-

festait un minimum de respect pour les aspirations des Arabes. Rabat peut enfin espérer quelques retombées de la manne libyenne, encore que Tripoli ait ses difficultés.

Les économies des deux pays étant complémentaires, la Libye pourrait accueillir quelque cent mille agriculteurs et techniciens marocains, des cadres de haut niveau et des militaires qui contribueraient à l'entretien et au fonctionnement d'un matériel sous-employé. Le danger serait qu'ils reviennent au Maroc avec une mentalité de contestataires. L'union a permis aussi au colonel Kadhafi de porter un coup sévère à l'opposition libyenne, qui avait bénéficié d'un extraordinaire soutien de Rabat. Les armes lourdes utilisées en mai dernier lors de l'attaque contre la caserne Azizia à Tripoli avaient, dit-on, été fournies par les Marocains avant la réconciliation. De même, malgré un démenti officiel, il semble que les services secrets marocains aient livré au colonel Kadhafi son principal rival, le commandant Omar Mebeichi, ancien numéro trois de la révolution libyenne. En novembre 1983, en route pour Ryad, le pilote de l'avion qui le transportait avait fêté de faire le plein à Malte et s'était posé, en fait, à Syrie, où l'ancien officier libyen se serait trouvé en face du colonel Kadhafi entouré de soldats ; depuis, il a disparu, comme l'imam Moussa Sadr en 1978.

Double avantage de l'union pour le colonel : elle lui sert de couverture et lui permet de sauver la face en

évacuant ses troupes du Tchad. Mais s'il faisait volte-face, il pourrait rappeler au roi que, le 25 février 1984, il avait manifesté de la compréhension pour les revendications territoriales de la Libye en expliquant qu'elle avait été « amputée d'un certain nombre de territoires » et « spolée, grignotée, de toutes les populations arabes et arabophones ». A l'inverse, encore que la question ne paraisse pas à l'ordre du jour, Tripoli ne manquera pas de soutenir son nouvel allié lorsqu'il décidera de récupérer les présides espagnols de Ceuta et de Melilla.

Une carte utile

Hassan II a-t-il, en échange de ses bons offices auprès des Libyens, cherché à obtenir une plus grande compréhension du président Mitterrand dans le conflit saharien, lors de la visite « privée » de celui-ci à Fès ? Les Algériens s'en disent persuadés. Ils reprochent à nouveau à la France de n'être « neutre qu'en paroles », puisque, comme l'a relevé le Washington Post, son aide militaire au Maroc est trois fois supérieure à celle des Etats-Unis, laquelle s'élève à 77 millions de dollars. « Ainsi, disent-ils, Paris encourage le Maroc à rechercher une solution militaire ». Pourtant, au cours de l'été, Paris avait renforcé sa coopération militaire avec Nouakchott pour dissuader Rabat d'entreprendre une action directe ou indirecte visant à déstabiliser le régime du président Haidalla.

En tout cas, surpris par la vigueur des réactions hostiles au mariage avec la Libye, le Maroc s'est employé à calmer les alarmes des uns et des autres. Il a également cherché à gommer le côté « revanche » sur l'Algérie. Il n'en demeure pas moins que, pour Rabat et Tripoli, le traité d'Oujda est un moyen de pression dont l'efficacité peut être réelle dans l'immédiat. Il pourrait aussi devenir une carte de négociation.

Hassan II avait dit au président Châdi, à propos du Sahara occidental : « Laissez-moi le timbre et le drapeau, et le reste est négociable ». L'Algérie avait alors semblé favorable à une solution de type fédéral. Interrogés à ce sujet, les responsables marocains répondent : « Si l'on traite trop, l'offre faite par le roi en 1983 risque de ne plus avoir sa raison d'être ». Que se passerait-il, toutefois, si la République arabe sahraïe démocratique, une fois encore, renouait volontairement et temporairement » à s'installer au sommet de l'OUA pour éviter un retrait du Maroc, mais obtenait en échange une résolution enjoignant à

Rabat - au lieu de simplement l'« exhorter » - d'entamer des négociations directes avec le Polisario ? « Nul ne peut nous obliger à accepter », répondent les Marocains, tout en admettant que leur situation serait plus inconfortable sur le plan diplomatique.

Bien implantés au nord du Sahara occidental et ayant amélioré leur marge de manœuvre avec l'union arabo-africaine, les Marocains peuvent laisser pourrir le conflit, qui continuera cependant à obérer leur redressement économique. Ils peuvent aussi choisir de négocier un compromis qui ramènerait la paix et faciliterait un mariage entre les pays signataires du traité de fraternité et de concorde (Algérie, Tunisie et Mauritanie) et ceux du traité d'Oujda. Dans l'immédiat, l'horizon paraît bouché. Mais nul ne peut prédire avec certitude l'issue de la partie serrée qui se joue depuis l'été dans le nord de l'Afrique et qui intéresse au premier chef l'Europe du Sud.

FIN

(1) Par analogie avec son père, Mohammed V, surnommé « le Libérateur ».

PICARD
serrures Picard
protection renforcée

(Réservé aux clients de Jean de Bonnot)

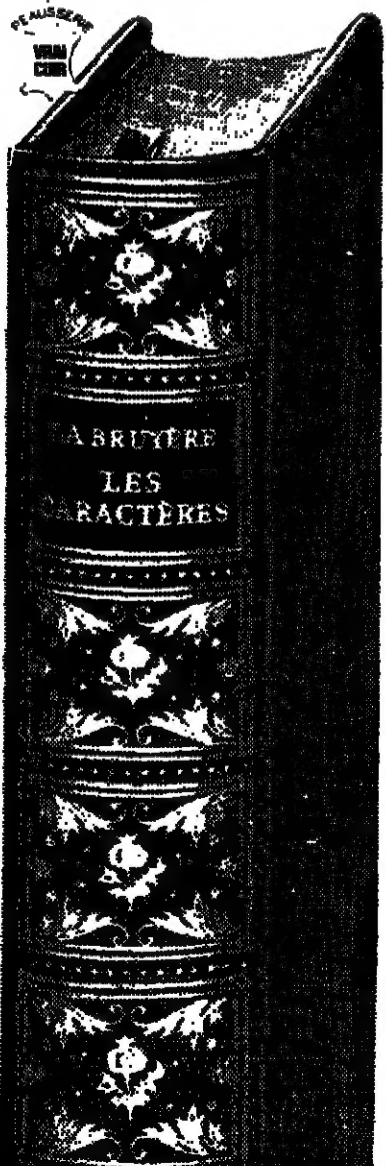
En remerciement de votre fidélité
Jean de Bonnot offre
un livre d'Art au prix coûtant

Sait-on que pour ce
livre d'art Jean de
Bonnot a utilisé
85 cm² de feuille
d'or pur titrant 22
carats ?

L'œuvre de La Bruyère
explose comme une bombe
au milieu du XVII^e siècle.

Intransigent, implacable, lucide, La Bruyère frappe juste et, en quelques phrases, met l'« homme à nu ». La sortie des « Caractères » fut un scandale et un succès sans précédent. Le public se plut à faire des parallèles pertinents entre les portraits croqués par La Bruyère et les personnalités en vue.

Des « clés », c'est-à-dire des recueils de notes qui prétendaient identifier les personnages visés, furent mises en circulation pour le grand plaisir d'un public avide d'amusement et de scandale.



Les Caractères de La Bruyère
Imprimés avec les textes précis de l'édition originale de 1694.



«Aucun homme n'a su donner plus de variété à son style, plus de formes diverses à sa langue, plus de force à sa pensée... La Rochefoucauld devine, La Bruyère montre ce qui se passe au fond des cœurs»
Chateaubriand

Par son humour, par sa vocation d'œuvre de la prose, par le témoignage qu'il donne de son temps, La Bruyère montre ce qui se passe réellement au fond des cœurs et se place au rang des plus grands classiques de notre littérature.

C'est parce que nous aimons les beaux livres que nous avons choisi une aussi belle reliure pour éditer l'œuvre du plus spirituel des moralistes français.

Notre édition reprend exactement le texte de l'original mais dans un habit de grand luxe. Le papier est un vergé véritable, filigrané «aux canons», fabriqué sur forme ronde. C'est un papier

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm
peausserie vrai cuir.

La reliure est en plein cuir de mouton, taillée d'une seule pièce, souple et sans défauts. Les peaux imparfaites sont impitoyablement écartées par nos compagnons tanneurs. Les dorures sont en or véritable, titré 22 carats, qui, seul, peut supporter sans crainte l'épreuve du temps.

Une édition de grande valeur à un prix coûtant.

Les illustrations sont tirées directement sur les gravures originales d'époque et non d'après des «bromures». Pour enrichir encore plus notre édition, nous avons réimprimé, pour la première fois, 20 illustrations dues à trois grands graveurs : Foulquier, Perquilly et David, en plus de 16 bandes de chapitres et de nombreux culs-de-lampe sur bois.

Ce livre est limité aux seuls souscripteurs.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'imposer quel moment.

Jean de Bonnot

Description de l'ouvrage.
1 vol. in-octavo (14 x 21 cm).
544 pages.
Papier chiffon filigrané aux canons.
Reliure plein cuir d'une seule pièce.
Dors et tranche supérieure à l'or fin 22 carats, plats repoussés «à froid».
Tranchefiles et signet tresses assortis.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant «les Caractères» de La Bruyère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir doré à l'or fin 22 carats.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 91F (+10,70F de frais de port).

Nom..... Prénoms.....

Adresse complète.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis

PIANOS DAUDE
LOCATION 280 F/mois
VENTE 252 F/mois
CREDIT CREG
jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763 34 17 / 227 88 54
(OUVERT LE DIMANCHE)

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION EN ISRAËL

Les dirigeants travaillistes souhaitent « améliorer la qualité de la vie » dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — Attelé à deux tâches prioritaires — se désengager du Liban et assainir l'économie — le gouvernement israélien est-il en mesure de faire « bouger les choses », dit-on modestement, dans les territoires occupés ? A plusieurs reprises depuis leur arrivée au pouvoir, les dirigeants travaillistes ont déclaré que telle était bien leur intention.

L'union nationale avec un Likoud partisan du *status quo* leur interdisant toute audace diplomatique, MM. Shimon Pérès, premier ministre, et Itzhak Rabin, ministre de la défense et responsable à ce titre de l'évolution quotidienne des territoires, souhaitent, selon leur propre expression « améliorer la qualité de la vie » en Cisjordanie et à Gaza. Cet engagement, qui pourrait paraître dérisoire s'agissant d'une population assujettie à un strict contrôle militaire, changera peut-être en mieux, s'il est tenu, le climat politique régnant dans les territoires et les relations existant entre leurs habitants arabes et la puissance occupante. Mais il est douteux que les données fondamentales du problème palestinien en soient, à terme, nettement modifiées.

Les mesures annoncées ou envisagées par MM. Pérès et Rabin concernent la gestion municipale, l'économie et la culture. Une dizaine seulement des vingt-cinq municipalités élues en 1976 lors du dernier date des scrutins locaux demeurent aujourd'hui en place. Ailleurs, les maires ont été, sous le règne de MM. Begin et Sharon, soit expulsés, soit destitués et remplacés par des officiers israéliens. Leurs conseils furent dissous. Apparemment désireux de redonner aux habitants des territoires un peu plus de voix au chapitre, du moins à l'échelon municipal, les dirigeants travaillistes nommeront prochainement cinq maires palestiniens dans les principales villes actuellement administrées par des militaires : Naplouse, Ramallah, Hébron, El Bireh et Qalqiya.

« Nous ne cherchons pas de *Quilting* », affirme M. Pérès, alors que des rumeurs circulent ici et là. Ces événements « conduisent à la nomination » sous des noms arabes, le plus souvent proches d'Amman, hommes d'affaires ou représentants des grandes familles. Tout porte à croire qu'ils ne s'engageront pas à la

légère, mais seulement après avoir obtenu le feu vert du roi Hussein et s'être assurés de la neutralité bienveillante de l'OLP. Tant qu'à faire, le premier ministre israélien préférerait mettre en selle des personnalités susceptibles d'être, le jour venu, d'utilité réelle dans la recherche d'une « option jordanienne » au problème palestinien. Mais tout cela reste pour l'instant fort hypothétique.

Même si un éventuel remplacement des administrateurs israéliens par des maires arabes nommés représenterait en soi un progrès par rapport à la situation présente, il se voit loin bien sûr de satisfaire les milieux nationalistes de Cisjordanie et de Gaza. Ce que demandent les principaux responsables des territoires, avec l'appui des journaux de Jérusalem-Est, est aussi simple que chimérique : l'élection libre comme en 1976 des conseils municipaux.

Une récente initiative de l'administration civile — la mal nommée, ne fait cependant qu'attiser le scepticisme des Palestiniens de l'intérieur.

« Reprise en main »

A l'instigation de M. Shmuel Goren, coordinateur des activités israéliennes dans les territoires, une dizaine de personnalités arabes ont en effet été convoquées par les autorités. On les a dûment mises en garde contre toute tentative de redonner vie au « Comité d'orientation nationale », organisme qui regroupait naguère les notables les plus proches de l'OLP, notamment les maires des grandes villes, à l'exception de Bethléem et de Gaza, et fut mis hors la loi en mars 1982 par M. Ariel Sharon alors ministre de la défense. Créé en 1978 le comité avait animé le mouvement de protestation contre les accords de Camp David et le projet d'autonomie. Il y a un peu plus de deux mois M. Goren avait averti que les autorités n'accepteraient en aucun cas la reconstitution du comité défunct.

Parmi les personnalités sermonnées et qui rejettent les soupçons émis contre elles, on compte d'anciens maires, des journalistes, un

médecin, un syndicaliste. L'avertissement dont ils ont fait l'objet démontre selon eux une volonté de « reprise en main » qui trouve ailleurs d'autres illustrations. Ainsi l'assignation à résidence qui frappait l'ancien maire de Naplouse, M. Hassan Chakka, amputé des deux jambes en 1980 après un attentat, et qui avait été levée il y a trois mois, vient d'être rétablie. M. Chakka est de nouveau soumis à une surveillance policière permanente. Les autres mesures restrictives restent en vigueur. La semaine dernière l'ex-maire d'Hébron, M. Mustapha Natche, fut empêché de quitter la Cisjordanie alors qu'il était invité à une conférence aux États-Unis.

Ces récentes décisions de l'administration civile contredisent à l'évidence le souci de libéralisation affirmé par MM. Pérès et Rabin. Faut-il y voir seulement un combat d'arrière-garde mené par des fonctionnaires et des militaires proches du Likoud et hostiles à toute évolution ? Dans ce cas les chefs travaillistes auraient tout intérêt à nommer au plus vite de nouveaux responsables sous peine de voir saboter leur politique.

Le premier ministre a évoqué d'autres initiatives. Il veut encourager les investisseurs et favoriser la création d'usines là où les financements ont toujours été minimes. Depuis 1977 les territoires n'ont pratiquement bénéficié d'aucun projet de développement de la part d'Israël. Pour faciliter une telle relance le gouvernement s'apprête à autoriser l'ouverture d'une banque palestinienne à Naplouse. Cet établissement sera dirigé par un riche homme d'affaires pro-jordanien, M. Zafar El Masri, qui espère pouvoir ouvrir dans un second temps, des agences dans d'autres villes de Cisjordanie. Même si cette future banque reste étroitement surveillée, sa création représentera un événement positif pour les Palestiniens soumis depuis 1967 au régime exclusif des grandes banques israéliennes.

Autre geste : les Palestiniens qui reviennent de l'étranger ont droit désormais de rapatrier 5 000 dollars au lieu de 3 500. Cette mesure est la seule parmi toutes celles projetées qui soit d'ores et déjà entrée en vi-

gneur. M. Rabin a également annoncé un allègement de la censure, ramenant à 300 le nombre des livres interdits dans les territoires. Mais les professionnels de Jérusalem-Est ne semblent pas informés de cette disposition. Quant à l'université Al Najah de Naplouse, elle reste obstinément close bien que la presse ait prêté son éventuelle réouverture anticipée.

Les « réserves » de M. Shamir

A supposer qu'ils veulent vraiment améliorer l'existence quotidienne des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, les dirigeants travaillistes trouveront sur leur chemin leurs partenaires du Likoud. MM. Shamir et Sharon ont déjà fait connaître, chacun à sa manière, leur désapprobation. Le premier a émis « certaines réserves » sur les projets travaillistes et le second, en prenant moins de gants, a jugé « inacceptables tous ces plans grandiloquents visant à développer les localités arabes alors qu'on gèle la colonisation juive ». « Nous n'avons pas établi un gouvernement d'union nationale », souligne M. Sharon pour servir de couverture à une politique travailliste en matière de défense que nous jugeons désastreuse. « M. Pérès aura bien du mal à faire accepter par le Likoud un début d'évolution dans les territoires ».

Il semble tout de même décidé, si besoin, à rappeler M. Sharon à l'ordre. Ce dernier s'était écrié contre la perspective d'un redémembrement de la FINUL au Liban du Sud après un futur retrait des forces israéliennes, en accusant les troupes de l'ONU d'avoir coopéré pendant des années avec les organisations terroristes. A l'intention du principal artisan de la guerre, M. Pérès a obtenu que le rôle de la FINUL soit déjà été discuté et accepté par le cabinet israélien. Il a demandé aux ministres de ne pas commenter publiquement les affaires échappant à leur ressort, sauf à défendre ou expliquer la politique gouvernementale. A peu près au même moment, le six centième soldat israélien est entré dans un cimetière de Haute-Galilée.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le plan d'austérité prévoyant l'amputation du pouvoir d'achat de 40 % suscite scepticisme ou hostilité

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement israélien a fait connaître, mardi 23 octobre, les grandes lignes du programme d'austérité qu'il entend appliquer dans les prochains mois. Cette nouvelle série de mesures de rigueur viserait à réduire le déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars supplémentaires qui s'ajoutent aux 800 millions d'économies déjà programmées. Ces nouvelles coupes correspondraient pour moitié à un ralentissement des activités gouvernementales et, pour le reste, à une réduction des subventions aux produits alimentaires de base. Leurs prix ont augmenté de 24 % en 1983. On prévoit le licenciement d'environ vingt mille fonctionnaires, soit 5 % au total, enseignants et militaires en priorité. Le gouvernement espère pouvoir les recaser dans l'appareil productif.

Les premières réactions à l'annonce de ce programme, qui entraînera une chute de 40 % du pouvoir d'achat des salariés, sont sceptiques ou franchement hostiles. Le secrétaire général de la Histadrout, M. Israël Kassar, a qualifié ce plan d'« inique », tout en réaffirmant sa disponibilité pour la signature d'un accord-cadre. « Le programme gouvernemental », note le *Jérusalem Post*, n'est ni colossal ni audacieux. Inutile de spéculer sur ses éventuels résultats car, de toute manière, il ne marchera pas.

J.-P.L.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

PRÉCISIONS. — Dans un article sur la Bolivie, paru dans le *Monde* du 17 octobre 1984, Nicole Bonnet parle d'une dépréciation de 100 % du peso. Or, à partir du moment où une monnaie se déprécie de 100 %, elle cesse d'exister, nous écrit un lecteur de Strasbourg, M. Georges Henssler. « Si le dollar est passé de 190 à 15000 pesos, la monnaie bolivienne s'est dévaluée de 100x11-190/15000) %, soit de 98,7 %, ce qui, reconnaissons-le, n'est pas négligeable ».

Corée du Sud

INTERVENTION POLICIERE A L'UNIVERSITE DE SEOUL. — Quelque 6 400 policiers anti-émeutes ont pénétré le mercredi 24 octobre sur le campus de l'université de Séoul, la principale du pays, où dix-sept étudiants ont été arrêtés à la suite d'une manifestation antigouvernementale appelant notamment au boycottage des examens. Les forces de l'ordre sont intervenues à la demande, mardi, du président de l'université, à l'indignité du chef de la police de la capitale sud-coréenne, M. Kang Min-chang. La principale mission de la police, qui restera des jours ou des semaines, jusqu'à un complet rétablissement de l'ordre, est de protéger les étudiants qui veulent participer aux examens, a-t-il dit. — (AFP.)

Egypte

NOUVELLES LIBÉRATIONS D'ISLAMISTES. — Le troisième procès de l'organisation islamiste El-Djihad a été reporté sine die et les cent soixante-seize accusés en attente de son procès libérés, selon une décision, mardi 23 octobre, de la Cour de sûreté de l'Etat. Ce verdict confirme les tendances à l'apaisement de l'égard des islamistes égyptiens depuis l'acquiescement de près de la moitié des trois cent deux inculpés du second procès du Djihad, le 30 septembre, par le même tribunal. — (AFP.)

LE CHEF DE L'ÉTAT ÉGYPTIEN INVITÉ A BAGDAD.

Le président Mubarak a annoncé, mardi 23 octobre, que le président irakien Saddam Hussein l'avait invité à se rendre en visite à Bagdad. M. Mubarak a indiqué que c'est lui qui avait pris l'initiative d'appeler téléphoniquement le chef d'Etat irakien. L'Irak a rompu les relations diplomatiques avec l'Égypte en 1979 pour protester contre le traité de paix passé avec Israël.

El Salvador

MORT D'UN COLONEL. — Le porte-parole des forces armées salvadoriennes a annoncé, le mardi 23 octobre, la mort de colonel Domingo Monterrosa dans la chute de son hélicoptère, due « presque certainement » à une défaillance mécanique, dans la région orientale du Morazan. Le colonel Monterrosa était le chef de la 3^e brigade d'infanterie, commandant la région de San Miguel, à l'est de la capitale. C'était l'un des chefs les plus prestigieux de l'armée salvadorienne. Avec lui sont mortes treize autres personnes, dont trois officiers de haut rang, parmi lesquels le commandant du bataillon d'élite Atlacatl, le commandant Armando Azmitia Melara. La guérilla a affirmé avoir abattu l'appareil. — (AFP, AP.)

Liban

ENTRETIEN ENTRE LE PAPE JEAN-PAUL II ET LE PRÉSIDENT GEMAYEL. — Le président du Liban est rentré mardi soir 23 octobre à Beyrouth après un voyage en Libye et en Italie. A Rome, il s'est entretenu successivement avec le ministre des affaires étrangères, le président du conseil et le chef de l'Etat, avant d'être reçu en audience par le pape Jean-Paul II. Il aurait informé le souverain pontife du désarroi des chrétiens libanais, de plus en plus convaincus que l'Occident les a abandonnés au moment où les musulmans exigent des amendements constitutionnels en leur faveur. — (AFP, AP.)

ASIE

Le chef de la diplomatie vietnamienne évoque un « accord de dialogue » avec les pays de l'ASEAN

La crise cambodgienne pourrait-elle se débloquer ? Les propos, presque optimistes, tenus par le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, lors d'une conférence de presse le mardi 23 octobre à Paris, pourraient le laisser supposer. Présentant le bilan d'une tournée qui l'a conduit successivement à Bangkok, Tokyo, New-York (à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU), Paris et qui se termine en fin de semaine par une visite officielle à Moscou, M. Thach a déclaré qu'un tel voyage « est réconfortant car j'ai trouvé qu'il y a des résultats dont on peut espérer ».

« Je ne suis jamais satisfait de mes visites, a-t-il ajouté, mais si on est réaliste, cette tournée est plus réussie ». M. Thach a notamment évoqué un « accord de dialogue » entre les ministres des affaires étrangères d'Asie du Sud-Est (1) et lui-même en tant que représentant des pays indochinois. Sur cet accord — qui s'est dégagé lors des entretiens qu'il a eus

à New-York avec les ministres indonésien, malaisien et philippin des affaires étrangères, — M. Thach n'a pas voulu dire plus. « Je ne peux vous dire quels en sont les détails car nous sommes convenus de garder le secret ».

Le chef de la diplomatie vietnamienne s'est déclaré également satisfait de ses entretiens avec des représentants américains, notamment au sujet des enfants américains (nés de pères américains) et des militaires portés disparus au Vietnam (MIA). Des « points communs », dit-il, ont été également dégagés sur la crise cambodgienne.

Reçu à dîner lundi par son homologue français, M. Claude Cheysson, le ministre vietnamien a déclaré qu'« il y avait encore beaucoup à faire » pour améliorer les relations entre Paris et Hanoi.

(1) ASEAN : Brunei, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Philippines.

PRÈS DE BETHLÉEM L'assassinat d'un jeune couple soulève une vive émotion parmi les colons juifs

De notre correspondant

Jérusalem. — Un double assassinat commis samedi dernier, non loin de Bethléem, et découvert mardi 23 octobre, suscite une vive émotion parmi les colons juifs de Cisjordanie.

Un jeune couple d'étudiants israéliens de Jérusalem, Ron Levy, vingt-quatre ans, et Revital Serit, vingt-deux ans, ont été tués de sang-froid alors qu'ils se promenaient près du monastère de Remisan. Le meurtrier présumé, Issa Jibrin, vingt-deux ans, est un Palestinien habitant le camp de réfugiés de Dabaishé. Il a passé des aveux complets et reconnu son crime en précisant qu'il avait forcé la jeune femme à bander les yeux de son compagnon et à lui lier les mains avant de les abattre.

Ce qui aurait pu n'être qu'un sanglant fait divers a rapidement pris une coloration politique, les enquêteurs ayant fait savoir que le meurtrier avait agi pour des motifs « nationalistes ». Selon certaines sources policières, l'assassin aurait considéré son geste comme une épreuve, une sorte d'examen de passage destiné à sceller son appartenance à une « organisation terroriste » non précisée.

Les représentants des implantations du sud de la Cisjordanie ont

préconisé « la destruction des trois premières rangées de maisons du camp de Dabaishé », lequel longe la route de Jérusalem-Hébron, et « l'abandon du projet gouvernemental visant à améliorer la qualité de la vie des habitants des territoires occupés ».

J.-P.L.

● Conflit irano-irakien : Téhéran confirme la stabilisation sur les nouvelles positions. — Un communiqué du poste de commandement régional iranien a annoncé mardi 23 octobre, « la fin des opérations victorieuses sur le front central » avec l'Irak, six jours après le début des combats dans cette région de Moymak, située à une centaine de kilomètres à l'est de Bagdad. Le drapeau de l'Islam a été hissé sur plus de 50 kilomètres carrés de territoires de la patrie islamique, déclare ce communiqué cité par Radio-Téhéran, sans mentionner toutefois la présence des forces iraniennes en territoire irakien. Bagdad avait affirmé lundi que celles-ci avaient été repoussées d'Irak et que la bataille dans cette région était terminée. (Le Monde du 24 octobre). — (AFP.)

PARIS MONTREAL TORONTO

Air Canada vous reçoit sept sur sept.

						
LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE

A 14 h 25, chaque jour, un avion gros-porteur d'Air Canada décolle vers Montréal (arrivée 16 h 00) et Toronto (arrivée 17 h 55).

Un vol transatlantique parfait dans l'atmosphère unique de la Classe Affaires Intercontinentale Air Canada : fauteuils moelleux espacés de près d'un mètre, délicieux repas de quatre plats, vins

et liqueurs à discrétion, détente à loisir et petits soins à profusion. Vos affaires vous appellent au Canada ? Entamez-les et concluez-les avec le meilleur des hôtes : le Service Intercontinental.

Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Pour les horaires, consultez le tableau des vols Air Canada ou appelez le 1-800-387-8282.



هكتا من الأصيل

LES DISCUSSIONS DES CRÉDITS DES MINISTÈRES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

JUSTICE

M. Badinter à l'opposition : « Vous suscitez le sentiment d'insécurité »

L'Assemblée nationale a adopté mardi 23 octobre le budget du ministère de la justice, le PC votant pour avec le PS, le FR et l'UDF votant contre. Les crédits de ce ministère s'élèvent à 11,152 milliards de francs, soit une augmentation de 8,1 % par rapport à 1984 - progression supérieure à celle des dépenses globales du budget de l'État (5,9 %) (Le Monde du 16 septembre 1984).

M. Robert Badinter ne laisse pas indifférent. A quelques réserves près, les députés socialistes et communistes se sont tous félicités du budget du ministère de la justice et de l'action du garde des sceaux. A l'inverse, l'opposition a fait du garde

des sceaux sa cible favorite. Aussi bien M. Jacques Toubon (RPR-Paris) que M. Emmanuel Hamel (UDF-Rhône) ont recouru une nouvelle fois au thème de l'insécurité. « L'insécurité continue de s'accroître ainsi que le sentiment qu'en ont les Français (...). Le budget dans son ensemble ne traduit pas une réelle priorité accordée à la sécurité », a déclaré M. Toubon, précisant cependant qu'en matière de sécurité et de justice « nous devons nous orienter vers la prévention », et donc vers la dissuasion, « car, a-t-il dit, la punition du crime est bien l'une des deux façons d'empêcher qu'il ne se produise ou ne se reproduise ».

Pour sa part, M. Hamel a déploré l'arrêt récent de la Cour de cassation

qui limite les contrôles d'identité et évoqué le découragement de la police engendré par le meurtre de plusieurs de ses membres : « Si le peuple français, si les policiers ont le sentiment de ne pas être protégés, si les magistrats sont découragés, c'est parce que la politique que vous menez donne l'impression que la répression n'est plus assurée ».

La répartition du garde des sceaux fut immédiate et très vive : « Je reconnais là la politique que vous et vos amis menez depuis trois ans. En matière de justice, vous altérez les faits afin de susciter par tous les moyens, y compris des contre-vérités, un sentiment d'insécurité aussi fort que possible et de l'exploiter politiquement. Votre rapport à la justice est celui de la démagogie ».

A gauche, tous les intervenants ont, en substance, estimé que, compte tenu de la rigueur du budget de 1985, le ministère de la justice était plutôt « bien loti ». Mais ils ont déploré la faiblesse des moyens face aux tâches considérables à accomplir dans ce domaine. M. Jacques Barthe (PC, Pas-de-Calais) a notamment évoqué les retards dans le contentieux des conseils de prud'hommes et le trop faible effort en faveur de l'aide judiciaire et de l'indemnisation des victimes. M. Joseph Menges (PS, Seine-Maritime) a regretté que l'éducation surveillée n'ait pas vu ses crédits augmenter de manière aussi

significative que ceux accordés à l'administration pénitentiaire. Quant à M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), il a tenu à rappeler que la « justice est trop encombrée » et que « son accès reste aussi trop difficile ». « Quand je vois M. Badinter à la télé, je suis fier d'être à gauche », a-t-il cependant conclu.

M. Badinter, s'il a souligné la progression sensible de son budget, a cependant indiqué qu'il ne représente que 1,12 % du budget de l'État (hors dépenses militaires - 1,02 % toutes dépenses confondues) pour 1,05 % en 1981. « Une gestion optimale des effectifs et des moyens est donc, pour la Chancellerie, un impératif », a expliqué le garde des sceaux. En ce qui concerne les effectifs, « la justice obtient, avec 347 emplois nouveaux, près de 15 % du total des créations d'emplois de 1985 », a-t-il ajouté.

A l'encontre de l'opposition, le ministre de la justice retrouve son ton passionné : « Viendra un jour, le plus loin possible, où l'alternance se produira. Ce jour-là, la peur, le doute, l'angoisse que vous avez fait monter, comme vous savez incapable de les faire retomber, vous en supporterez tout le poids. Alors d'autres que nous redoutons tous en seront les vrais bénéficiaires ».

R. Sa.

PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le respect des contrats avec les régions

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 23 octobre, le budget du ministère chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, le PS votant pour, le PC s'abstenant et l'opposition RPR et UDF votant contre.

● LE PLAN. - Les crédits du commissariat général au Plan s'élèvent à 146,2 millions de francs, soit une augmentation de 12,5 % par rapport à 1984. Cependant, le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Dominique Taddei (PS, Vaucluse), a indiqué que, compte tenu de certains regroupements comptables, la progression réelle des crédits du commissariat au Plan augmente de 7 % par rapport à 1984.

● AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE. - Le budget de la délégation à l'aménagement du territoire s'élève à 2,372 milliards de francs, en augmentation de 14,2 % par rapport à 1984. « J'ai constaté avec plaisir que les dépenses de fonctionnement de la DATAR ont fait l'objet d'un effort d'économie et de

remise en ordre (...). Quant aux dépenses d'investissement, elles ont augmenté de 60,2 % en crédits de paiement, ce qui, sur trois ans, n'est pas mal », a déclaré M. Taddei.

M. Robert de Cammont (PS, Hautes-Alpes), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, a rappelé que, lors de l'examen du projet de loi sur le montage, le gouvernement « s'était engagé à doter le FIAT (Fonds interactif pour l'autodéveloppement en montagne) de 40 millions au budget 1985 » alors qu'il « n'est allé que de 15 millions ».

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire a justifié cette augmentation par les contrats de plan entre l'Etat et les régions.

amnesty international



RAPPORT ANNUEL: le bilan d'un an d'action en faveur des droits de l'homme dans 117 pays du monde.

En vente en librairie, auprès de nos groupes locaux (prix 43 F), ou sur commande accompagnée d'un chèque de 53 F à AMNESTY INTERNATIONAL - 18, rue Théodore Deck - 75015 PARIS.

R. Sa.

L'Algérie, affaire française (suite)

La présence de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, à Alger le 1^{er} novembre, pour le trentième anniversaire du déclenchement de l'insurrection algérienne, continue de susciter des prises de position critiques dans les rangs de l'opposition, mais aussi à gauche. Ainsi les sénateurs RPR, centristes et de la Gauche démocratique - groupe au sein duquel siègent les élus radicaux de gauche - ont fait part, mardi 23 octobre, au cours de leurs réunions de groupe respectives, de leur « émotion », et ils ont souhaité que le déplacement de M. Cheysson soit annulé.

De son côté, M. André Rossinat, président du Parti radical, a condamné cette « commémoration du terrorisme aveugle et de la mort gratuite ». Le CNIP voit dans la participation de M. Cheysson à l'anniversaire du « soulèvement des Aurès » un « outrage au drapeau français ».

En revanche, au nom du Mouvement gaulliste populaire, M. Jean-Louis Delcourt estime que, par « ses fausses indignations », une partie de la classe politique « se déconsidère », et « notamment le RPR qui brade les options gaullistes pour préserver ses alliances avec les anciens sympathisants de l'OAS, tels que les giscardiens et les amis de M. Le Pen ». Ancien député gaulliste, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Michel Habib-Deloncle (RPR), qui préside la chambre de commerce franco-arabe, a qualifié le voyage de M. Cheysson « de naturel et de normal ». Plaçant les relations entre les deux pays « au-delà des susceptibilités des uns et des autres », il a toutefois jugé « regrettable » la manière dont l'annonce de la présence de M. Cheysson avait été faite.

chait la majorité des élus socialistes. L'intervention de M. Georges Frêche, député et maire de Montpellier, qui parla de « commémoration d'un Waterloo », a été assez mal accueillie. Quant aux discours plus modérés de MM. Gérard Bapt (Haute-Garonne), Gérard Collomb (Rhône) et Laurent Cathala (Val-de-Marne), ils n'en furent pas pour autant convaincants.

Le député de Haute-Garonne, également délégué national du PS aux rapatriés, a expliqué que la France aurait dû se contenter de se faire représenter par un fonctionnaire de très haut rang. Il a aussi critiqué la façon dont l'opposition tentait d'utiliser cette affaire alors que depuis 1979 plusieurs de ses représentants se sont rendus à la réception donnée par l'ambassade d'Algérie à l'occasion de cet anniversaire (1). Pour M. Collomb, il ne faut pas « raviver des plaies qui sont plus profondes que l'on ne croit et il faut laisser le temps agir ». D'autant, a-t-il ajouté, que le gouvernement avait su jusqu'alors « faire le nécessaire pour que le rapprochement franco-algérien soit soutenu par tout le monde, y compris par les rapatriés ». De son côté, le député du Val-de-Marne a observé qu'il faut faire une différence entre le PS et le gouvernement qui doit représenter l'ensemble de la collectivité nationale.

M. Lionel Jospin, soutenu par la plupart des autres intervenants, a fait remarquer que le 1^{er} novembre est la fête nationale algérienne et que d'autres gouvernements y étant représentés, la France ne peut en être absente. Soulignant l'aspect « émotionnel » de ce genre de débat, il demanda aux socialistes de ne pas joindre leurs voix à celles de la droite et il affirma, selon M. André Billardon, président du groupe, « que la France n'avait pas subi une défaite en Algérie ». Le premier secrétaire du PS rappela que, lors du débat sur l'annuité des généraux factieux, il avait été dit qu'il fallait « tourner la page ». « Alors, a-t-il ajouté, il faut la tourner vraiment... »

(1) En 1979 la France était représentée par M. Georges Gorze, député RPR et président de l'Association d'amitié franco-algérienne, ainsi que par le secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

M. Jospin :

« Tourner vraiment la page »

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale approuvera la présence de M. Claude Cheysson à Alger pour la célébration du trentième anniversaire du début de la révolte algérienne : la décision devait être formellement prise ce mercredi 24 octobre. Mais la réunion, le mardi 23, du groupe a clairement montré dans quel sens pen-

Le cœur victime d'un arrêté

Chaque année, 200.000 Français meurent des suites d'une maladie cardiaque ou vasculaire. C'est la première cause de décès en France, avant le cancer et avant les accidents de la route. Pourtant, le Gouvernement vient de prendre un arrêté qui limite les dépenses de santé dans le domaine essentiel de la cardiologie. En prenant cette décision, il programme administrativement les besoins des malades.

Le Gouvernement veut :
- restreindre la quantité des soins donnés aux malades,
- réduire leur valeur et leur qualité.
C'est clair, des deux côtés, la santé est en jeu. La médecine a un coût. Les médecins cardiologues sont prêts à s'associer à des réformes. Mais ils ont surtout une mission quand la vie des malades est en jeu : ils doivent défendre leur patient et la qualité de la médecine qu'ils délivrent. 2.500 médecins cardiologues vous alertent.



au cœur de votre santé, la cardiologie est menacée.

Syndicat National des Cardiologues
73, rue Daguerre 75014 PARIS - Tél. : (1) 321.65.58

POLITIQUE

LES RÉACTIONS EN FRANCE APRÈS LA CONDAMNATION DE JACQUES ABOUCHAR

M. Laurent Fabius ne se rendra pas à la réception de l'ambassade d'URSS

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a décliné le mardi 23 octobre l'invitation que l'ambassade d'URSS à Paris lui a adressée pour participer vendredi prochain aux cérémonies organisées dans le cadre de la manifestation internationale de l'établissement des relations franco-soviétiques.

La décision a été communiquée à l'ambassade soviétique, précise-t-on dans l'entourage du premier ministre. M. Fabius avait initialement prévu de participer à cette cérémonie, puisque celle-ci avait été inscrite sur le calendrier hebdomadaire de ses activités, diffusé samedi dans la matinée, soit avant la condamnation de Jacques Abouchar à dix-huit ans de prison.

La décision du premier ministre a été généralement approuvée dans les rangs de l'opposition comme dans ceux de la majorité. Les députés communistes interrogés mardi après-midi l'ont cependant jugée sans portée. A titre personnel, M. Ducouloux, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a estimé que M. Fabius « avait tort parce que les relations franco-soviétiques doivent être au-dessus de telles péripéties ».

Aux multiples protestations qui continuent de s'élever en France contre la condamnation de Jacques Abouchar et la prolongation de sa détention en Afghanistan s'ajoute un nombre croissant de démarches émanant d'organisations internationales ou étrangères.

L'Institut international de la presse (IIP), basé à Londres et qui défend la liberté de la presse à travers le monde, a notamment adressé mardi au gouvernement afghan un message dans lequel il « condamne dans les termes les plus fermes » l'attitude de l'Afghanistan à l'égard de Jacques Abouchar et réclame sa libération immédiate.

A Strasbourg, le groupe des démocrates-chrétiens au Parlement européen a demandé que la Commission européenne effectue une démarche solennelle auprès des gouvernements afghan et soviétique pour protester contre la condamnation « injuste et intolérable » du journaliste d'Antenne 2 et exiger sa libération rapide.

A Bonn, le Bundestag (Parlement fédéral) débattait vendredi du cas du journaliste français, a indiqué un porte-parole du groupe parlementaire chrétien-démocrate.

Des organisations professionnelles de journalistes se sont également élevées contre la détention et la condamnation de Jacques Abouchar, notamment aux Pays-Bas, en Suisse, en Belgique, en Espagne, au Portugal et en Suède.

A Genève enfin, le comité international des universitaires pour la libération de Jacques Abouchar a lancé un appel « pour une campagne de lettres individuelles et de télégrammes adressés au gouvernement de Kaboul », a indiqué le professeur Jean Ziegler, président du comité.

Prises de position à l'Assemblée nationale...

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, fera le mercredi 24 octobre au début de la séance consacrée aux questions au gouvernement, une intervention au nom de l'ensemble de la représentation nationale pour demander « la libération rapide » de M. Jacques Abouchar. La décision en a été prise mardi 23 octobre en fin d'après-midi, au cours d'une rencontre autour de M. Mermaz des quatre présidents des groupes politiques constitués au Palais-Bourbon.

Cette solution a été préférée à des interventions successives des porte-parole du PS, du PC, du RPR et de l'UDF pour manifester l'unité de l'Assemblée sur ce thème, et dans un « souci primordial d'efficacité », a expliqué M. Mermaz, qui par ailleurs a annoncé qu'il ne se rendrait pas à la réception de l'ambassade d'URSS.

Dans l'après-midi du mardi, le groupe UDF avait publié pour sa part un communiqué dénonçant « non seulement la procédure arbitraire dont a été victime Jacques Abouchar, mais aussi le caractère dérisoire de l'accusation même d'entrée illégale sur le territoire afghan, alors que l'URSS a été condamnée à maintes reprises et à une forte majorité par l'Assemblée générale de l'ONU pour avoir

envahi l'Afghanistan le 27 décembre 1979 ».

Pour le groupe UDF, « la condamnation de Jacques Abouchar entraîne, s'il en était besoin, une nouvelle condamnation de l'URSS et de ses complices par l'opinion mondiale ».

Le groupe socialiste réuni le même jour avait aussi « condamné vivement ce jugement, honnête pour celui qui l'a fait prononcer ». Se déclarant « profondément indignés », les députés socialistes estiment qu'il s'agit là d'une remise en cause du droit qu'ont les journalistes d'informer et « exigent la libération de Jacques Abouchar ».

... et au Sénat

Le Sénat a suspendu, mardi après-midi 23 octobre, sa séance pendant cinq minutes à la demande de M. Charles Bosson (senateur de Haute-Savoie) qui s'exprimait au nom du groupe de l'Union centriste, pour marquer « sa réprobation indignée devant la condamnation injuste de Jacques Abouchar. M. Bosson a demandé « solennellement » au président du Sénat d'intervenir en faveur de la libération immédiate du journaliste d'Antenne 2.

Le bureau politique du PCF

« condamne sévèrement » le verdict prononcé

Le bureau politique du PCF a adopté, le mardi 23 octobre, une déclaration dans laquelle il accuse « la droite et le Parti socialiste » de « mener une campagne d'une violence extrême contre le Parti communiste français » à l'occasion de la condamnation de Jacques Abouchar.

Le bureau politique reproche à « certains » d'« exploiter » l'émotion légitime soulevée par la situation de Jacques Abouchar, tandis que les atteintes aux droits de l'homme, à l'Ouest, bénéficient d'un relatif silence.

Il se demande, au surplus, si « cette campagne violente n'a pas contribué à envenimer les choses et à aggraver le sort de notre compatriote ». « Comme nous en avons, en effet, informé la direction d'Antenne 2, indique le bureau politique, les autorités afghanes, à notre forme demandée, nous avaient répondu qu'elles considéraient que Jacques Abouchar était un journaliste dans leur pays avec un groupe armé, qu'il passerait donc en jugement mais serait, ensuite, rapidement extradé vers la France. Nous avions demandé et obtenu l'engagement, de la part de ces autorités, qu'un avocat français assisterait le journaliste. Cet engagement n'a pas été tenu ».

Le bureau politique du PCF observe que « se mêler à des forces militaires antigouvernementales pour pénétrer dans un pays en guerre est une méthode qu'on emploie, qu'emploient et emploieront bien des journalistes à l'occasion de bien des conflits, aux quatre coins du monde, pour effectuer leur travail d'information ». « Que le gouvernement afghan considère l'action de Jacques Abouchar comme illégale ne saurait surprendre personne, ajoute-t-il. Il reste que la condamnation à dix-huit ans de prison qui lui a été infligée est sans commune mesure avec les faits qui lui sont reprochés ».

Le PCF « 1) condamne sévèrement le verdict prononcé à l'issue d'un procès dont le caractère expéditif ne peut que surprendre, et sans que Jacques Abouchar ait pu être assisté par un avocat français ; 2) réclame formellement auprès des autorités afghanes sa libération, déjà plusieurs fois formulée, d'une mesure permettant son retour en France dans les plus brefs délais ; 3) décide de suspendre immédiatement toute relation avec le Parti populaire démocratique d'Afghanistan jusqu'à ce que cette demande soit effectivement satisfaite ».

Diplomatie

Le risque encouru ainsi par le PCF - celui de voir son appel de retour sans réponse - explique, aussi, qu'il prenne la précaution de dénoncer, d'abord, « la droite et le Parti socialiste » comme responsables de la campagne qui le viserait. Il souhaite, en effet, éviter de paraître octroyer du terrain à « adversaires du socialisme », de crainte de devoir rouvrir en son sein, si Abouchar n'est pas libéré, un débat sur les pays socialistes.

Le Parti socialiste veut, au contraire, obliger les communistes à un tel débat. M. Marcel Debergue, membre du secrétariat national du PS, a, dès mardi soir, répliqué au bureau politique du PCF en qualifiant de « fanatisme » l'idée selon laquelle la campagne menée en faveur du journaliste d'Antenne 2 avait aggravé son cas aux yeux des responsables afghans. Pour le PS, le PCF ne doit pas fuir dans l'habileté diplomatique la question de fond posée par la capture et la condamnation d'un journaliste.

Cette question est posée à l'intérieur du Parti communiste. A la base, d'abord, comme en témoigne la lettre adressée au chargé d'affaires afghan à Paris par la section communiste de Lille (Calvados), affirmant que « le rôle des journalistes » est « de savoir toujours plus, partout, et de donner librement une interprétation des faits qu'ils observent ».

La même question est posée à la direction du Parti, comme en té-

moigne la distance qui sépare la déclaration de M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat, le 9 octobre, estimant normal que Jacques Abouchar soit jugé et condamné pour « violation de frontière », de celle de M. Roland Leffroy, membre du bureau politique, affirmant, le 21 octobre, que les journalistes peuvent entrer « de différentes manières » dans un pays en guerre.

C'est ce dernier point de vue qu'affirme la déclaration du bureau politique. Il semble que la tentative de M. Georges Marchais pour « couvrir » M. Gremetz, après les commentaires provoqués par sa déclaration du 9 octobre, ait été, finalement, devant les arguments de ceux qui estiment que le PCF s'était mis dans un mauvais pas. On constate que c'est, une fois encore, M. Leroy qui a annoncé le tournant opéré par la direction du parti. Il se confirme ainsi que le directeur de l'« Humanité » dispose, dans la période actuelle, d'une autorité considérable.

Loin que M. Marchais apparaisse comme le « rénovateur » dépeint, la semaine dernière, par M. Charles Fiterman (le Monde du 17 octobre), l'opposition démontre que le secrétaire général du PCF - conformément à l'opinion exprimée par la SOFRES (lire ci-dessous) - freine plutôt qu'il ne favorise l'évolution de son parti.

PATRICK JARREAU.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mardi 23 octobre au Palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été publié :

● AVENANT À LA CONVENTION GÉNÉRALE FRANCO-TURQUE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant, en date du 3 février 1984, à la convention générale franco-turque sur la Sécurité sociale.

Sans porter atteinte à l'équilibre de cette convention, l'avenant améliore certaines de ses dispositions, notamment en ce qui concerne l'assurance-vieillesse des salariés ayant exercé une activité professionnelle en France et en Turquie.

● L'URBANISME AU VOISINAGE DES AÉRODROMES

Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports a présenté au conseil des ministres un

projet de loi sur l'urbanisme au voisinage des aéroports.

Ce texte, dont le principe avait été décidé par le conseil des ministres du 2 mars 1983, a pour but, en maîtrisant la construction à proximité des aéroports, de limiter le nombre des personnes exposées au bruit.

Le projet prévoit l'obligation d'établir des plans d'exposition au bruit autour de la plupart des aéroports. Avant d'être approuvés, ces plans seront soumis à l'avis des communes et à enquête publique. Ils guideront les communes dans l'établissement de leur plan d'occupation des sols en définissant des zones de bruit décroissant dans lesquelles la constructibilité des logements et des établissements publics sera limitée.

Toutes les constructions qui pourraient être autorisées dans les zones de bruit devront comporter des dispositifs d'isolation acoustique.

● LE PROGRAMME D'ACTION POUR LES TECHNOLOGIES DU SON

Le ministre délégué à la culture a présenté au conseil des ministres une communication sur le programme d'action pour les technologies du son. Etabli en liaison avec le ministre du redéploiement industriel et du

commerce extérieur, ce programme vise à soutenir les industries françaises du son et de la musique dans la mutation technologique qu'elles connaissent actuellement. Il comporte cinq volets :

1) L'industrialisation de nouveaux produits. Les deux ministères soutiendront la mise en œuvre d'activités de fabrication de nouveaux produits. Dès 1984, seront aidés le développement et la fabrication de disques compacts, d'instruments de musique électronique, de matériels d'enregistrement numérique, et la création de logiciels musicaux destinés à être utilisés sur des micro-ordinateurs individuels.

2) La modernisation des industries du son et de la musique.

Seront, en particulier, soutenues la numérisation des studios d'enregistrement, l'équipement des salles de spectacle, la modernisation des entreprises de facture instrumentale.

3) La formation aux techniques du son et de la musique. Les techniciens de prise de son, de sonorisation de salles de spectacle et d'études acoustiques.

4) La valorisation industrielle de la recherche dans le domaine du son et de la musique.

5) La promotion et la diffusion des industries du son.

Seront, en particulier, encouragées dans ce cadre, de nouvelles formes de distribution de produits musicaux.

● LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports a présenté au conseil des ministres une communication sur le développement du sport, qui a porté sur les deux points suivants :

1) Le renforcement des centres régionaux d'éducation physique et sportive.

Ces centres, au nombre de dix-sept, sont répartis sur l'ensemble du territoire. Ils vont entreprendre des missions élargies dans les directions suivantes :

- préparation olympique des athlètes de haut niveau ;

- animation sociale et soutien aux actions menées en faveur des jeunes ;

- formation des agents des différents collectifs publics et des cadres bénévoles ou permanents des associations ;

- participation aux activités de recherche en liaison avec l'environnement scientifique et médical.

2) L'affectation au sport de ressources nouvelles.

Pour répondre aux aspirations et aux potentialités du mouvement sportif exprimées récemment à l'occasion des Jeux olympiques et favoriser le développement des pratiques sportives qu'implique une politique nationale ambitieuse pour le sport, le gouvernement décide la création d'une nouvelle formule de jeu, dont le produit sera affecté au sport, le lotto sportif.

Ce jeu, associant chance et connaissances sportives, prendra pour support différents sports : ses modalités seront définies d'ici à la fin de l'année et sa mise en œuvre interviendra au cours de l'année 1985.

Parallèlement, un financement du développement des actions menées par les associations sera mis place.

POURQUOI F. ORIACH RESTE-T-IL EN PRISON ?

Sur l'ordre d'un secrétaire d'Etat à la sécurité qui n'est plus en fonctions aujourd'hui, je fus arrêté en octobre 1982 en possession d'écrits nécessaires à mes activités éditoriales dans une revue militante. En octobre 1983, un tribunal m'a condamné à cinq ans de prison ferme sur la seule et unique base d'un texte d'article destiné à la lecture et écrit en faveur du peuple palestinien. Les soupçons formant artificiellement le contexte de cette condamnation viennent de se voir balayés par un non-faussement. Or je reste en prison. L'évidence que nous sommes quelque-uns à répéter depuis deux ans apparaît donc aux yeux de tous : je suis actuellement une condamnation à cinq ans de prison ferme pour délit d'opinion, pour crime d'écriture, de pensée et de parole.

En conséquence de ces faits, je poursuis depuis le 25 septembre 1984 une grève de la faim, d'une part pour l'obtention du « régime spécial » attaché à la condition de prisonnier politique et défini par les articles D.490 à D.495 du code de procédure pénale, d'autre part pour la révision de ce procès d'octobre 83 me condamnant à cinq ans de prison pour délit d'opinion. — FRÉDÉRIC ORIACH (Prison de la Santé).

Nous, soussignés, dont la vocation morale et professionnelle est directement liée au droit et au devoir d'écrire en toute liberté, affirmons ici notre soutien à la requête de ce prisonnier d'opinion.

Premières signatures : M^{me} et MM. P. Abandou (artistes) ; M. Bachelin (président de l'Union des radios de l'immigration palestinienne) ; J. Balme (professeur Paris-II) ; M. Benchohra (universitaire) ; C. Bellegrard, S. Benhamoucha, Benvidet (artistes) ; E. Bloch (magistrat) ; N. Borge (universitaire) ; L. Campion (journaliste) ; P. Charrier, J. Chénier (universitaires) ; F. Chénier (professeur Paris-XII) ; G. Clancy (journaliste) ; J. Clancy (vice-président de Paris-VIII) ; A. Couder, M. Courau (universitaires) ; G. Delaunay (professeur Paris-VIII) ; MM. Delaunay, Dupont (universitaires) ; F. Ducas, S. Ducas, Anne Dost (artistes) ; F. d'Eschbrenne (journaliste) ; Léo Fauré (artiste) ; J. Filoz, Rick-Charcot (universitaires) ; C. Fricot (président de Paris-VIII) ; F. Gasser (vice-président de la Jeune Peinture) ; J.-M. Gassend, F. Gauthier, P.-A. Gotta, M. Gorry (universitaires) ; S. Ginzbourg (artiste) ; P. Halbwachs (professeur Paris-VII) ; G. Henderson (artiste) ; G. Hof (médecin) ; M. Jimenez (universitaire) ; M. Joannic, Kipier (artistes) ; K. Kallergis (psychologue) ; A. Lacour (universitaire) ; B. de Lathuère (informaticien) ; M.-P. Laffitte (bibliothécaire nationale) ; R. Laffitte (enseignant) ; H. Laidi (artiste) ; M^{me} Lambert (journaliste) ; D. Langella (journaliste) ; R. Lander (professeur Paris-IV) ; J. Lenczi, F. Laroche (universitaires) ; M^{me} Lefebvre (artiste) ; J. L'Égalité, J. Lesage-Delachaux, J. Louis (universitaires) ; A. Lezougar (reporter-comptable) ; A. Melochet, F. Mellet (universitaires) ; F. Molner (CHRS) ; A. Morau (éditeur) ; S. Monneret, D. Nogués, F. Noyelle, J.-M. Palmer, J.-L. Poudrat (universitaires) ; J. Polignat (journaliste) ; J.-Y. Poulou, A. Prassoloff-Pichon (universitaires) ; C. Rault (secrétaire général de la Jeune Peinture) ; M. Raymond, M^{me} Richier, C. Roméo, M. Rondel, F. Ronde, B. Roux (universitaires) ; J. Rochel (professeur Paris-II) ; F. Saddy, P. Taccata (universitaires) ; B. Teyssie (professeur Paris-II) ; M.-P. Trucet, G. Vénard, Jannis Xenakis, Y. Yorta, M. Zide (artistes).

(Pour tout contact et envoi de signatures : C.L.F.O. c/o 6-17 rue 61, 10, rue Affra, 75008 Paris.)

L'otage

(Suite de la première page.)

Il est pourtant révolté la promesse de rédiger la longue déclaration du bureau politique critiquant le comportement des autorités afghanes sans jamais mentionner le nom de l'URSS.

La lecture de ce texte est pleine d'enseignements. Retenons en deux particulièrement significatifs : pour le PC, les autorités en place à Kaboul ne sont pas des « responsables représentatifs » et sont les seules autorités légitimes afghanes ; la presse française et la très grande majorité des responsables politiques français ont en tort de monter une campagne « haineuse » sous le couvert de défendre Jacques Abouchar. La discrétion et la diplomatie soviétique seraient donc plus payantes.

L'accusation ne réside pas à un rappel des faits : contrairement à ce qu'insinue le PC, l'affaire Abouchar n'a guère passionné les milieux politiques français qui ne s'en sont occupés qu'au cours des derniers jours, après la condamnation du journaliste d'Antenne 2 à dix-huit ans de prison. Pendant plus d'un mois, le gouvernement français a agi par le biais de la diplomatie soviétique, sans aucun résultat positif. Le Comité pour la libération de Jacques Abouchar a attendu un mois avant d'organiser une manifestation, manifestation à laquelle n'ont pas participé les leaders politiques de la majorité ni ceux de l'opposition.

L'opinion publique française, en revanche, a été très sensible, peut-être parce qu'elle a compris qu'au-delà de Jacques Abouchar c'était toute une conception de l'information en tant que condition indispensable de la démocratie qui était en cause. C'est en tout cas l'impression que l'on retire en lisant les lettres d'adhésion envoyées tout à fait spontanément au comité Jacques Abouchar. Le nombre de ces

lettres est impressionnant : il dépasse à ce jour les soixante mille.

Sans mettre en cause la volonté des dirigeants communistes de voir libérer Jacques Abouchar, on doit constater cependant qu'ils ont cherché à utiliser cette affaire pour renforcer la représentativité du régime de Kaboul. Au-delà d'une opération de dissuasion à destination de tous les journalistes qui voudraient « couvrir » la guerre d'Afghanistan, c'est là aussi l'un des buts de la diplomatie de Moscou.

La vraie rançon exigée du gouvernement français est bien là : que par une démarche officielle adressée à Kaboul pour demander la grâce de Jacques Abouchar, il reconnaisse ainsi la culpabilité du journaliste, auquel on n'a pas pu, apparemment, extorquer des aveux suffisamment sensationnels. Qu'il s'engage aussi discrètement à décourager les journalistes et médecins français qui s'intéressent trop à l'Afghanistan.

La volonté soviétique de ne rien faire pour favoriser une solution normale de l'affaire Abouchar, quitte à déclencher une nouvelle crise dans les relations franco-soviétiques, est d'autant plus forte que Moscou estime ne devoir faire aucun « cadeau » à M. Mitterrand, décidé depuis en bonne place sur la liste noire du Kremlin, non seulement pour avoir commis un blasphème en proclamant le nom de Sakharov, mais aussi et surtout pour avoir contribué à faire échouer la campagne pacifiste lancée en Europe occidentale à propos des euro-missiles.

Une dernière question enfin : l'utilisation que Moscou fait de l'affaire Abouchar ne dépasse-t-elle pas les relations franco-soviétiques et n'est-elle pas une manoeuvre de grande manœuvre que l'URSS pourrait s'approprier à l'avenir dans cette région et dont cette fois-ci le Pakistan serait la victime ?

JACQUES AMALRIC.

47 % des électeurs communistes situent le PCF dans la majorité

Un sondage effectué par la SOFRES pour un groupe de journaux de province, qui a été publié les résultats le mercredi 24 octobre, indique que, sur 100 sympathisants communistes, 47 (contre 55 en août dernier) estiment que le PCF, aujourd'hui, « reste dans la majorité, au côté du Parti socialiste », tandis que 33 (contre 31) estiment qu'« il est entré dans l'opposition ». Les 20 derniers n'ayant pas d'opinion à ce sujet. Selon cette enquête, faite du 4 au 10 octobre auprès de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, 53 % de l'ensemble des Français (contre 55 % en août) situent le Parti communiste dans l'opposition, 22 % (contre 41 %) dans la majorité et 25 % n'ont pas d'opinion.

57 % des Français souhaitent que, pour les élections législatives de 1986, le PS et le PCF soient « le plus possible indépendants l'un de l'autre », 20 % souhaitant, au contraire, « à nouveau une alliance étroite » entre les deux partis, tandis que 23 % n'ont pas d'opinion à ce sujet. Parmi les électeurs du PCF, ces chiffres sont, respectivement, de 40 %, 55 % et 5 %, et, parmi ceux du PS, de 45 %, 44 % et 11 %.

Enfin, sur 100 sympathisants communistes, 44 (contre 71 en juin 1981) souhaitent que M. Georges Marchais « reste le secrétaire général » du PCF, 31 (contre 21 en juin 1981) souhaitent qu'« il soit remplacé dans les prochains mois » et 25 (contre 8) n'ont pas d'opinion. 49 % des Français dans leur ensemble n'ont pas d'opinion à ce sujet, 31 % d'entre eux souhaitent le remplacement de M. Marchais et 20 % son maintien à la tête du PCF.

POLITIQUE

HISTOIRES DE FRANCE

TUC et TIG

De notre envoyé spécial

Montlouis-sur-Loire. — Il faut voir à ne pas confondre le Mont-Louis et le montlouis, bateau de navigation incertaine et vin d'appellation contrôlée. Les viticulteurs de cette charmante cité ont fait un joli tapage à voir ainsi salir l'honneur et la réputation d'un si doux cépage. Naufrage de fûts, soit, mais ni en Loire ni de vin. Il fallait que cela se sache. Cela se sache : « De Tours à Amboise, il y a six lieues, Montlouis est au milieu. On y boit du bon vin vieux », a écrit, au XVIII^e siècle, un certain...
Au-delà de cette noble, quel-que périlleuse tâche, renflouer des caves, ce n'est pourtant pas ce petit fait, plutôt drôlesque qui provoquera le dénouement. Mais autre chose, bien moins souriant, le naufrage collectif d'une jeunesse sinistrée par le chômage. Que faire ?

Le maire de Montlouis, M. Fillet, a pris tout le monde de vitesse dans le département. Même le très vigilant M. Royer, maire d'Amboise-Tours. Des travaux d'utilité collective, des TUC, pour les jeunes ? Faut-il. Vous m'en convaincrez bientôt.

Jean-Jacques Fillet n'attendait pas le discours de M. Fabius. Il l'espérait. Il l'improvisait. Enfin Fabius vint. On le moque bien sûr et il ne le méritait point, ce maire prompt à la défection. Tout est visible : qu'au-delà de l'engagement politique, ce comptable responsable d'une petite ville du pays est comme tous les maires de France, dans le pétrin, totalement, irrémédiablement. « Le maire que je suis est très marqué par le problème de l'emploi des jeunes. »

Comment ne le serait-il pas ? Montlouis est une ville jeune, sept mille cinq cents habitants, un tiers de cette population âgée de moins de vingt ans. A ville jeune, chômage des jeunes : 148 demandeurs d'emploi, un village en somme, ont ici moins de vingt-cinq ans, 118 moins de vingt et un ans. Et pour le reste, des chômeurs plus âgés, en qualité équivalente et 80 à 100 personnes « nouveaux pauvres » ou « pauvres de la crise », démunies de tout et à charge du bureau d'aide sociale, 110 000 F de subventions par an.

Il y a de quoi en effet empêcher un maire de rêver. Non pas qu'à Montlouis ce soit pire qu'ailleurs.

Le chemin du travail ? En écoutant ce maire, en écoutant ce socialiste vitupérer presque par habitude l'opposition — « notre foi veut bien leur possibilité », — on pense à la vieille image de la bouteille à moitié pleine ou à moitié vide. Travail à mi-temps, chômage à mi-temps. Voici donc venue, en Touraine comme ailleurs, l'époque du travail troglodyte.

Image, à dire vrai, un peu injuste. Car au-delà du risque manifeste — ne pas faire de ces TUC de la simple assistance déguisée, mais aussi ne pas donner à penser que le personnel communal soit insuffisant ou insuffisamment efficace, — l'urgence justifie la bonne volonté et la nécessité.

L'urgence s'est faite réalité, dans le dossier « Projet de travaux d'utilité collective », transmis par le maire de Montlouis au commissaire du gouvernement pour l'Indre-et-Loire. Tout y était : la présentation de la commune, les objectifs de la municipalité, le plan de financement (500 F de salaire mensuel à charge de la commune par TUC, 1 200 F à la charge de l'Etat), le descriptif des postes proposés. Tout y était et chacun restera libre de penser ce qu'il veut de ce

type d'initiative libre. De dénoncer le côté « chantier de jeunesse » de l'affaire, ou d'affirmer avec M. Fillet qu'elle permettrait de « redonner de l'espoir aux jeunes sans emploi en leur donnant la chance de montrer ce dont ils sont capables ». Libres d'y voir, comme les responsables du PC national, « l'invention des petits métiers d'Etat » ou, comme le maire, « la possibilité d'une certaine liberté financière qui n'est plus l'assurance et la réhabilitation de la notion de l'argent fruit du travail ».

Libre de juger, en effet, de cette liberté d'esprit qu'assure la certitude d'avoir des certitudes, et d'abord celle d'un emploi à plein temps. Dans le dossier présenté par la ville de Montlouis, il y avait en plus une liste. Le chômage des jeunes, non plus comme une fiction, mais comme un appel nominatif, ou un jeu des cent familles de Montlouis, avec, pour certaines, trois ou quatre enfants, inscrits dans cet ordre alphabétique réservé plutôt aux monuments aux morts. Il faut avoir lu cette liste, dans sa brutalité administrative, « nom, prénom, année de naissance, sexe, recherche, formation (à vérifier) », pour simplement s'obliger à un peu moins d'idées toutes faites, de principes absolutifs, de préjugés définitifs.

L'urgence s'est faite réalité, à deux pas de la mairie, dans le café des Sports où des jeunes de Montlouis, sans emploi, sans but, ont beaucoup moins ri à l'idée de ces fameux TUC que posé des questions à leur sujet.

L'urgence s'est faite urgente, un peu plus tard à Tours, dans cette ville où M. Royer envisage, dit-on, de proposer un projet pour cinq cents TUC. Au hasard du bulletin municipal d'informations, on devait y découvrir que le conseil communal de prévention de la délinquance s'était prononcé pour l'expérience du Travail d'intérêt général (TIG), se substituant à certaines peines d'emprisonnement pour les jeunes condamnés. Une trentaine de TIG ont ainsi été recensés.

TUC et TIG, travail salvateur, travail rédempteur : voilà bien où nous en sommes. Il faut peut-être le savoir.

PIERRE GEORGES.

M. Chirac veut éviter tout débat sur la cohabitation

M. Jacques Chirac, qui a participé le mardi 23 octobre à la réunion hebdomadaire du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a tenu à expliquer à ses collègues députés les raisons de ses deux plus récentes initiatives : sa présence au conseil national du Parti républicain et sa co-signature d'une déclaration avec MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre concernant les privilèges fiscaux de l'emprunt Giscard.

Le président du RPR a affirmé qu'il convenait pour lui de se comporter « en partisan farouche de l'unité de l'opposition », ajoutant : « L'important n'est pas de regarder 1988 mais de gagner 1986. »

Il a précisé : « C'est en gagnant les élections législatives de la façon la plus large possible que l'on évitera les équivoques qui pourraient se présenter ultérieurement. » En faisant cette déclaration, M. Jacques Chirac a voulu viser plusieurs objectifs.

Tout d'abord, il a montré aux parlementaires qu'il leur réservait ses explications. Or les parlementaires se plaignent fréquemment des distances trop grandes que le député de la Corrèze maintient avec eux. M. Chirac s'efforce donc de renouer des contacts plus étroits et plus fréquents avec les élus de son groupe.

Il a voulu aussi justifier son rapprochement spectaculaire avec la partie la plus « giscardienne » de l'UDF. Jamais, en effet, le président du RPR n'avait assisté à une réunion des instances nationales du Parti républicain. En revanche, il n'était pas rare, par exemple, entre 1976 et 1981, que l'action du président de la République de l'époque soit ouvertement critiquée dans les meetings RPR et même que le nom de M. Giscard d'Estaing y soit cité. C'est au nom de l'union de l'opposition que M. Chirac a donc voulu justifier ce rapprochement. Celui-ci était déjà largement amorcé depuis plusieurs mois avec M. Valéry Giscard d'Estaing. Le voilà publiquement consacré. Il se place dans la ligne que le maire de Paris a adoptée depuis la défaite de l'ancienne majorité en 1981. Depuis trois ans, en effet, M. Chirac s'emploie à effacer la « trahison » de 1981 et se garde d'attaquer les autres dirigeants de l'opposition. Ce parti pris unitaire est devenu chez lui une ligne de conduite. Il affecte en conséquence d'ignorer les piques qui lui sont adressées, notamment par M. Raymond Barre.

Enfin, en affirmant que la priorité doit être donnée à la préparation des élections législatives, et non aux spéculations sur l'élection présidentielle de 1988, M. Chirac tient compte des réactions de l'opinion publique que les parlementaires lui ont rapportées et qu'il a lui-même pu mesurer. La polémique sur la cohabitation est, en effet, considérée au RPR comme une spéculation tout à fait prématurée, dont on rend M. Barre responsable. Nul n'ignorant maintenant que les deux anciens premiers ministres ont sur ce sujet des conceptions opposées, le RPR préfère que cette divergence ne se transforme pas en rivalité ouverte. En faisant désormais silence sur ce qui pourrait se passer au lendemain d'un succès électoral en 1986, M. Chirac se distingue encore davantage de M. Raymond Barre. Tout se passe comme si, en accord au moins tacite avec M. Giscard d'Estaing, M. Chirac s'efforçait de faire le vide autour de M. Barre.

ANDRÉ PASSERON.

Le Monde
doctes et documents

OCTOBRE 1984

LES
IMMIGRÉS
EN
FRANCE

N° SPÉCIAL - 16 PAGES

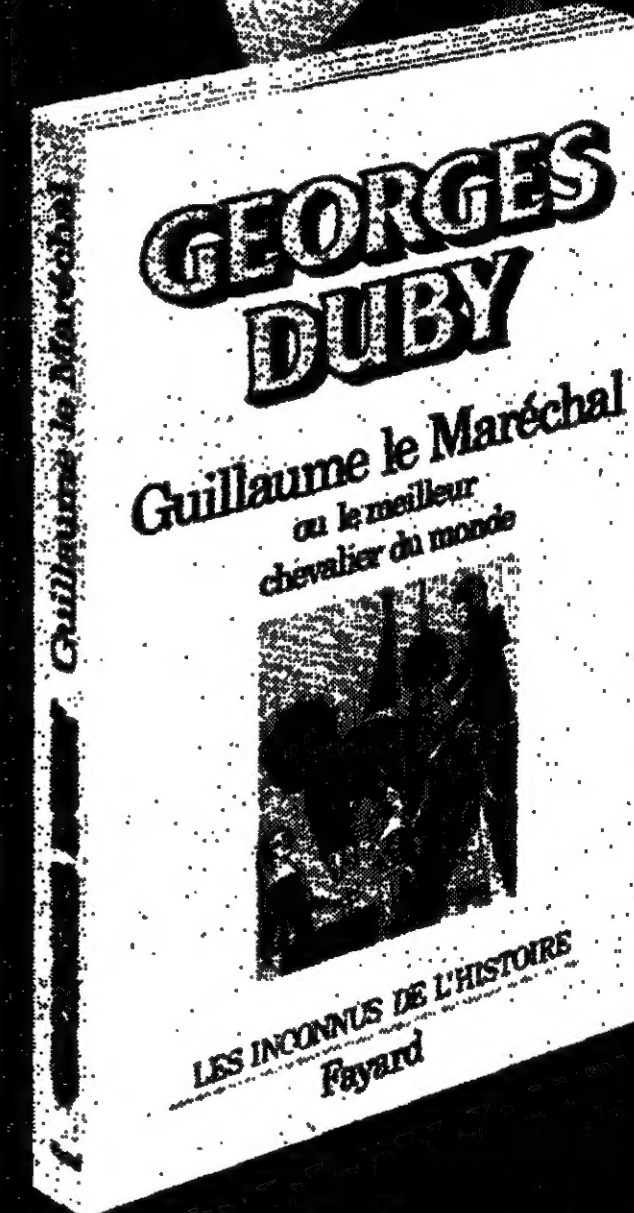
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX, 10 F

L'exemplaire leçon d'un grand maître de l'histoire médiévale

Pierre Miquel - L'Express



Photo J. Grol



Page après page, Georges Duby a tissé son analyse autour du poème pour lequel il s'est pris de passion. Encore faudrait-il saluer aussitôt, pour nuancer ce terme d'« analyse » — même si c'est de cela qu'il s'agit —, les talents de l'historien dont fait montre l'historien.

Il a constamment affirmé son souci de « bien écrire » et de faire passer auprès d'un public aussi large que possible des recherches difficiles. Jamais peut-être il n'avait à ce point gagné son pari.

Didier Eribon, Le Nouvel Observateur

La vie du comte Guillaume a permis à l'historien Georges Duby de retracer avec éclat les mœurs et les hauts faits d'un univers écartelé entre deux époques.

Jean-Paul Lommi-Amunatégui, Le Matin

Collection LES INCONNUS DE L'HISTOIRE
dirigée par Jean Montalbetti

192 p. - 69 F

FAYARD

ARIA

Le nouveau classique de Christofle

Pavillon
Christofle

12, rue Royale Paris 8^e • 24, rue de la Paix Paris 2^e
95, rue de Passy Paris 16^e • 93, rue de Seine Paris 6^e
17, rue de Sèvres Paris 6^e • Centre Commercial Parly II

LE LOTO SUR LES COMPÉTITIONS SPORTIVES

Le ticket-champions

Une fois passée la « divine surprise » de la nomination du docteur Calmat, ancien champion du monde de patinage artistique, au poste de ministre délégué à la jeunesse et aux sports, les milieux sportifs en étaient venus aux durs réalistes de la rigueur. Au lendemain des Jeux olympiques de Los Angeles, ils apprennent une nouvelle diminution des crédits en faveur du sport ramenés à 0,2 % du budget de l'Etat. Qu'était donc venu faire dans cette galère un chirurgien heureux et dirigeant respecté de la Fédération des sports de glace ? La bonne foi de l'ancien champion du monde ne s'était-elle pas laissée surprendre ? N'était-il pas finalement l'otage d'un jeu politique auquel il s'était inopinément prêt ?

L'homme avait lancé l'idée d'une réorganisation des rythmes scolaires pour se faire aussi-tôt « contre » par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale. Ce challenger en politique paraissait renvoyé dans son coin pour gérer son budget squelettique. Mais le docteur Calmat, qui n'avait pu faire sa petite performance dans l'éducation nationale, est retombé sur ses pieds pour une performance encore plus grande, une révolution dans les mœurs sportives françaises : le loto sur les compétitions.

Parier sur l'homme et la sueur

Qu'on l'appelle loto sportif ou concours de pronostics, il s'agit en réalité de la même chose : organiser des paris sur une ou plusieurs compétitions pour réserver une partie des enjeux au financement des activités physiques. Au printemps dernier, lorsque M. Edwige Avice avait soumis au Parlement une loi relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques sportives, la majorité constituée alors par le bloc PS-PC avait repoussé de tels concours de pronostics. Pour cette « grande gauche », ces enjeux étaient un peu le symbole d'une immoralité en matière de sport : le pari sur l'homme et la sueur.

Ces considérations avaient déjà fait reculer l'ancienne majorité :

depuis le début des années 70, un petit groupe de pression s'était constitué au Parlement qui présentait avec une patience de fourmi, à chaque débat budgétaire, un amendement tendant à instituer une source de financement extrabudgétaire pour le sport. Les arguments avancés avec, pour appui, l'expérience italienne n'avaient pas réussi à convaincre les élus nationaux. Aux réserves éditoriales étaient venues s'ajouter les alarmes des sociétés d'encouragement de la race chevaline craignant que soit porté un coup mortel au pari mutuel. L'obstination de M. Philippe Seguin, député des Vosges (RPR), et de l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Bernard Destremau, également ancien joueur de Coupe Davis était d'autant moins récompensée que les découvertes de paris clandestins truqués en Italie et en Yougoslavie avaient aggravé les préventions contre ce projet.

Lorsqu'en 1980, à cause de la crise économique, on serra plus sévèrement les écrous financiers, les supporters des concours de pronostics pensèrent avoir atteint leur but. Toutefois, au dernier moment, un amendement à la loi de finances tendant à leur création fut dénoncé par M. Jean-Pierre Soisson, alors ministre de la jeunesse et des sports. « Je n'ai jamais pu faire admettre ces concours au président Giscard d'Estaing, qui était très proche des milieux hippiques », qui nous a confié l'ancien ministre, qui curieusement déposait en 1983 un amendement analogue à celui qu'il avait fait repousser deux ans auparavant.

Au regard d'activités qui intéressent quelque 11 millions de personnes en France, le prélèvement sur les enjeux du Loto et du PMU, institué en 1979, s'est rapidement avéré insuffisant pour combler la chute du budget de la jeunesse et des sports (de 0,6 % à 0,2 %). Les politiques se refusant à franchir le pas, ce fut le mouvement sportif lui-même qui proposa une solution en surmontant ses propres réticences.

La Fédération française de football avait toujours été très active pour obtenir des concours de pronostics comme en Italie. Mais des fédérations plus petites qui craignaient de se faire croquer par l'ogre du bal-

lon rond s'y étaient toujours opposées. L'arrivée d'une nouvelle majorité politique en 1981 avait coïncidé avec une réorganisation des structures du mouvement sportif, et sous l'impulsion du nouveau président du Comité national olympique, M. Nelson Paillot, une enquête sur les différents systèmes de financement en Europe a été réalisée au début 1984.

Triple axel

Elle a abouti à la présentation, en mars, au président de la République d'un rapport qui proposait quatre solutions : l'augmentation des prélèvements sur le Loto et le PMU, la création d'un concours de pronostics sur le football, la création d'un concours de pronostics sur plusieurs sports et un mélange de plusieurs solutions. Le « loto sportif » avait la préférence du mouvement sportif et ne manquait que l'homme capable de défendre un tel projet.

Ce fut un jeu d'enfant pour M. Alain Calmat, qui s'était montré favorable au financement du sport par les paris avant de prendre ses responsabilités ministérielles. Du coup, il vient de réussir sur la patinoire parlementaire ce qui est une manœuvre de triple axel (la plus difficile des figures en patinage artistique), l'approbation d'un loto sportif par le conseil des ministres.

Reste l'aspect pratique. Dans l'état actuel de réflexion, il semble que ce nouveau jeu sera créé par décret. Deux projets auraient déjà été soumis aux instances sportives par le Loto, qu'il s'agisse d'affiner. Dans un premier temps, 600 millions de francs sont attendus de douze tirages annuels. La gestion de ces fonds pourrait être assurée par le Fonds national pour le développement du sport, qui gère depuis 1968 les prélèvements sur les enjeux du Loto et du PMU.

Les grandes lignes de ce projet de loto sur les compétitions sportives avaient été tracées en 1978 dans un rapport de M. Lucien Neuwirth. Il a fallu six ans pour abattre les obstacles moraux qui empêchaient sa mise en œuvre. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, la gauche s'est aperçue que nécessité faisait loi. Il ne faudrait pas maintenant que des querelles byzantines et des rivalités d'intérêts retardent la mise en place de ce système de financement que le mouvement sportif attend, dans sa grande majorité, comme le naufrage sa bouée.

ALAIN GIRAUDO.

Le sport et l'argent

(Suite de la première page.)

C'est-à-dire à une formule terriblement efficace, associant l'appât du gain à l'engouement profond pour un sport. Car, si les Français paient volontiers sur les chevaux, alors que les activités hippiques ne passionnent qu'une minorité d'entre eux, il en va tout autrement pour des sports aussi populaires que le football, le cyclisme et, de plus en plus, le tennis. Platini ou Noah drainent les foules quand ils gagnent de l'argent sous nos yeux. S'ils doivent nous permettre, en plus, de gagner de l'argent nous-mêmes...

Ne rêvons pas. La France n'a pas attendu le nouveau « loto » pour associer sport et argent. Il n'y a d'ailleurs pas de sport sans moyens financiers. Taxer un peu plus les spectateurs pour faire profiter onze millions de joueurs de tous âges n'est pas, en soi, un scandale. Reste à savoir si ce système ne va pas reléguer dans l'ombre d'autres disciplines sportives sur lesquelles on ne pariera pas. Ne suffirait-il pas d'accorder au sport une part plus grande des recettes de l'actuel Loto, par exemple, qui y contribue déjà ?

ROBERT SOLÉ.

En 1983

LES PARIEURS ONT APPORTÉ 28 MILLIARDS DE FRANCS AU PMU ET PLUS DE 8 MILLIARDS AU LOTO

En 1983, le PMU et les sociétés de courses parisiennes ont perçu pour 28 milliards de francs de paris sur lesquels l'Etat a perçu 17 % de taxes, soit près de 5 milliards de francs. Le montant des paris est évalué à environ 30 milliards de francs pour 1984.

Le Loto a rapporté, en 1983, 8,33 milliards de francs, et 11 milliards sont attendus pour 1984. Les gains de la Loterie nationale ont été de 760 millions de francs en 1983 et seraient de 1,2 milliard en 1984. Sur cet ensemble, Loto et Loterie nationale, l'Etat prélève 22,6 % de taxes, soit 2,05 milliards pour 1983 et 2,75 milliards pour 1984.

Le Fonds national de développement sportif reçoit 0,2 % des gains du PMU et 2 % des enjeux du Loto et de la Loterie nationale. Il devrait, à ce titre, recevoir 371 millions de francs en 1984 et 396 millions en 1985.

Des « pronos » au « sumagol »

Les activités sportives ont été l'objet de paris depuis l'Antiquité. Si ceux-ci existent quasiment dans tous les pays pour les courses hippiques, ils sont diversément appliqués aux autres sports, et le montant des enjeux n'est pas toujours effectif au financement des activités sportives, comme c'est le cas en Italie avec le Totocalcio.

● EUROPE DE L'OUEST : En Belgique, 50 % des recettes du Toto-12 et du Toto-X vont au ministère de la coopération et du développement. Outre l'Italie, plusieurs autres nations d'Europe de l'Ouest utilisent les concours de pronostics pour financer le football. En Autriche, 70 % des « pronos foot » vont aux fédérations sportives ; au Portugal, 50 % du Toto bola va au sport amateur ; en Suisse, le Super-Toto verse une redevance annuelle de 7,6 millions de francs au football. En Grande-Bretagne, où les « pronos » sont organisés depuis 1927 par trois firmes privées - Vemors, Littlewoods et Mecca - et en RFA, où la société Toto Fussball gère les enjeux depuis 1950, il n'y a aucune redevance financière pour le sport.

● EUROPE DE L'EST : Dans la plupart des pays, du « Toto 1 » bulgare au « Szaka » tchécoslovaque en passant par le « Zakłady piłkarskie » polonais et le « Sportska prognoza » yougoslave, les paris sur le ballon

LE BUDGET DE M. CALMAT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les socialistes restent réservés

Les députés socialistes ont adopté, mardi 23 octobre, le budget du ministère de la jeunesse et des sports : les députés communistes comme ceux du RPR et de l'UDF l'ont repoussé. Ce budget de 2 196 millions de francs est en diminution de 6,87 % sur l'an passé, ne représentant que 0,22 % du budget global de l'Etat.

Même si, compte tenu des transferts de compétences aux collectivités locales, de la non-reconstruction de certaines charges liées aux Jeux olympiques, la décade des crédits n'est - à structure égale - que de 1,5 point (mais cela ne tient pas compte de l'inflation), nul ne pouvait se satisfaire de cette situation.

Même si les sommes consacrées à la jeunesse augmentent, grâce à 20 millions destinés à l'Année internationale de la jeunesse, même si grâce à « la réserve » que se sont constituée les députés en votant les ressources de l'Etat la semaine passée, 33 millions supplémentaires seront accordés à ce ministère, cela ne peut faire oublier que l'aide aux centres de vacances va diminuer de 5 millions de francs, que la subvention aux fédérations sportives chutera de 6,58 points comme l'a fait

remarqué M. Claude Wilquin (PS, Pas-de-Calais), rapporteur spécial de la commission des finances.

Bien entendu, l'opposition fut encore plus sévère même si elle n'a cessé de rendre hommage à M. Alain Calmat, le nouveau ministre de la jeunesse et des sports : l'homme politique a gardé le prestige du grand sportif, M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines), rapporteur pour avis de la commission des affaires familiales, jugea qu'il s'agissait d'un « budget non prioritaire et sans priorité », tout en se félicitant de certaines « hautes initiatives » prises en faveur de la jeunesse. M. Jean-Pierre Soisson (UDF, Yonne) rappela qu'en 1981 le budget de la jeunesse et des sports représentait les deux tiers de celui de la culture, alors qu'aujourd'hui ce dernier est quatre fois plus important que le premier. Il s'agit bien d'un choix politique.

Devant cette situation, tout les députés - sauf ceux du Parti communiste - étaient d'accord pour rechercher des sources de financement extra-budgétaires. Pour la droite, ce n'est pas une surprise : même avant 1981, certains RPR souhaitaient la création de concours de pronostics sur le football.

Aujourd'hui, la situation a bien changé. Certes, M. Calmat a précisé : « Le nouveau jeu alliera connaissances sportives et chances en utilisant différents sports comme support. Il jouera ainsi d'une inéquité qui n'aurait pas permis un concours de pronostics sur un seul sport. Ce nouveau jeu ne se substituera pas aux paris déjà existants et ne devrait pas introduire de bouleversements dans les équilibres financiers déjà en vigueur. »

Sous conditions de concertation, M. Soisson s'est montré satisfait. Mais ce n'est pas M. Roger Corréze (RPR, Lot-et-Garonne) qui reste un farouche partisan de concours de pronostics sur le football. Le PC, sans le dire précisément, maintient son opposition au principe même. Les socialistes sont encore plus embarrassés. M. Clément Tidaud (PS, Ille-et-Vilaine) a expliqué : « On a un loto sportif : non au concours de pronostics ; non à la mise en place d'un jeu qui ne serait dans un premier temps qu'un concours de pronostics déguisé pour rapidement en devenir un véritable T... ». Ecartons les pressions (...). Refusons de renoncer à nos engagements et choisissons une formule qui conforte l'éthique à laquelle nous sommes attachés. Aller vers un concours de pronostics ne serait aller contre nos convictions, contre nos valeurs profondes, ce serait beaucoup, monsieur le ministre, ce serait trop. »

THÉRIER BRÉHER.

DANS LA RUE

La passion des jeux

Au guichet d'un kiosque à Loto : « Exact. J'aime le foot et je ferai mon pronostic. Mais je continuerai mon Loto. Un sportif peut être en forme ou pas. C'est tout aussi aléatoire... » Par la radio, ces amateurs de billets de chances viennent d'apprendre la création prochaine du « loto multisport ». « Enfin la France a son Totocalcio », se réjouit-on.

Au même moment, sous les lambris défraîchis d'une agence PMU, les parieurs se pressent, à chaque course de chevaux, devant les écrans, pronostics à la main. La selle ne désemplit pas jusqu'à la tombée du jour et la dernière compétition sur le « champ ». Ici se retrouvent quotidiennement les vrais joueurs, perdant ou gagnant et regagnant jusqu'à satiété. A côté d'eux, les parieurs du dimanche matin font figure d'amateurs, attendant les informations radiodiffusées pour connaître leur sort.

A l'agence course par course, on se sent entre spécialistes. On suit la cote, on écoute les tuyaux des petits copains. Mais « la connaissance des chevaux n'est

rien comparée à la chance ». Demain, on pariera tout aussi bien sur le football ou le cyclisme. « C'est pareil. On aime jouer. Alors... »

Lorsque le Loto a créé un deuxième tirage, le samedi, les amateurs ont doublé les mises hebdomadaires sans aucune hésitation. Un jeu, puis l'autre... Devenant la porte de l'agence PMU proche de Montparnasse affluant les amateurs de bonneteau. Les parieurs en fin de course hippique se laissent tenter eux aussi. Bientôt s'ouvrira le « loto multisport ». « Il faudra étudier les rapports, voir s'il n'y a pas de truquage. Je parierai sur le rugby et je garderai les courses, car j'aime les chevaux. »

La succès semble promettre à la nouvelle invention. Les fonds ainsi ramassés devraient financer les diverses pratiques de sport. Bon vou qui laisse quelque peu sceptique : « La vignette elle aussi devait profiter au troisième âge. Les pauvres... En ont-ils seulement vu la couleur ? »

DANIEL ROUARD.

DU JEUDI 18 AU SAMEDI 27 OCTOBRE

PRIX EXCEPTIONNELS

PLACE DE LA MADELEINE PARIS

MADELIOS

VESTE sport pure laine
875 F

PANTALON 80% laine 20% polyester
320 F

BLOUSON agneau velours
1275 F

PANTALON velours coton
295 F

PULLOVER shetland laine
145 F

GANT pécarier cousu main
320 F

EN BREF

Un enquêteur de la DST impliqué dans un hold-up

Un enquêteur de la Direction de la surveillance du territoire (contre-espionnage) a été arrêté, lundi 22 octobre, en flagrant délit, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) par les policiers de l'Office central de répression du banditisme. L'homme, dont l'identité n'avait pas été révélée mercredi en fin de nuit, se trouvait en compagnie de deux malfaiteurs dans une voiture de service dans laquelle les policiers ont découvert des armes de gros calibre et, semble-t-il, le produit d'un hold-up commis en mai dans une banque parisiennne.

Chauffeur à la DST, cet enquêteur, précise-t-on de source autorisée, se serait fait « repérer pour de mauvaises fréquentations », notamment une femme liée aux auteurs du hold-up.

Les deux hommes, Auguste Losel et Roger Saboureaux, ont été placés en garde à vue, ainsi que l'enquêteur de la DST. Ils devaient être présentés au parquet de Nanterre mercredi après-midi, pour être ensuite entendus par M. Gilles Boulique, juge d'instruction à Paris, chargé de l'enquête sur ce hold-up.

Nouveau record du nombre des détenus

Le nombre des détenus, qui avait légèrement diminué entre mai et août, a atteint un nouveau record le 1^{er} octobre : 41 930, soit une hausse de 8,28 % par rapport au 1^{er} octobre 1983. Au début de ce mois, il y avait dans les prisons 21 359 personnes attendant un jugement définitif, soit une proportion de prévenus de 50,93 %.

Il n'y a jamais eu autant de détenus depuis la libération. Le précédent record est celui du 1^{er} avril dernier : 41 646. Avant l'armistice décidée après 1981, le nombre maximum de détenus avait été de 41 131 le 1^{er} avril 1981. Il y a environ 31 500 places dans les prisons françaises.

Incidents entre surveillants de prison et forces de l'ordre

Des surveillants de prison, qui entendaient bloquer l'accès de certains établissements pénitentiaires, se sont heurtés, mardi 23 octobre, aux forces de l'ordre. A Fleury-Mérogis, des gendarmes mobiles ont dégagé des barrières de voitures placées devant les entrées du centre pénitentiaire.

Les manifestants entendaient protester contre d'autres incidents : « Un de nos camarades a été jeté par terre à Fresnes, d'autres ont été molestés par les forces de police », affirment, dans un communiqué commun, la CGT, la CFDT, la CFTC et le Syndicat autonome des personnels pénitentiaires. Des incidents ont également eu lieu à Nice, entre des CRS et une trentaine de surveillants ; à la Santé à Paris, et à Bois-d'Arcy (Yvelines).

Les quatre syndicats veulent « bloquer l'appareil judiciaire », en refusant les nouvelles incarcérations, les transferts de détenus d'une prison à l'autre et, sauf exception, les comparutions de prisonniers devant les tribunaux ou les juges d'instruction. Ils estiment que « la moitié des établissements pénitentiaires » étaient touchés, mercredi 24 octobre, par ce mouvement destiné à obtenir une revalorisation de traitement et une « plus grande dignité pour les personnels ». La chancellerie parle, pour sa part, de « mouvement très limité ».

Un policier tué par balles à Bastia. — Un fonctionnaire de police de Bastia (Corse), Jean-Claude Vecchioli, trente ans, marié et père d'un enfant, a été tué de plusieurs balles de calibre 11,43, mardi 23 octobre vers 21 heures, alors qu'il regagnait son domicile au volant de sa voiture. Atteint dans la région du cœur, le policier est mort sur le coup. Selon les enquêteurs, l'hypothèse d'un crime politique ne devrait pas être retenue. Il pourrait s'agir d'une méprise, à moins qu'un élément de la vie privée de la victime n'oriente l'enquête vers un crime passionnel.

Pas d'affiche pour le film « Ave Maria »

Le tribunal des référés de Paris présidé par M. Pierre Drai a rendu mardi 23 octobre un jugement ordonnant le retrait dans les quarante-huit heures de l'affiche annonçant la sortie du film *Ave Maria* pour le 31 octobre.

Cette affiche représentant une jeune femme couverte seulement d'un pagne attachée à une croix, avait été un certain nombre d'associations catholiques de tendances traditionalistes, dont l'association Saint-Pie X et six prêtres.

Pour le tribunal, l'affiche en elle-même ne permet pas de percevoir le caractère et le sujet du film. Et il déclare « qu'en cet état la représentation du symbole de la croix dans des conditions de publicité tapageuse et en des lieux de passage public, forcé constitue un acte d'insultation agressive et gratuite dans le tréfonds intime des croyants, de ceux qui (...) se voient nécessairement et brutalement

confrontés à une manifestation publicitaire et commerciale, contestable et trompeuse ».

Quatre militants d'Action directe cessent leur grève de la faim

Quatre des cinq militants présumés de l'organisation terroriste dissoute Action directe ont cessé, mardi 23 octobre, leur grève de la faim, selon l'un de leurs avocats, M^{re} Thierry Fagart. Régis Schleicher, Hélyette Bessé, Vincenzo Spano et Nicolas Halfen avaient commencé cette grève le 15 septembre pour protester contre leurs conditions de détention et obtenir notamment un droit de visite. Celui-ci leur a été accordé par M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction à Paris (le Monde du 24 octobre). Le cinquième gréviste, Claude Halfen, a décidé de continuer son mouvement de protestation en raison de l'inculpation et de l'incarcération de son amie, la journaliste Paula Jacques.

RECHERCHE

M. JACQUES-LOUIS LIONS NOUVEAU PRÉSIDENT DU CNES

M. Jacques-Louis Lions a été nommé président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES) par le conseil des ministres du 23 octobre, pour une durée de trois ans. Il remplace à ce poste M. Hubert Curien, appelé en juillet aux fonctions de ministre de la recherche et de la technologie. Il sera assisté par M. Frédéric d'Allest qui est actuellement le directeur général du CNES.

[Né à Grasse (Alpes-Maritimes) le 2 mai 1928, M. Lions est ancien élève de l'École normale supérieure. Ce mathématicien, professeur à l'École polytechnique, professeur au Collège de France (chaire d'analyse mathématique des systèmes et de leur contrôle), et membre de l'Académie des sciences depuis 1973, était depuis décembre 1979 président du conseil d'administration de l'Institut national de recherche d'informatique et d'automatique (INRIA). Il avait été renouvelé à ce poste en 1983. M. Lions fut, de 1983 à juillet 1984, conseiller scientifique de M. Laurent Fabius, lorsque ce dernier était ministre de l'Industrie et de la recherche. A ce titre, il fut chargé d'étudier le prolongement de la loi d'orientation et de programmation de la recherche.]

Les embryons australiens ne seront pas détruits. — Des parlementaires australiens ont décidé, le 23 octobre, d'aller contre l'avis d'une commission d'éthique, qui avait demandé que deux embryons congelés soient détruits, et ils ont estimé qu'ils pouvaient être implantés sur des mères adoptives. L'amendement approuvé par la Haute Chambre du Parlement de Victoria prévoit aussi que ces embryons pourraient être adoptés. Le statut juridique de ces embryons restait incertain depuis la mort dans un accident d'avion, l'année dernière, de la mère biologique et du mari de celle-ci (le Monde du 5 septembre). Une commission composée d'universitaires avait alors été chargée d'étudier l'affaire et avait recommandé que les embryons soient détruits passé un délai de trois mois. — (AP.)

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mardi 23 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de 1^{re} classe, les ingénieurs généraux de 2^e classe Marc Menez (nommé conseiller pour les affaires nucléaires et de défense auprès du Commissariat à l'énergie atomique), Emile Arnaud et Jean Velon ; ingénieur général de 2^e classe, les ingénieurs en chef Philippe Le Roy, Gérard Calenge (nommé directeur de la Manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne), Jean-Paul Kourat, Jean Fauré, Jackie Ferrandon et Gilbert Doris.

Sont nommés : adjoint au directeur des armements terrestres et chef du service technique, l'ingénieur général de 2^e classe Daniel Huet ; directeur de l'atelier de construction de Roanne, l'ingénieur général de 2^e classe René Rossille.

● TERRE. — Sont promus : général de brigade, les colonels Eugène Le Bras, Pierre Julia et Jean Pons ; commissaire général de brigade, le commissaire-colonel Yves Semon.

● GENDARMERIE. — Sont promus général de brigade, les colonels Henri Le Fevre et Jacques Herisson.

MÉDECINE

Le choléra s'aggrave dans plusieurs pays du Sahel. — Remontant le fleuve Niger, la maladie a gagné plusieurs zones du Mali et du Niger. Elle est signalée également au Burkina (ex Haute-Volta) et menace à présent la Mauritanie. Niamey, Ouagadougou et Bamako tentent d'harmoniser la lutte, avec l'aide de plusieurs organisations internationales (l'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF) et non gouvernementales, telles que Médecins sans frontières. Selon des estimations, près de deux cents personnes auraient déjà succombé à la maladie.

paul beuscher

un bon piano chez vous pour 357,20F* par mois

PIANO ZIMMERMANN III V
acajou satiné avec sourdine.

Prix promotion: 13.950F

* Prestations 60 mois TEG 21,75 coût total à crédit 22.582 F avec versement comptant 950 F.

paul beuscher pianos

15-17, boulevard Beaumarchais, 75004 Paris
272.05.41

Garantie 5 ans
Livraison gratuite
(Paris et Région Parisienne)
soins normaux
Facilités de paiement
Sans personnalisation
sur demande

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE.



UN CLIENT SUR DEUX EST SOCIÉTAIRE.

Etre à la Banque Populaire, c'est être plus qu'un client. C'est être associé à la vie de sa banque, c'est participer à sa gestion. C'est avoir la possibilité de s'exprimer, d'intervenir.

Une société de la Banque Populaire, c'est être membre actif d'une communauté bancaire indépendante.

Alors quoi d'étonnant que les banquiers de la Banque Populaire soient plus que des banquiers ?

C'est cela l'énergie de la Banque Populaire. Une banque indépendante qui donne envie de retrousser ses manches pour faire plus et mieux, car sans énergie, rien ne se fait, rien ne se crée.



INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Un toit de prestige

Les défilés de la mode de printemps des couturiers et créateurs de mode qui se déroulent actuellement sous des chapiteaux de fortune dans les jardins des Tuileries à Paris, devraient trouver en septembre 1985 un cadre digne d'une industrie de prestige.

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, vient de nous confier son projet de faire « de l'ensemble de ces manifestations une œuvre d'art dans le cadre de la Cour carrée du Louvre ». D'ici là, les défilés seront « liés au Louvre par un contrat donnant droit à la Chambre syndicale des couturiers et créateurs, organisatrice des présentations, d'utiliser le site deux fois par an ».

La réalisation de ce nouveau cadre digne d'une œuvre d'art serait confiée à de jeunes architectes et designers qui devraient présenter bientôt des maquettes de chapiteaux amovibles d'harmoisant avec la pyramide de verre de M. Ioh Ming Pei, qui coifferait ce nouveau projet.

Reppelons que 1515 journalistes et 650 acheteurs venus du monde entier assistent cette semaine aux défilés des Tuileries dont l'organisation représente un budget de 2,4 millions de francs par saison pour un chiffre d'affaires annuel des maisons participantes de 2,5 milliards de francs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 24 octobre :

UNE LOI

• Visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse.

UN DÉCRET

• Modifiant le décret du

7 février 1978 portant application de la loi du 14 janvier 1939 relative à la Réunion des théâtres lyriques nationaux et fixant le statut du Théâtre national de l'Opéra de Paris.

UNE LISTE

• D'admission au concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration de 1984.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 26 OCTOBRE

• Saint-Germain-l'Auxerrois et la rue de l'Arbre-Sec, 15 heures, devant l'église place du Louvre, M^{me} Garnier-Ahlberg.

• La cathédrale russe, 15 heures, 12, rue Daru, M^{me} Halot.

• Paris au siècle des lumières : le quartier du Palais-Royal, 15 heures, devant l'église Saint-Roch, M. Léparry (Caisse nationale des monuments historiques).

• Le Carmel et le musée Saint-Denis, 15 heures, métro Saint-Denis-Basile (Approche de l'art).

• Les souterrains gothiques du collège des Bernardins et ses alentours, 15 heures, devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre (Communion d'ici et d'ailleurs).

• Galeries et passages couverts, 14 h 30, 6, rue Vivienne (Les Filaneries).

• L'Arsenal, 1, rue de Sully (M^{me} Lemaire).

• Sept des plus vieilles maisons de Paris, 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris antérieurs).

• Hôtels et jardins du Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

• L'Opéra, 14 heures, dans le hall (M^{me} Régis).

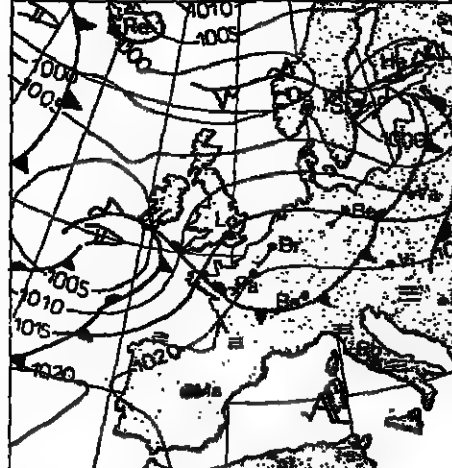
CONFÉRENCES

19 h 30, Sorbonne Descartes, abbé René Laurentin : « La vierge apparaît-elle à Medjugorje ? ».

20 heures, 26, rue Bergère, Bob Anfrey : « La voie du guerrier ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.10.84 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France

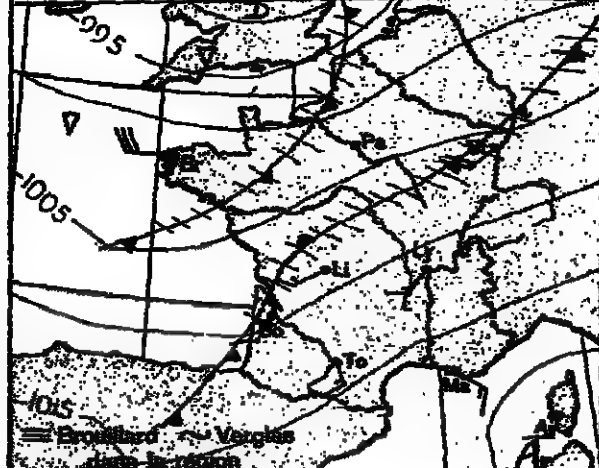
entre le mercredi 24 octobre à 0 heure et le jeudi 25 octobre à 24 heures.

Une perturbation de faible activité va traverser mercredi et jeudi le pays dans un flux rapide d'ouest à sud-ouest, océanique et doux.

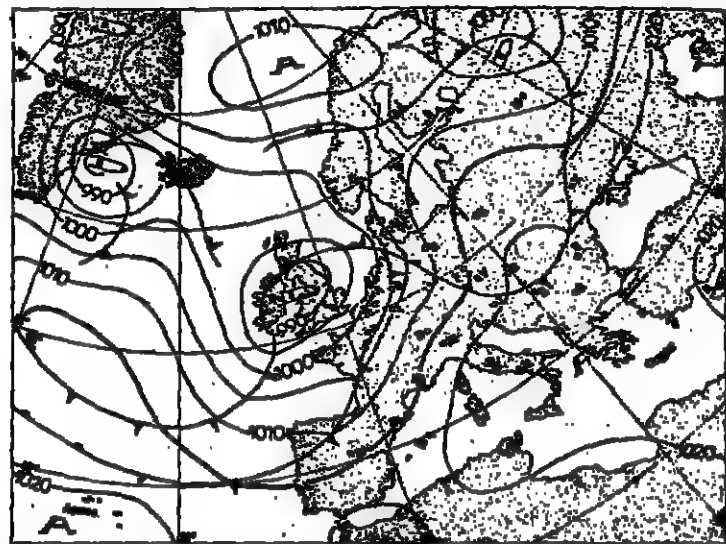
Jeudi, le beau temps se maintiendra sur les régions du Roussillon, au sud du Massif Central, au sud des Alpes et en Méditerranée.

Une zone de temps très nuageux à couvert, accompagnée parfois de pluies modérées intermittentes, s'étendra le matin des pays de Loire au sud du Bassin parisien et au Nord-Est, et gagnera au cours de la journée l'Aquitaine,

PRÉVISIONS POUR LE 25-10-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 25 OCTOBRE A 0 HEURE (GMT)



l'ouest et le nord du Massif Central, la Franche-Comté et le nord des Alpes ; sur ces régions, la nébulosité sera importante dès le matin.

Enfin, sur le nord-est du pays, un temps instable et ventoux prédominera, avec des éclaircies mais aussi des passages nuageux parfois accompagnés d'averses. Ce type de temps, présent dès le matin de la Bretagne à la Normandie et au Nord, s'étendra de la Vendée au Bas-Rhin parisien et aux Vosges au cours de l'après-midi.

Le vent de sud-ouest à ouest soufflera assez fort sur ces régions et sera même fort près des côtes de la Manche.

Les températures, toujours agréables pour cette époque de l'année, avoisneront l'après-midi 15 à 22 degrés du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 24 octobre à 7 heures, de 1018,1 millibars, soit 763,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 23 octobre au 24 octobre) : Ajaccio, 20 et 9 degrés ; Biarritz, 18 et 12 ; Bordeaux, 17 et 13 ; Bourges, 17 et 10 ; Brest, 13 et 11 ;

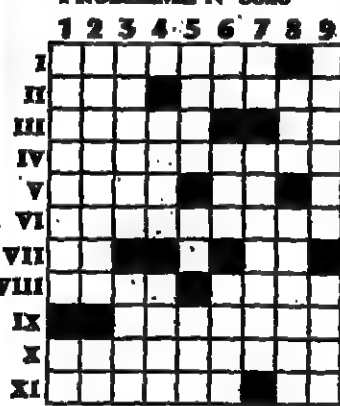
Clermont-Ferrand, 18 et 10 ; Dijon, 16 et 10 ; Grenoble-St-Jacq., 19 et 10 ; Grenoble-St-Genès, 18 et 9 ; Lille, 18 et 9 ; Lyon, 18 et 11 ; Marseille-Marganne, 19 et 11 ; Nancy, 15 et 9 ; Nantes, 16 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 13 ; Paris-Montsouris, 17 et 10 ; Paris-Orly, 16 et 10 ; Pau, 22 et 11 ; Perpignan, 21 et 10 ; Rennes, 14 et 11 ; Strasbourg, 16 et 10 ; Tours, 14 et 8 ; Toulouse, 19 et 10 ; Poitiers-Pierre, 21 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 8 ; Amsterdam, 15 et 9 ; Athènes, 25 et 14 ; Berlin, 15 et 9 ; Bonn, 16 et 8 ; Bruxelles, 15 et 9 ; Le Caire, 29 (maximum) ; Les Canaries, 25 et 19 ; Copenhague, 15 et 7 ; Dakar, 30 et 23 ; Djibouti, 21 et 19 ; Genève, 16 et 10 ; Istanbul, 21 et 13 ; Jérusalem, 24 et 11 ; Lisbonne, 23 (maximum) ; Londres, 14 et 6 ; Luxembourg, 15 et 8 ; Madrid, 22 et 5 ; Montréal, 14 et 3 ; Moscou, 9 et 7 ; Nairobi, 22 (maximum) ; New-York, 19 et 13 ; Palma-de-Majorque, 22 et 9 ; Rome, 20 et 11 ; Stockholm, 9 et 5 ; Tenez, 15 et 13 ; Tunis, 22 et 12.

(Document établi avec le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3826



HORIZONTALEMENT

I. L'une nous en apprend, l'autre nous en fait voir. — II. Roi burlesque. Paisible savoyarde à consonnance féroce. — III. Grand serpent d'eau africain. Personnel. — IV. Ilogone. — V. Priver d'une chose à laquelle on tient essentiellement. Haut personnage, ici très raccourci. — VI. Organiste français. — VII. Copulative. A doubler pour un genre dépassé. — VIII. Être futur. Observatoire biblique. — IX. Armé pour le combat. — X. Des aiguilles le sont pour la précision du point. — XI. Fut membre des Quarante et des Cinq-Cents. Personnel.

VERTICALEMENT

1. Certains les chaussent pour parcourir le monde. Son pouvoir

dépasse souvent celui d'un roi. — 2. Permet de courir deux lieues à la fois. Numéro d'ordre d'un roi de Rome qui ne répond pas. — 3. Le fil du travail est pour lui un jour de pleine activité. Ceux qui en sont tributaires ont souvent la crosse. — 4. Terre étrangère. Station sur la côte « rouge » et la Grande Bleue. — 5. Puma d'Amérique du Sud. Permet de prendre le bon air. Article empreint de républicanisme. — 6. Note. Nez chez un Bourbon. Qui interdisent tout marchandage. — 7. Préposition. S'il accompagne parfois les légumes, c'est parce qu'il est du grain. — 8. Voyager sa long cours. Cassant d'être bêtes quand on les dit drôles. — 9. Nouvelle bien accueillie dans les postes aux armées. Cours de français.

Solution du problème n° 3825

Horizontalement

I. Congé. Th. — II. Ordinaire. — III. Ma. Uni. — IV. Frot. Sam. — V. Oligopole. — VI. Slang. — VII. le. Ecton. — VIII. TTC. Et. — IX. Ite. Aïse. — X. Edipe. Ur. — XI. Elitix.

Verticalement

1. Composition. — 2. Oreillettes. — 3. ND. Via. Cède. — 4. Gigogne. II. — 5. En. Toge. Api. — 6. Au. Téléx. — 7. Insolite. — 8. Trial. Sir. — 9. Hé! Mennies.

GUY BROUTY.

PRINTemps
Hausmann
Nation/Parly 2
Vélizy 2/Italie
Termes
République

Bond à Sidney.

Paris-Sydney en deux escales.

Le vieux Lord Flemm m'assena une bourrade à faire vaciller la statue de la Liberté. « Bon voyage », dit-il. J'étais chargé d'une mission délicate au pays des kangourous. En deux sauts de puce, j'allais être à Sidney et Dieu seul savait ce qui m'y attendait. J'avais bien le temps d'y penser. Dans l'encadrement de la porte une hôtesse venait d'apparaître. Elle me souriait.

THAI INTERNATIONAL 123 Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. (1) 720 8415. Parc Héliex, 8 av. Georges V, 92400 NANTY. Tél. (1) 32 32 32.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

AU GRAND PALAIS

Watteau, le génie du charme

L n'y avait jamais eu avant 1984 d'exposition de l'œuvre de Watteau. Il en a certes été souvent question depuis le milieu du siècle dernier. La légende du peintre mélancolique et tendre se développait sans mesure depuis l'intervention des Goncourt, bien intentionnés mais d'une « psychologie » un peu courte ; et surtout l'extraordinaire donation Lacaze de 1865 avait rétabli l'équilibre en faveur du Louvre, jusqu'à moins favoriser que Potsdam, avec les chefs-d'œuvre acquis par Frédéric II de Prusse, et Londres, doté de la collection Wallace. Mais on était arrêté à la fois par la confusion du catalogue, encombré de tableaux douteux, et le prestige littéraire du peintre des « fêtes galantes » qui rendait et rend toujours le sujet bien intimidant.

L'intérêt reste très vif, surtout en Angleterre et en Allemagne, pour le peintre que le monde entier juge « français » par excellence. L'an dernier, une collecte populaire a permis de réunir la somme énorme qui était devenue nécessaire pour conserver à Potsdam la seconde version du *Voyage à Cythère*. Les publications, érudites ou non, où le meilleur et le pire continuent à se mêler, ont pris des proportions telles qu'un effort de synthèse n'est vraiment pas inutile. Il était temps de l'accomplir.

La redoutable exposition a donc lieu pour le troisième centenaire de l'artiste. C'est une œuvre internationale. Après avoir fait cet été les beaux jours de la Galerie nationale de Washington, elle défile à Paris son trésor sensiblement augmenté et se poursuivra à Charlottenburg à la fin de l'hiver.

Le gracieux et élégant peintre

C'est que le rassemblement de ces dessins exceptionnels (cent cinquante) et de ces tableaux privilégiés (soixante-dix) n'était possible qu'avec le concours des musées des États-Unis et ceux de Berlin. Mais pas ceux de Dresde malheureusement. Il a en outre été favorisé de prêts essentiels de l'Ermitage, dont l'unique tableau religieux de Watteau, une *Sainte Famille* qui étonnera par sa composition fantaisiste, sa facture piquante et comme mousseuse.

Il fallait une ligne nette. Selon le mot du commissaire français Pierre Rosenberg, il fallait jouer cartes sur table. Qu'est-ce à dire ? Ouvrir le dossier, fournir les références, repartir dans plus d'un cas de zéro. Non pour les dessins, ces petites merveilles de graphisme léger où les résultats de la critique sont très serrés, mais pour les peintures, où les incertitudes sont loin d'avoir disparu. Les galeries du Grand Palais, avec la lumière grise de l'automne, ne sont peut-être pas le lieu idéal pour présenter ces choses délicates. Mais on peut l'annoncer sans crainte : cette longue salle, où s'alignent les plus étourdissants orois à la sanguine que l'on peut imaginer, laissera un grand souvenir, comme à l'étage supérieur les alvéoles gris garnies des tableaux dont les photographies ont fait rêver les générations.

Le dessin. Tout le monde l'a dit et dès les débuts de Watteau, c'est sa force, sa subtilité, son génie. Visages féminins aux trois

crayons, profils perdus, chevelures rougeoyantes, mains douces, jupes plissées aussi, et surtout gestes, attitudes, détails luisants du satin, profil de soldat le tambour sur le dos, tout ce qui passe à portée dans la rue ou qu'on saisit à travers une porte. Et des yeux noirs, vifs, ardents un peu partout. Il y a là une prise étonnante, précise sur les objets choisis. Ce qui invite à ne pas parler trop vite de l'irréalisme du peintre. Les auteurs nous le racontent : à l'aide de ces croquis, il se composait un répertoire où il puisait pour agencer ses « fêtes galantes ». Les « carnets » de Watteau font depuis longtemps courir les amateurs ; c'est son être-au-monde,

figures dont Watteau a peuplé ses tableaux ; la guirlande montante et descendante des couples récapitule toutes les attitudes que le reste de l'œuvre détache et distribue en épisodes. De ce point de vue, il n'importe guère que la procession aille à Cythère par le bateau doré ou en revienne. Les exégètes devraient se garder d'une certaine lourdeur. Depuis des siècles l'offrande des roses que l'on peut observer tant de fois sur ces toiles, plutôt grave d'ailleurs que souriante, a signifié l'appel du désir et du plaisir, avec ici toute la gamme des frissons, toutes les phases du mariage, si faciles à enfermer dans un petit nombre de types.

çaïs furent débordés par la demande étrangère.

Une sorte d'humour joue à travers des formes emblématiques. Les statues, par exemple, qui rythment les scènes avec des tons verts dans l'or des feuillages, jouent presque toujours le rôle. Dans la *Famille* (collection suisse), petite toile vaporeuse peinte pour le sieur Bouc, apparaît une sculpture de putti chevauchant l'animal veu, groupe classique. Dans le même esprit, il faut regarder le singulier *Gilles* (récupéré en 1826), qui n'est peut-être bien qu'une enseigne pour l'ancien acteur Belloni au coin de la rue Quincampoix. La

la proie d'exploiteurs. Désinvolte et moqueur, indifférent à l'argent, il se laissait manœuvrer. On s'empara de ses dessins, ils devenaient des « figures de mode » dans les boutiques. Les relations de Watteau avec la gravure font l'objet d'un chapitre capital. Julien, ami et protecteur du peintre, publiait dès 1726 les *Figures de différents caractères*, avec un second recueil en 1728 et d'autres encore par la suite. Ainsi l'œuvre graphique, le « livre des études de M. Vato », se trouva répandue partout. C'est là un cas exceptionnel d'hommage et d'exploitation posthumes. Rien de ce qui concerne Watteau ne répond aux normes habituelles.

s'est formé chez Gillot, chez Audran. C'était l'époque la plus heureuse du décor rococo, triomphe de l'art français.

Il suffit de considérer les singeries destinées à la Grotte de Meudon (disparue), les arabesques décoratives à l'intérieur desquelles s'inscrivent d'amusantes figures, au demeurant très « vraies », comme le *Buveur*, ou encore les adorables compositions à la sanguine comme le *Temple de Diane*, que schématisent et durcissent trop les gravures de Huquier. La vieille pratique décorative des « grotesques » revêt de manière étourdissante dans le dessin de Watteau. Ce type de décor, dont ont survécu deux panneaux de l'hôtel de Noireuil, lui permettait d'enfermer ses notations « vraies » dans une cage mince, fragile et délicate ; les figures saisies sur le vif répètent les gestes de l'amour, mais dans cet espace fictif elles perdent tout sérieux.

Un chef-d'œuvre qui résume tout

On ne sait pas grand-chose sur la vie de l'artiste. Pierre Rosenberg a eu la bonne idée de regrouper les notices qui ont été rédigées au dix-huitième siècle sur l'artiste, avant tout celles de Julien (1726) et celles de Caylus (1748), dont le jugement est remarquablement intelligent et calme (2). Entre les deux il y a l'*Abbrégé de la vie d'Antoine Watteau* par Gersaint (1744). Le marchand qui tenait boutique au pont Notre-Dame rapporte comment en 1721 Antoine, qui allait mourir en juillet, vint chez lui et lui demanda « pour se dégoûter les doigts » de peindre un « plafond » destiné à la boutique : « Ce fut le travail de huit journées ; encore n'y travaillait-il que les matins ». L'admiration de l'honnête commerçant ne l'empêcha pas de profiter des hauts prix atteints par les Watteau pour vendre presque aussitôt le chef-d'œuvre qui résume tout. Les cadres alignés sur les murs constituent le « musée » de Watteau : les compositions voluptueuses des Vénitiens et des Flamands y dominent. Tout est exquis, même le quotidien, le trivial. Les élégances sont là : ce sont les sœurs des promeneurs des parcs, mais en ville cette fois. Une impression de bonheur fugitif s'accorde avec une ironie douce. Sous les perruques, sous les bonnets, les yeux, pareils comme si souvent à des points noirs, sont pris dans les manèges de chacun. Les personnages de Watteau ignorent le spectateur. Mais ici une lumière dorée flotte sur la peinture. Nul ne résiste plus. Telle est la simplicité du génie.

ANDRÉ CHASTEL

(1) Marianne Roland-Michel, *Watteau, un artiste au dix-huitième siècle*, Flammarion éditeur.

(2) *Vies antiques de Watteau*, Textes réunis et présentés par P. Rosenberg, Hermann éditeur.

* WATTEAU 1684-1721, 143 dessins, catalogue par Margaret Morgan Grunwald ; 8 estampes, catalogue par Nicole Ponsard ; 73 tableaux, catalogue par Pierre Rosenberg. Avec notes sur les restaurations, iconographie détaillée par F. Moureau, la musique par F. Gétreau, Frédéric le Grand et Watteau par H. Börsch-Supar. Galeries nationales du Grand Palais (jusqu'au 18 janvier 1985).



comme disent aujourd'hui les philosophes. Bien entendu, au prix d'exercices obstinés et de longues séances de copies d'après Rubens, d'après Titien, chez Crozat, son ami le collectionneur.

Pour les tableaux, il faut aller droit à l'enclos inséparable où sont rassemblés les deux *Cythère* — celui du Louvre, nettoyé et donc plus frais, et celui de Berlin, — l'*Enseigne de Gersaint* et le *Gilles*, des œuvres insignes qui ont le miraculeux pouvoir de resurgir perpétuellement indemnes des réveries et des bavardages dont on ne se lasse pas de les envelopper. Watteau est mort à trente-sept ans (1721), mais en terminant l'*Enseigne* à la veille de disparaître, en dédoublant son *Ulysse* avec des variantes de détail très significatives, en peignant ce *Pierrot* ahuri et ahurissant dont nous ne savons même pas de façon sûre l'origine, il a eu le temps de dire l'essentiel.

Quand on regarde un peu vite les toiles « galantes » aux titres très commerciaux : fête musicale, fête enchantée, etc., ou les petites figures célèbres entre toutes par leur scintillement rare : la *Finette* et l'*Indifférent*, on peut manquer le fil qui les relie, mais le *Pélerinage à Cythère*, comme le final d'une revue, a regroupé toutes les

Ce qui était nouveau c'était l'insertion des petites figures traitées à la vénitienne, c'est-à-dire vibrantes de couleur, dans des froides énormes, un peu sourdes, impénétrables ; ces fautes contribuent beaucoup, nous semble-t-il, à effacer l'humour joyeux des groupes, à attirer la fête. Mais ce fut la formule du succès pour le jeune peintre de Valenciennes : du satin frissonnant dans des feuillages sombres. Cette trouvaille excita au plus haut point le Tout-Paris agité et léger de la Régence. Quand il introduit en outre des lointains bleus, de jolies silhouettes à contre-jour, des dégradés de figures, comme dans les *Bergers* (Berlin), où tous les effets sont amplifiés, et naturellement dans *Cythère*, Watteau devient incomparable.

La frivolité parisienne sentit cela tout de suite. D'où un succès immédiat, des tableaux faits trop vite — et de conservation médiocre, comme il est facile de le vérifier — et parfois des complaisances. Le mauvais tableauin de l'*Indiscret* (Rotterdam), imité d'une cas fort grivoise de Rembrandt, en est la preuve. Il y eut dans la même veine de petites compositions proprement érotiques, qui faisaient passer de Mari-vaux à Crébillon. Les imitateurs proliférèrent. Les amateurs fran-

vue de bas en haut, si efficace pour imposer ce mannequin tout blanc, va bien avec cette idée : d'autre part on sait que Watteau dessinait des enseignes. Il s'est divertit ici à glisser au bas du talus les portraits de quelques camarades et même, ironiquement, un buste de faune dans la verdure. Mais n'isolons pas ce grand morceau. Il faut le relier aux *Comédiens italiens* (Washington), au *Pierrot content* (Lugano), que l'on propose avec raison de rendre à Watteau. Devant l'*Amour au Théâtre-Italien* (Berlin-Dahlem), la sérénade des acteurs regroupés dans une rencontre nocturne, qui doit faire allusion à quelque épisode du spectacle parisien et très probablement à l'actualité de la querelle des Italiens (1716), tout le personnel se regroupe : Pierrot a pris sa guitare, Arlequin grimace derrière lui. Cette troupe à emplois bien définis devient le personnel des tableaux. Le génie de Watteau a été d'employer tous ces personnages en les associant aux « leçons d'amour » dans les parcs.

Dans une solide étude documentaire sur le peintre dont elle est l'un de nos plus sûrs spécialistes (1), Marianne Roland-Michel nous rappelle que le peintre, quelque peu névrosé, instable et impatient, devenait facilement

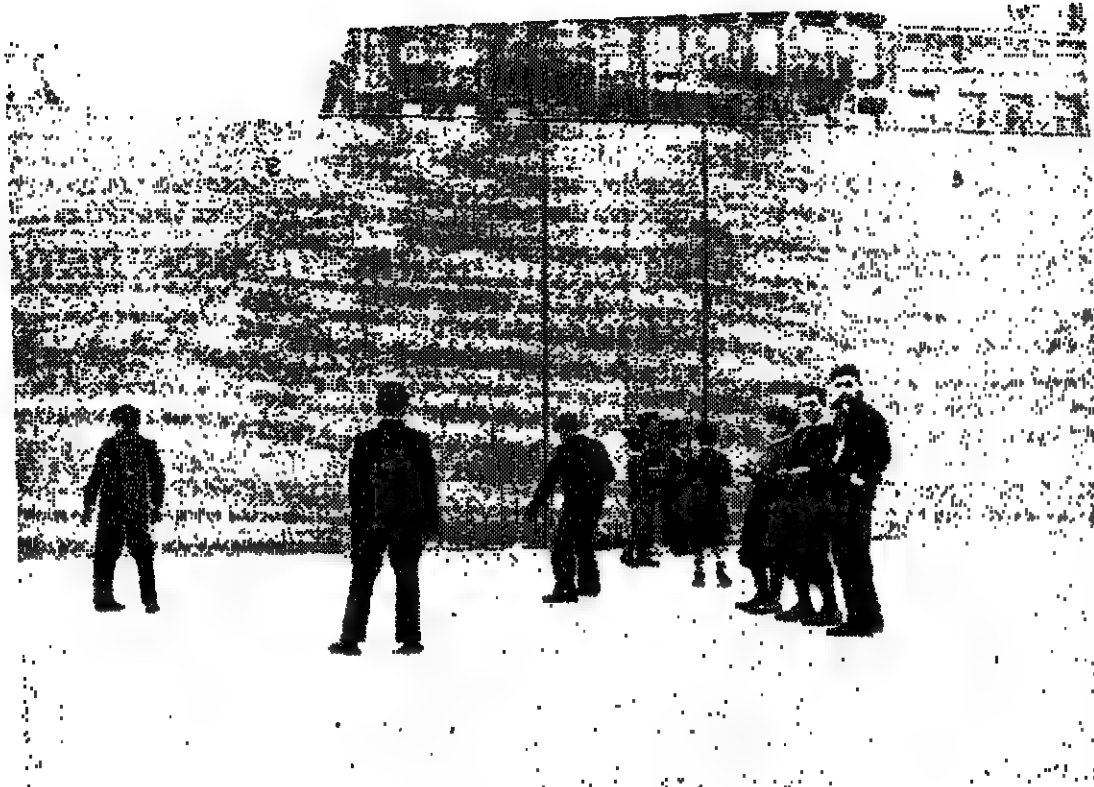
Mais toute l'œuvre n'y était pas gravée, et dans beaucoup de cas on y trouve des estampes d'après des tableaux inconnus ou perdus. Le Prado a prêté deux tableaux à petites figures très proches des vieux maîtres flamands, donc situés assez tôt vers 1712, surtout la scène campagnarde dite le *Contrat de mariage*. On n'en a pas de gravure. Va-t-on les rejeter ? Mais il existe sept dessins indubitables correspondant à des détails de costume et de geste. Alors ? Quelqu'un avait-il utilisé les « carnets » ? Caylus parle des « demi-connaissances » et des « brocanteurs » qui se faufilaient chez l'artiste et par qui, semblable à l'*Indifférent*, il se laissait duper.

Il y a une gaieté malicieuse de Watteau. Elle intervient avec le chien grattant ses pueces ou en toilette intime, avec l'œil brillant de l'âne de la troupe aux pieds de Gilles. Les danses ont lieu à l'orée du bois devant des Vénus ou des nymphes imparfaitement pétrifiées dotées de hanches voluptueuses et sous l'œil de faunes sans illusions. Mais il y a surtout une composante joueuse de son génie, qu'on ne peut mieux comprendre qu'en remontant à ce qui fut longtemps l'exercice professionnel le plus brillant de Watteau : les figures d'ornement. Il

AC 84

AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Photo, année 3



Ben Shahn: New-York 1936.

La photo est pour la troisième année présente à la FIAC : d'abord honorée de se rassembler au marché des arts plastiques, voilà cette année qu'elle a brisé ses cloisons et s'y entremêlée. Cela évite une concentration harassante, et permet de percevoir à quel point la photo, a priori si dissemblable, si « pauvre », a suivi les thèmes et les modes de la peinture jusqu'à parfois les précéder pour susciter à son tour l'impression.

Est-il permis ou raisonnable de tomber amoureux d'une photographie? De bouillir en quelque sorte devant l'énigme de sa surface — quelques sels d'argent, quelques pigments improbables fixés — au point de vouloir en faire siennes l'épreuve? L'image acquise ne se dissoudra-t-elle pas dans l'habitude du regard? Les formes de son mirage ne devront-elles pas disparaître lentement dans la lumière, au fur et à mesure de l'exposition?

Le collectionneur de photographies a des raisons bien particulières d'être hanté par sa marotte et les trouvailles qu'elle lui fera rencontrer. Qu'est-ce qui va l'attacher à l'épreuve? L'objet ou la figure représentée? La qualité mate ou luisante des contrastes? Sa rareté, puisqu'une épreuve peut être rarement unique, à défaut de perte ou de destruction? Les tenants de ce marché nouveau (les photographes ont d'abord fait leurs tirages pour des journaux, pour des amis comme souvenirs, ou pour des clients quand

il s'agissait de studios) ont dû édicter des lois, décalquées du marché de la peinture ou de la gravure, pour le faire tourner et offrir à la photo un motif de spéculations : dresser ses catalogues, désigner ses experts, taire ou dénoncer ses rapines, allier ses systèmes d'identification.

La surface du négatif, fragile en soi, cassable, soumise aux poussières comme aux empreintes digitales, prête à imprimer la moindre souillure mais préservée dans chaque manipulation, conservée en principe dans des chambres froides, veut qu'il soit reproductible à l'infini : comme l'ombre d'une statue s'en détachera chaque fois que le soleil la prendra. Il faut donc, pour que la photo accède à son statut d'œuvre monnayable, que quelque chose en limite la reproduction : la durée de vie d'un négatif, en premier lieu.

Le tirage sera signé par celui qui a pris la photo, et s'il ne travaille pas lui-même en laboratoire il approuvera ainsi l'interprétation du tireur : il y a deux malheurs d'œuvre de la photo, celui qui détermine la scène et celui qui la restitue, plus ou moins ombreuse ou diaphane, et qui parfois la sauve. Le tirage sera daté de l'année où la photo a été prise, et éventuellement de l'année où sa reproduction a été réalisée, numérotée comme un tirage limité de premières éditions (généralement à vingt-cinq exemplaires) ou notée d'un chiffre illimité, valorisant le geste de l'ache-

teur en désignant la rapidité ou l'originalité de son choix. Cela pour la photo contemporaine. Pour la photo « ancienne », plus le tirage suit de près le moment où la photo a été prise plus il la valorise. Il semblerait que chaque tirage use un peu la photo, symboliquement : fatigue l'envie que le photographe a que sa photo soit retirée, comme s'il retranchait chaque fois un peu plus de la vérité de sa photo ou de la vérité du rapport qu'il a avec elle.

On s'en aperçoit en se promenant parmi les stands de cette FIAC occupée par des galeries de photo : le temps a une très intense prégnance sur les tirages de photos, il les signe lui-même — et les faussaires qui devaient apparaître prochainement dans ce marché auront bien du mal à le défaire, — il les approuve ou les dénie, les rehausse ou les met à bas, il accorde ou rachète leurs défauts ; il est comme le troisième découvreur entre une apparence et son acquiescement, après les actes décisifs du photographe et du tireur. Il a partie liée avec l'essence elle-même de la photographie : leur pacte restera secret. Le temps recouvre la photo, de temps à autre, d'un voile qui en modifie les lectures et empêche qu'elles s'épuisent ; il ajoute ou retranche certains de ses détails, jusque-là gros ou invisibles ; il tire d'elle très lentement, jusqu'à ce qu'ils sautent aux yeux, sa vérité et son mensonge.

HERVÉ GUIBERT.

Picasso graveur

TOUTE sa vie, qui fut longue, conjointement aux autres modes d'expression plastique, Picasso a pratiqué la gravure. Selon l'hypothèse émise par plus d'un exégète, le besoin de se colteler avec une matière rebelle le contraignait à freiner une habileté diabolique et du même coup à se surpasser. La difficulté le stimulait. Et il en avait vite raison.

Les tirages exposés sont le choix de Daniel Gervis. Parmi plus de deux mille estampes, en voici cent vingt-huit d'une qualité exceptionnelle, équitablement réparties sur la trajectoire d'une création qui couvre trois quarts de siècle, et dont l'évolution parallèle correspond souvent ici au renouvellement des procédés graphiques. Soit une demi-douzaine de secteurs d'œuvre analysés par Claudine Bourret dans un catalogue exemplaire où chaque planche est reproduite et commentée.

On nous montre d'abord l'unique épreuve de la toute première gravure connue de Picasso, *El Zurdo*, eau-forte sur cuivre rehaussée à l'aquarelle. 1899 : il avait dix-huit ans. Le temps de venir et de s'acclimater à Paris prélude à la naissance d'une des plus célèbres eaux-fortes de la gravure contemporaine : toute la tendresse de l'époque bleue se concentre dans *Le Repas fraternel* (1904). Dans la suite des *Salimbanques* (1905) aussi, pointes-sèches dans leur quasi-totalité, autant d'œuvres de premier plan. Chez Picasso, la perfection n'est pas une question d'âge. Et la taille directe continuera à prévaloir à l'époque cubiste.

L'eau-forte, elle, prédominera à l'ère serotone des baignoires classiques, aux lignes pures dont les courbes inflexibles suffisent à concrétiser le poids de chair ; eaux-fortes chargées d'intentions lorsqu'il s'agit de traduire celles des écrivains, illustrant le *Chef-d'œuvre inconnu* de Balzac, les *Métamorphoses* d'Ovide. Mais déjà s'amorce un nouveau tournant dans une vie forte en virages brusques, alors que se profile la massive et inquiète silhouette du Minotaure.

Pour Picasso, le Minotaure, c'est autre chose qu'un séduisant prétexte à des jeux d'esthète : un immense « complexe » de tous les mythes qui hantent un Espagnol pour qui la corrida est demeurée un culte, une cérémonie sacrée. Le Minotaure, ce fut également la revue de Skira, « la plus belle revue du monde, la plus audacieuse » (Paul Eluard), la revue du surréalisme triomphant en quelque sorte... et en partie. Ce n'est pas une simple coïncidence si le premier numéro, paru la même année (1933), arbore comme couverture l'un des plus extraordinaires Minotaures de Picasso.

Les meilleures planches ont pris place dans la fameuse « suite Volard » qui fait, dans l'exposition,



Portrait de Volard, TV, vers 1937.

mielle à part : *Minotaure vaincu*, *Minotaure mourant*... et en ses différentes versions, ce *Minotaure aveugle guidé par une fillette* (contamination du mythe d'Œdipe ?) ainsi que celle, nocturne et pathétique, qui est une aquatinte traitée à la manière noire.

Encore une volte-face : Picasso se met à la lithographie. A vrai dire, il s'y était déjà risqué en 1923, notamment avec un admirable *Visage*. Cette fois, c'est celui de Françoise Gilot qui l'inspire. Après l'aboutissement d'une recherche simplifiée, un taureau réduit à l'essentiel d'épure, Françoise femme-fleur inscrite : *Françoise en soleil*, et surtout *Femme au feuillet*, merveilleuse de l'emploi successif de cinq zincs d'abord destinés à la couleur et finalement condamnés au noir et blanc. Ainsi qu'entre autres réussites, toute la gamme du *Sculpteur et son modèle*.

Faut-il voir un rapport quelconque entre le règne de Jacqueline Roque et la redécouverte de la linogravure ? De 1958 à 1962, c'est la couleur qui (en ce qui concerne l'estampe) soudain ruisselle. Le bonheur retrouvé diaphane de coloris joyeux et violents cette délicate imagerie : *Buste de femme d'après Cranach*, *Buste de femme au chapeau*... Pas toujours : une fois de plus Picasso change de palette et parvient à des résultats étonnants dans les teintes assourdies où gambadent ses *Bacchantes*, ou opte pour les camaïeux bruns.

Pendant les dix dernières années de sa vie, l'ermite de Mougins revient au cuivre, à la taille-douce. Il travaille la gravure avec une fureur incroyable. Eau-forte, aquatinte, taille-douce, techniques mixtes, tout lui est bon. Se multiplient les scènes d'un érotisme goussier, d'un humour faunusque — drôle de contraste avec l'innocence édénique de Matrice, dont les gravures font en d'autres lieux l'objet d'expositions complémentaires. Sente et déchaîne, mais plus que jamais maître de son burin ou de sa pointe, Picasso se représente parfois lui-même en nabot, en témoin (eau-forte du 23 mars 1968), à moins que le voyeur fasse allusion à Toulouse-Lautrec (12 avril 1968). Comme pour marquer la mort, il s'amuse à de terribles raccourcis (1^{er} juin 1971).

L'œuvre gravé de Picasso ne laisse pratiquement derrière lui aucun déchet. Lors de la grande exposition de la donation Picasso au Grand Palais (1979-1980), certains visiteurs prêts à formuler des réserves sur un ensemble accablant étaient, devant les estampes, contraints de rendre leurs armes.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris. L'exposition, ouverte jusqu'au 29 octobre, sera transférée ensuite à Nantes, puis à Villeneuve-d'Ascq.

THEATRE BOULOGNE BILLANCOURT du 9 OCT au 11 NOV

Mise en scène : Jacques ROSNER
Décor et costumes : Max SCHOENROFF
Avec : Frédéric BAZIN, Véronique CHOQUET, Paul-Emile DEBER, Gérard MARTIN, Pierre MICHAEL, Nathalie ROYER, René THIERY

VÊTIR CEUX QUI SONT NUS

Locuteurs tous les jours, sauf dimanche et fêtes, de 11 h à 19 h. Tél. 603.60.44.

Galerie COARD
12, rue Jacques-Callot, 75006 Paris - 326-99-73

Pierre LESIEUR
œuvres récentes
Jusqu'au 24 décembre

Restauration de tableaux
(toutes époques)
Exécution de copies selon sujets
Devis gratuits Tél. : (1) 240-34-13

MAISON DU DANEMARK, 142, Champs-Élysées - M^e Étoile
LIGNE D'AZUR
reliefs et sculptures de
KIRSTEN LOCKENWITZ
Tous les jours de 13 h à 19 h. Dim. et fêtes de 15 h à 19 h.
Du 24 OCTOBRE au 28 NOVEMBRE - Entrée libre

L'IMPRESSIONNISME DE LAUVRAY
1870-1950
Galerie de la PRÉSIDENCE
90, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS - 365-49-60
Jusqu'au 24 novembre

Galerie MELKI
55, rue de Seine, 75006 PARIS - 325-94-70
4 Russes à Paris vers les années 50
DMITRIENKO LANSKOY
POLIAKOFF STAEL
Jusqu'au 15 décembre

GALERIE CAILLEUX
136, faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

Jacques de LAJOUË (1686-1761)
et l'art rocaille en France
du 16 octobre au 17 novembre

LONDON
prépare actuellement
ses prochaines ventes islamiques :
Objets d'Art, Miniatures et Manuscrits Orientaux

Jacques de La Jouë en bronze à incrustations d'argent, 16,5 cm, Khorsan, début du XIII^e siècle
Vendue à Londres, le 18 Avril 1984, 9.900 £

Les personnes désireuses de rencontrer
nos spécialistes les 29 et 30 Octobre, sont priées de contacter :
Sotheby's Paris, 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris
Tél. : (1) 266.40.60

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744

مكتبة الأجيال

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

FRITZ LANG PAR LOTTE H. EISNER

Les frissons du tarot



annoncer l'amitié ou les faux amis, l'amour ou le désir contrarié, la croissance ou la persécution, la victoire ou la fuite. Dans un autre système, l'intrigante sera doublée d'une bienfaitrice, le bon voyage en mer d'un naufrage, une banqueroute d'une proposition d'amour, à chaque revers sa consolation.

Dans les scènes de genre italiennes dites « à double tête », ce que la figure reflète ou en quoi elle se réfléchit est l'envers de la situation, sa prémonition, son découragement. Dans les tarots animaliers, le chien mire le loup et la langouste l'hydre ; quand l'animal narcissique s'aperçoit dans l'eau, lui poussent aux pattes et à la queue des attributs qu'il ne se connaît pas et qui le présentent à des sirènes, des lions ou des chinchilas.

Celui qui n'a aucune idée du sens de la figure pourra-t-il prendre un peu de plaisir à l'exposition que la Bibliothèque nationale présente actuellement : « Le tarot, jeu et magie » ? La figure de la carte se donne si bonnement pour ce qu'elle montre — roi, dame ou chevalier, mort ou fou — qu'on ne peut prendre la pièce pour argent comptant, l'endroit pour l'envers, le reflet pour miroir. Elle doit être l'enjeu d'une fraction d'obscurité, sinon d'une franchise ou sournoise réversibilité, qui la déjoue, au quart de signe, comme un double fond assorti à l'amblyopie, un masque derrière l'apparence. Elle doit être sa propre énigme, qui contourne sa vérité, pour avoir ses règles et ses déchiffreurs, ses chiromanciens, ses devins presque divins, pour écouter ses bavardages, ses ironies, ses légendes, ses terreurs et ses confidences.

Ne faut-il pas se méfier des légendes à partir du moment où l'on s'aperçoit qu'il suffit d'en brouiller deux lettres pour qu'elles deviennent des singes ; et peut-être par enjambées des songes et des sphinxes ?

Ainsi le visiteur profane de cette exposition ne doit-il pas trop vite paniquer, ou se froter les mains : si ses yeux tombent plus particulièrement sur une messue, cela ne voudra pas dire qu'on va lui en donner un coup sur la tête dès qu'il quittera la Bibliothèque nationale ; s'ils se laissent éblouir par quelques rondelles dorées, il ne gagnera pas forcément au Loto le lendemain ; s'ils distinguent écrit sur une carte « beau gars brun » ou « splendide blonde », il ne les trouvera pas le soir même dans son lit. Les règles sont plus torses, les mythes se prêtent à des miroitements que seul l'oracle pourra interpréter.

Si le pique appelle le méchant frisson dans le cœur le bon, le tréfilé l'envie et la carreau la raison, le squelette traîne la roue du supplice tandis que le singe et le rat font tourner la roue de la fortune. Cinq bâtons donneront l'or, mais six l'infidélité. Dans le tarot égyptien, la carte, selon que l'on retourne la même figure, peut



* 58, rue de Richelieu, Paris-2^e. Jusqu'au 6 janvier. Catalogue : 120 F.

H. G.

Un livre noir pour une nuit blanche

DEJA, la dédicace émeut : « A la mémoire de mon vieil ami Fritz Lang, à qui le destin n'a pas permis de tenir ce livre entre ses mains ». Parce que Lotte H. Eisner, elle non plus, ne le tiendra pas entre ses mains, ce livre sur Fritz Lang, tant attendu en France et auquel elle consacra une grande partie des années qu'il lui restait à vivre. Lotte H. Eisner est morte le 25 novembre 1983, alors qu'elle venait d'achever, avec Bernard Eisenschitz, la traduction française, la seule qui comptait pour elle, à la fois première et complète (elle n'aimait pas le texte anglais, publié à Londres en 1976), de l'ouvrage.

Curieuse aventure. Lorsqu'elle commençait cette biographie du cinéaste, Lotte H. Eisner l'écrivait en

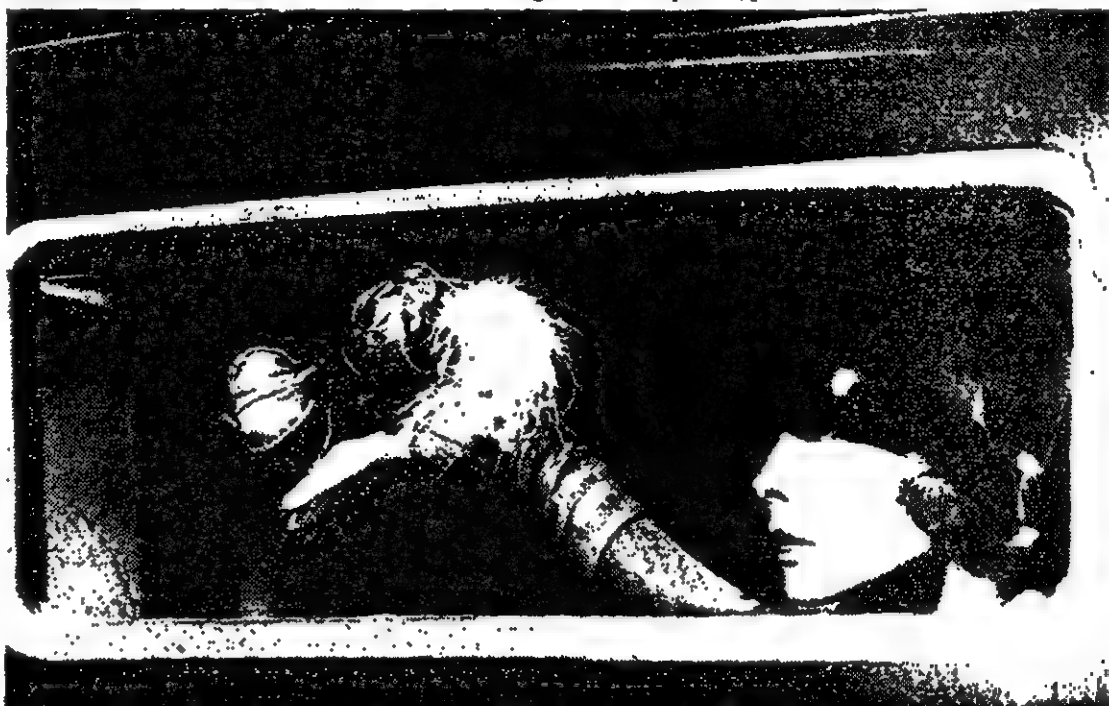
légue son œuvre capitale. Qu'il nous soit permis de trouver cela très beau. Modeste, pourtant, Lotte H. Eisner déclare, à la fin de sa préface : « Qu'on ne cherche pas ici un résultat définitif, la biographie définitive de Lang. Je sais que d'autres viendront après moi, qu'ils pourront tout envisager d'un point de vue différent. Il s'agit ici de rendre justice à un créateur qui a toujours cherché la perfection, à un homme qui a réfléchi sur lui-même et sur ses semblables sans s'accrocher à ses illusions, à un combattant pour qui c'était la lutte et non la victoire finale qui comptait. »

Aujourd'hui, où il y a abondance d'historiens du cinéma (parfois hâtivement consacrés comme tels), cette modestie fait chaud au cœur. D'autres ont écrit sur Fritz Lang

temps, une heure sur ses loisirs. C'est un livre pour une nuit blanche. Avec la lampe de chevet pour projeteur, un livre qui fait voyager dans le temps et l'espace, des années 20 aux années 60, de l'Allemagne de Weimar et des débuts du nazisme à l'Amérique de l'exil, puis de l'installation, tandis que, à côté de la lampe, le grignotement discret de la pendulette transpose au présent les souvenirs du passé.

Fritz Lang avait rédigé une autobiographie, assez courte et qui s'arrête au récit, connu, de son départ d'Allemagne en 1933, de son rapide passage en France et de son autre départ pour Hollywood en 1934. Lotte H. Eisner n'y a rien ajouté. Lang ne voulait pas qu'on parle de sa vie privée. Théo von Harbou, son épouse (qui, elle, continua

Pendant longtemps, les films américains de Fritz Lang furent, sauf quelques-uns, mésestimés, voire méprisés parce qu'ils venaient des genres hollywoodiens. C'est là où la méthode de l'historienne prend toute son ampleur. En détaillant les sujets et les conditions dans lesquelles ils ont été conçus et tournés, elle dissipe le vieux malentendu. Autre époque, autre milieu, analyse des structures... on voit Lang s'acharner à retrouver et approfondir sa thématisation, lutter pour la « perfection », changer les codes du western et du film noir, engendrer ces œuvres troublantes que sont *Chasse à l'homme*, *Les hommes d'acier* (un travail difficile avec Brecht), *Espions*, *La femme sur la lune*, *Cape et poignard*, dirigées contre le nazisme, *La femme au porcelaine*, *La rue rouge*, *Le secret derrière la*



Les espions - 1928

allemand, à la demande de Fritz Lang. Il relit, il corrige ; puis — nous apprend l'avant-propos de Bernard Eisenschitz, — comme sa vue décline, il dicte ses observations. Il meurt en 1976. Or le manuscrit terminé, Lotte H. Eisner, elle aussi, ne voit plus « que des ombres », à la suite d'une opération des yeux. Elle n'a pu contrôler la traduction anglaise. Alors elle reprend tout avec Eisenschitz qui, lui, peut revoir les films de Lang. Elle ira jusqu'au bout, retrouvant des souvenirs et des documents, respectant certaines volontés du disparu. Comme si, par-delà la mort, celui-ci avait continué de lui parler, de l'inspirer.

On peut imaginer que, à l'intérieur de ses yeux, elle avait gardé les images du cinéma de Fritz Lang. En travaillant avec Eisenschitz, et en discutant leur travail commun, Lotte H. Eisner lui a transmis sa clairvoyance. La genèse de ce livre suffirait à le rendre exemplaire. Il a été conçu, réalisé, dans l'amitié. Amitié de Lotte pour Fritz, antinazie exilée comme elle et qu'elle connaissait depuis longtemps, amitié du traducteur français pour la vieille dame qui voulait toujours progresser, pour parfaire la compréhension de ce que Lang a créé. A la France, sa patrie d'adoption, où elle avait écrit et publié *l'Ecran démocratique* et *P. W. Murnau*, Lotte H. Eisner, entourée d'amis fidèles, aura donc

avait Lotte H. Eisner. « En ce qui concerne les monographies, dit-elle, ce n'est pas à moi d'en faire la critique. Lui-même les tenait pour insuffisantes. » On sent bien que c'est aussi son opinion. Mais elle n'accable personne ; elle se contente, au long des pages, de quelques allusions. La générosité fait partie de son talent. Quant à ceux qui viendront après, non, Madame, ils ne pourront pas faire mieux, même s'ils envisagent tout d'un point de vue différent.

Lotte H. Eisner n'est pas la vestale du culte de Fritz Lang, défendant farouchement l'autel où brûle le feu de l'adoration. Son seul privilège est d'avoir été proche, en amitié ou l'a déjà dit, mais aussi en esprit, de cet homme qui n'était pas toujours d'un abord facile. Ils se sont beaucoup parlé, ils se sont beaucoup écrit. Elle a consulté tous les scénarios (annotés) de ses films dont elle pouvait disposer. Pour lui et parce que, en ce cas, c'était nécessaire, elle a quelque peu changé sa méthode d'historienne. A l'interprétation stylistique, elle a ajouté l'examen des sujets car, chez Lang, chaque sujet de film déterminait le style de ce film. D'où l'impression à la fois de variété et d'unité s'établissant à mesure qu'on avance dans la lecture.

La Fritz Lang de Lotte H. Eisner n'est pas un livre qu'on lit par morceaux, en prenant, de temps en

sa carrière sous le régime hitlérien), est citée parce qu'elle participa aux scénarios des films allemands. Seules comptent les méthodes de travail, l'image du cinéaste à travers ses films, et le contexte historique. Ainsi, l'évolution de la période muette, le mythe de Mabuse qui, après les *Nibelungen*, *Metropolis*, les *Espions*, *La femme sur la lune*, resurgira, au début du parlant, à la suite de *M* (le *Maudit*) pour dénoncer la folie, le pouvoir malfélique du nazisme. Si passionnante qu'elle soit, l'exploration de cette période apporte moins de surprises que la suite.

D'abord, Lotte H. Eisner rend justice à l'intermède parisien — de *Littom*, ce film interprété par Charles Boyer, Madeleine Ozeray et Florelle, qui déconcerta le public français par son mélange de réalisme poétique et de féerie et qui relève d'une sensibilité très européenne (Fritz Lang était né à Vienne, *Littom* était adapté d'une pièce hongroise). Ensuite, elle recrée la difficile adaptation de Lang aux studios de Hollywood, où il ne fut pas accueilli à bras ouverts. Timide, il paraissait orgueilleux et hautain. Obsédé par le nazisme, il ne voulait plus parler allemand et possédait mal la langue anglaise. Mais, malgré la coupure de l'exil, le lien se rétablit lorsqu'il tourne *Furie*, film sur les horreurs duynchage, sur la culpabilité collective et la société américaine.

porte, la Maison près de la rivière, etc., jusqu'aux *Contrebattants de Montfort*, la *Cinquième Vague*, *l'Inévitable Vérité*. Les rapports de Fritz Lang et de l'Amérique se gâtèrent lorsqu'il fut suspecté lors de la « chasse aux sorcières ». S'étonnera-t-on, alors, du portrait complexe perçant à travers la création ? De la vision souvent amère du monde accentuée chez le cinéaste vieillissant ?

Si quelques-uns a parfaitement compris Fritz Lang, c'est bien Lotte H. Eisner. Revenu en 1959 en Allemagne pour y tourner le *Tigre du Bengale* et le *Tombéau hindou* (dont il avait écrit les scénarios pour Joe May en 1921), Fritz Lang y réalisa son dernier film, *le Diabolique Docteur Mabuse, résurgence* moderne du mal dont il eut toujours la hantise. Littéraire bouclé. Mais peut-il y avoir le mot fin puisque, en fait, Lang et son amie Lotte revivent et nous convient à leur union ?

JACQUES SICLIER.

* Editions *Cahiers du cinéma*. Cinéma français, 456 p., 170 photos. Prix de lancement, 195 francs jusqu'au 31 décembre 1984. Présentation du livre le 5 novembre, salle Lotte H. Eisner, à la Cinéma-thèque française qui, du 31 octobre au 6 décembre, organise une rétrospective Fritz Lang. *J'ai le droit de vivre* (1937) ressorti à l'Olympie Entrepris le 31 octobre. Et l'on pourra voir l'authentique version reconstituée de *Metropolis* le 23 novembre au Goethe Institut.

X^e Salon du Dix au Quinze
« PARIS au fil des ans »
Avec LA MONNAIE de Paris
P. Nilouss — J.-M. Véron
J. Orfévre
Mairie du IV^e arrondissement
2, place Baudoyer — Paris
Du 25 octobre
au 14 novembre 1984

JOUETS. PARIS 1900
du 28 octobre au 2 décembre
MAIRIE ANNEXE DU X^e
72, rue du Faubourg-Saint-Martin
métro Strasbourg-Saint-Denis
ouvert tous les jours de 11 h 30 à 18 h
visites-conférences le mercredi à 15 h

GALERIE D'ART DE LA PLACE BEAUVAU
PIERRE HENRY
JUSQU'AU 10 NOVEMBRE
94, Fg Saint-Honoré - 265.66.98

DE L'EUROPE
THEATRE EUROPE
du 6 nov.
au 31 déc.

L'ILLUSION
de Pierre Corneille
mise en scène : Giorgio Strehler
décors : Ezio Frigerio - costumes : Luisa Spinatelli
musique : Fiorenzo Carpi
Production du Théâtre de l'Europe avec :
Marc Delsaert, Gérard Desarthe, Gérard Héroid,
Nathalie Nell, Hugues Quester, Nada Strancar,
Henri Virlogeux
Odéon Théâtre National 325 70 32

40 ans après, les acteurs témoignent...
LES P.T.T. DANS LA RÉSISTANCE
Exposition du 19 octobre au 24 novembre 1984
MUSÉE DE LA POSTE
34 boulevard de Vaugirard Paris 15^{ème}
Tous les jours sauf dimanches et fêtes de 10 h à 17 h

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
PARIS 1984
NOVEMBRE
LA VILLE DE PARIS
présente le
1^{er} CONCOURS INTERNATIONAL
DE DANSE DE PARIS
DANSEURS PROFESSIONNELS
(17 à 26 ans) Individuels et couples
Du 4 au 10 Novembre 1984
Soirée de Gala : samedi 10 novembre à 20h30
avec NOELLA PONTOIS et PATRICK DI POND
et la participation des lauréats.
22^{ème} FESTIVAL INTERNATIONAL
DE DANSE DE PARIS
Renseignements et inscriptions : Festival International de Danse de Paris
15, avenue Montaigne, 75008 Paris - Tél. 723 40 84 - 723 54 16 - 720 21 87
la Danse c'est... Lepetto
La première marque mondiale de la Danse - 22, rue de la Paix, PARIS

NOTES

Noureev
Roméo et Juliette

On peut dire ce qu'on veut de Rudolf Noureev - et les critiques, les notes comprises, ne lui ont pas toujours été tendres ces derniers temps. - Il existe. Mais le tempérament français est ainsi fait qu'on le pleurerait aussi dans les loges s'il cessait subitement de diriger le ballet de l'Opéra. En attendant, ce même ballet a retrouvé grâce à lui son bonheur de danser. Le même *Roméo et Juliette* du Palais Garnier en est la preuve surabondante.

Non seulement les deux étoiles, M. Patrick Dupond et M^{me} Monique Loubières, ont enchaîné sans souffler variations sur variations, mais le corps de ballet, tout au long des trois actes d'après Shakespeare, est constamment en ébullition. Les scènes de duel, où M. Cyril Atanasioff campe magistralement le personnage de Tybalt, sont admirablement réglées. M^{me} Yvette Chauviré, notre Cécile nationale, ne dédaigne pas d'incarner Dame Capulet, et M. Alain Marry nous épargne les pérorations fastidieuses de Friar Laurence.

Les décors et les costumes d'Enio Pragerio évoquent magnifiquement les toiles de Pisanello et de Piero della Francesca. Enfin, M. Robert Irving, au pupitre de l'Opéra après avoir si souvent dirigé l'orchestre du New-York City Ballet, conduit avec autorité et souplesse la merveilleuse partition de Prokofiev qui est le vrai régal de la soirée.

OLIVIER MERLIN.

Le film
d'une chorégraphie

Les chaussons rouges, film de Powell et Pressburger, c'est le titre d'un ballet inspiré d'un conte d'Andersen et qui, dansé par Moira Shearer, Leonide Massine et Robert Helpmann, dure quarante minutes à l'écran. Ballet fantastique et tragique, dont les éléments décoratifs évoquent parfois le surréalisme, dont la chorégraphie est découpée selon une alternance de vision objective (le spectateur dans la salle) et de vision subjective (les impressions de Vicky, la ballerine, en proie aux problèmes de sa vie privée). Michael Powell et Emeric Pressburger réalisent un film en 1948, deux ans avant les Contes d'Hoffmann (le Monde du 7 mai).

La plupart des critiques français reconnaissent l'originalité cinématographique du ballet, mais jugent plat, conventionnel, le scénario, dont il dépend pourtant étroitement dans les scènes déliais. Au nom de l'art pur, Lermontov (Anton Walbrook) veut faire de l'ambitieuse Vicky sa créature, désincarnant sa féminité, la séparer du jeune chef d'orchestre (Marius Goring) dont elle est éprise. Jalousie homosexuelle, semble-t-il. Les rapports ambigus de ces trois personnages tiennent, dans un univers de luxe cosmopolite, une atmosphère de mystère, de fascination et de mort dont les auteurs sont sûrs les démiurges que la musique et la danse.

J. S.

* Voir les grandes reprises.

Otages
d'un auteur

Un jeune garçon de dix-huit ans va être pendu à Belfast. En représailles, l'IRA prend un soldat anglais en otage et menace de le mettre à mort. Il est en otage dans un bar-hôtel des environs de Dublin. Un endroit glauque et crasseux où vivent des prostituées, d'anciens combattants pour l'indépendance irlandaise, deux homosexuels et une dame de l'Armée du salut. Nuit trop courte pour Thérèse, qui va aimer Leslie, l'Anglais, dont c'est la dernière nuit.

A partir de cette histoire douloureusement d'actualité, Brendan Behan, l'auteur, nous fait languir. On espère, on s'impatiente, mais l'horizon d'*Un otage* est désert. Le metteur en scène, Georges Wilson, n'y est pour rien. Les comédiens non plus. Jean Desailly, en kilt, joue de la cornemuse. Sylvie Joly ne mâche pas ses mots. L'accent anglais de Leslie (Geoffroy L. Carey) est lourd comme le fog qui étreint la Tamise. Quant à Thérèse (Emmanuelle Béart), elle a l'œil arrondi de la jeune fille confrontée à son premier amour.

Le responsable de l'ennui qui pèse sur cette pièce à laquelle on ne croit pas est l'auteur qui n'a pas su transcrire les rapports étranges qui naissent parfois entre un otage et ses gardiens. Haine et sympathie, tendresse et colère forment ici une toile « légère, légère », comme dit le professeur Tournesol à la télévision. C'est agaçant et

d'autant plus injuste que, très loin sous le texte, on perçoit des idées, des sentiments, une drôlerie pathétique, qui auraient pu être bouleversants. Il reste une sensation de frustration que la musique de Georges Delacour ne peut faire disparaître. Accords de piano qui arrachent le cœur et rappellent enfin l'Irlande, ses couleurs et son histoire.

C. DE BARONCELLI.

* Théâtre de la Madeleine, 30 & 31.

Théâtre
et thérapie

Un jour Anne, décide de prendre un amant. Elle choisit David, le mari d'Elisabeth. Bien entendu, l'histoire, pour se venger, va se jeter sur Mervyn, le mari d'Anne. Tromperies, couilleries, mensonges, hypocrisies et lâchetés. A tour de rôle, sans sur une chaise dans un rayon de lumière, les quatre personnages racontent ces adultères en chaises qui vont se solder par un échec mutuel, après s'être ainsi gâllardement mélangés, de retrouvant leur formation initiale.

Huit ans plus tard, ces deux couples, dont l'un a subi en Amérique une thérapie destinée à leur faire retrouver sursur et bonheur, discutent ensemble. Retrouvailles, rhabillage, raccommodage. Le passé est lourd et gênant. On ne s'en débarrasse pas aussi facilement.

Il plane sur cette pièce de James Saunders, *Quarante années*, où alternent explications vagues, digressions inapides et discours oiseux, pseudo-philosophiques sur le mal de vivre, l'ombre gigantesque de Laurent Turleff. Le visage émacié et blanc, les rides en forme de cicatrices, il rit, il pleure. C'est le contraire d'un acteur sobre alors que la mise en scène frôle le dépouillement éternel. Ses camarades, pris en sandwich entre ces deux extrêmes, ne savent plus où se mettre. Le public non plus.

C. B.

* Théâtre 13, 20 & 30.

Rien ne vaut
l'amitié

Les comédiens de la troupe du Splendid essaient dans toutes les directions. Après *Le grand jour* (Pines simple film), Michel Blanc prend son indépendance, se faisant auteur-réalisateur. Sans délaisser complètement le comique de café-théâtre auquel il doit une bonne part de son succès, il le reconstruit, le dépasse. Il réinvente son propre personnage.

Petit, malin, chaste et mou-tachou, Denis (Michel Blanc) se définit comme un « professionnel de l'humour ». Parce qu'il a toujours peur des ennuis, les ennuis arrivent à la pelle. De plus, tous les moyens de transport rendent Denis malade. Il n'est à l'aise - et encore ! - qu'en train de se faire auto-stop. François, beau, habile, rêve toujours à des « gros coups » qui ne se réalisent pas.

Le contraste entre les deux acteurs n'est pas seulement physique, mais psychologique. François est un « vrai romantique couronné après l'amour et le succès. Denis, ce fêtu de paille, est de force. Michel Blanc peint avec un humour doucement teinté d'émotion une amitié faite de protection d'engueulades, de séparations, de retrouvailles, de caprices. Cette amitié compense l'échec social. Les deux hommes seront toujours des traine-patins mais, sans Denis, François le chimérique n'existerait pas.

Marche à l'ombre est une comédie sentimentale. La mise en scène affirme, déjà, un cinéaste de métier (découpage, mouvements d'appareil, rythme accordé aux événements, aux comportements). Michel Blanc a filmé le Paris des marginaux : bistrot louche, immeubles croulants occupés par d'accablantes familles de squatters noirs, racket des endroits où l'on fait la manche dans le métro, zanière de reculeur. Un réalisme humoristique mais vrai.

Si Gérard Lanvin n'est parfois son image de vedette dans des scènes d'amour avec une jolie danseuse (Sophie Dues), tout en menant le tandem des copains, Michel Blanc se soucie peu, pour sa part, des gros plans. Il joue par rapport à l'environnement. Il trace un caractère de farfelu, capable de s'adapter aux vicissitudes du quotidien, de retomber sur ses pattes comme un chat jeté d'un toit ou d'une fenêtre. Angoissé par des craintes imaginaires, il trouve son énergie dans les épreuves concrètes. C'est un merveilleux acteur, le compagnon adulte de l'indécrottable grand enfant qu'incarne Gérard Lanvin.

J. S.

* Voir les exclusivités.

SELECTION

CINÉMA

Images
de l'industrie du rêve

Epinay, la ville du cinéma, avec les studios et les laboratoires Eclair, organise une grande fête en l'honneur du septième art, jusqu'à la fin de l'année. Une exposition plonge le visiteur au cœur d'un tournage. En plus, 120 films...

- ET AUSSI : *L'Amour par terre*, de Jacques Rivette (des jeux de l'amour et du hasard). *Liberté la nuit*, de Philippe Carrel (Christine Boisson en liberté). *Marche à l'ombre*, de Michel Blanc (comique sans café-théâtre). *Cinéma et littérature* à Valence (lettres, confessions, journaux intimes). Fernand Ledoux au centre culturel Wallonie-Bruxelles (tous les films d'un grand comédien).

THÉÂTRE

Folie ordinaire
d'une fille de Cham
à la Bastille

Des paroles de sursaut, de défense et d'appel avec deux actrices admirables, Jenny Alpha et Sylvie Laporte. Une mise en scène de Daniel Mesguich, simple, sensible, accrochant aux lumières les moindres reliefs du dialogue.

ET AUSSI : *De si tendres liens*, au Studio des Champs-Élysées (une mère et une fille et le temps qui passe). *Le Journal de Jules Renard*, à la Comédie de Paris (un éventail de mots, d'agressivité, de drôlerie et de poésie).

MUSIQUE

Le Festival
d'art sacré

et « Lucio Silla »

Ouverture cette semaine du Festival d'art sacré, dirigé par Stéphane Caillat, avec les Petits Chanteurs de Hanovre qui chanteront Bach, Mendelssohn, Schütz et Spohr à Saint-Louis-en-l'Isle (le 27 octobre) et l'Office du dimanche matin le lendemain à Notre-Dame de Paris (10 h). Vingt-quatre concerts de haute qualité sont prévus jusqu'au 24 décembre (rens. 277-19-90).

A Nanterre vont commencer les représentations de *Lucio Silla*, un des plus merveilleux opéras du jeune Mozart, dans la mise en scène de Patrice Chéreau qui fit sensation à la Scala de Milan en juin dernier, sous la direction de Sylvain Cambreling (quinze soirées, du 30 octobre au 18 novembre).

Le Festival de Lille offre de son côté, avec un récital Beethoven par Rudolph Serkin (le 26), l'Orchestre national (le 27), Jessye Norman et l'Orchestre de Rotterdam, sous la direction de James Conlon (le 31), quatre représentations de *Così fan tutte* données par la Monnaie de Bruxelles dans une mise en scène très « décapante » et, paraît-il, très forte de Luc Bondy (les 28, 30 octobre, 2 et 4 novembre).

- ET AUSSI : *La Walkyrie*, avec L. Ryssnek, S. Jerusalem, S. Ester, sous la direction de M. Janowski (Radio-France, le 26, et TMP-Châtelet, le 28, à 18 h). *Faust*, mise en scène Jean-Claude Anvrey (Nico, les 26, 28, 30 octobre, 1^{re} et 3 novembre) ; R. Buchbinder, piano (Champs-Élysées, le 27, à 18 h) ; Orchestre symphonique de

Bergen (Pleyel, le 27) ; *l'italienisches Liederbuch* de H. Wolf, par I. Cotrubas et U. Reinemann (TMP-Châtelet, le 29) ; Caplet, Mendelssohn, Enesco, Strauss, par l'Ensemble à vent Maurice-Bourgue (Radio-France, le 29) ; œuvres de Gabrieli, dirigées par R. Norrington (Radio-France, le 30).

27 novembre à Bagnolet. Rens. : ATEM, 364-77-18).

- ET AUSSI : *Mory Kante*, le 27 octobre à la Mutualité à Paris (un des plus grands griots de l'Afrique mandingue).

DANSE

« Via »
de Régine Chopinot

Un mouvement perpétuel et coloré, l'exercice de style d'une chorégraphie en prise directe sur la modernité (Théâtre de la Ville).

- ET AUSSI : *Pape de Cordoba* au Théâtre Daunou (la fiesta flamenco) ; *Nadège Macleary Ruth Barnes* au Centre américain (modern dance), 24, 25, 26 octobre, 21 h.

EXPOSITIONS

Watteau
au Grand Palais

Lire notre article page 13.

La FIAC
au Grand Palais

Le grand rendez-vous annuel des marchands et des amateurs d'art contemporains sous la verrière du Grand Palais, avec parfois des œuvres qui ne sont pas toujours à vendre comme certains des Fernand Léger venus de New-York et qu'expose la galerie Sidney Janis (jusqu'au 28 octobre).

- ET AUSSI : *Dessins français du XVIII^e siècle*, au musée du Louvre (à partir du 26 octobre). *Marat Oppenheim* et Robert Fillicu à l'ARC.

JAZZ

5^e Festival
de Paris

Programme fastueux, expositions, projections, concerts en tous lieux (Théâtre de la Ville, TMP, Maison de l'ORTF, Centre de Bercy, Musée d'art moderne de la Ville de Paris), le 5^e Festival de jazz de Paris se déroule du samedi 27 octobre (avec la compagnie Lulab, le quartette de Jean-Louis Chautemps, Daniel Humair, Tenor Madness Ensemble) au 6 novembre (Gil Evans, Bobby McFerrin et Miles Davis à Bercy). Big Band de guitares de Gérard Marais, Jimmy Smith, Johnny Copeland et Arthur Blythe (28). Enrico Rava, Dave Holland, New York Uba de Michele Rosewoman (29). Helen Merrill, Michel Portal, Art Ensemble of Chicago avec Cecil Taylor (30). (Rens. : 783-33-58, 273-06-66.)

Transes-européennes

Onze compositeurs aux itinéraires différents mais à la pointe de la recherche ont en carte blanche pour écrire une musique, la leur ; une seule condition, qu'elle se danse. Aperghis, Portal, Carrascho, Cucco, Tronot, Ferrari, Fournier, Le Masson, Musson, Tugues, Randolf rassembleront un peu le paysage sonore de nos bords (le bal de la contemporaine, mercredi 24 octobre au New Morning, et le

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL du Limousin
Jeune Théâtre national
COMME IL VOUS PLAIRA
SHAKESPEARE - PIERRE DEBAUCHE
THÉÂTRE GÉMIER
727 81 15
du 4 OCTOBRE au 1ER NOVEMBRE à 20 h 30
DIMANCHE à 15 h - RELACHE DIMANCHE SOIR ET LUNDI

FESTIVAL DE
FOLIE DOUCE
INTERNATIONALE
25 OCT. / 25 NOV.
LACOMBE / ASSELIN
Bertrand CRIMET
Philippe MINELLA
Myriam MEZIEUX
Rabien KACHEV
JOSI OLIVIER
DE NIEUWIE SNAAR
TRIBOULET
MARGUERITE
François MOREL
Marina RODRIGUEZ TOMÉ
LE QUATUOR
T.S.F.
LES PIETONS
Xavier LACOUTURE
MARTIN
Vincent B.
Gérard ESTREEM
JULIE BASTIEN
+ VIDEO
PARC DE LA VILLETTE, M^{me} Pie de Pantin
211, avenue Jean-Jaurès 75019 PARIS. Tél. 241.32.93

TARIF EXCEPTIONNEL
JOHNNY HALLYDAY
SOIRÉE EXCEPTIONNELLE « CAMERA PRESS »
Mercredi 7 Novembre à 20 h 30 (ZENITH)
1^{re} série : 150 F au lieu de 180 F
2^e série : 120 F au lieu de 150 F
3^e série : 100 F au lieu de 120 F
4^e série : 80 F au lieu de 100 F
LOCATION CAMERA PRESS 94, rue St-Lazare - 9^e
Tél. : 281.26.20

THÉÂTRE DU FORUM DES HALLES
(Niveau 3 du Forum - Porte Rambuteau)
Dimanche 28 octobre à 17 heures
SUR UN FIL MAINTENANT
Spectacle pluridisciplinaire de François LALANNE
présenté par le BATON MAGIQUE

A PARTIR DU 24 OCTOBRE THÉÂTRE ATHÉNÉE
en scène LUC BERAUD - JEAN-MICHEL RIBAS
avec **RICHARD BOHRINGER**
ROLAND BLANCHE
MICHÉL BERTO - LOUISA GUERTCHIKOFF
de Sam Shepard
adaptation RUDI COUPÉZ
l'ouest, le vrai
co-production de GUYOT-Alamy/Leclerc/Impresso
ATHÉNÉE

COACH
COUTURE
10 000 - Coach Duffin Bag
Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.
Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.
Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

مكتبة الامم المتحدة

ET DES SPECTACLES

... LE MONDE - Jeudi 25 octobre 1984 - Page 17

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-11-12). Informations téléphoniques : 277-11-12. Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MINAM

Visites animées régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; jeudi et vendredi, 16 h, galerie contemporaine.

ENRICHISSEMENTS DU CARNET D'ART GRAPHIQUE. De Mathias à nos jours. Jusqu'au 7 janvier.

UN APERÇU DES COLLECTIONS DE PHOTOGRAPHIES du Musée national d'Art moderne. Jusqu'au 11 novembre.

PATRICK BAILLY-MAITRE-GRAND. Salon photo. Jusqu'au 16 décembre.

C.C.I.

ENRICHISSEMENTS DU CARNET D'ART GRAPHIQUE. De Mathias à nos jours. Jusqu'au 21 janvier.

BPI

IMAGES A LA PAGE. L'illustration de l'album en France 1954-1984. Jusqu'au 7 janvier.

FÉLIX LOURQUET. Entre Grandville et Walt Disney, un précurseur. Jusqu'au 7 janvier.

UN MONDE DISPARU. Photographies de Roman Vishniac. Jusqu'au 19 novembre.

IMAGES ET SONS. Bibliothèque des enfants, pièces. Jusqu'au 17 décembre.

A.

INITIATIVES CULTURELLES DE FEMMES. Jusqu'au 30 novembre.

Musées

LE DOUANIER BOUSSEAU. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 16 F ; samedi : 12 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 7 janvier.

WATTEAU, 1684-1771. Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 20 F ; samedi : 16 F (gratuite le 13 décembre). Jusqu'au 28 octobre.

PIAC 84. Grand Palais (562-84-38). De 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 12 h à 22 h. Jusqu'au 28 octobre.

JACQUES-HEINÉ LAKTIGUE. Pages d'album. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 6 janvier.

SYMBOLES ET RÉALITÉS. La peinture allemande 1840-1900. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 janvier.

DESSEINS FRANÇAIS DU XVIII^e siècle. Musée de la Ville de Paris, pavillon de Flore, entrée porte Janine (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). De 26 octobre au 26 janvier.

AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE. Etat actuel du projet. Organisme des Travaux, entrée côté Seine (263-99-48). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

RETROSPECTIVE DE L'ŒUVRE GRAVE DE PICASSO (1894-1972). Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-22-14). Sauf le samedi, de 12 h à 18 h ; sam., dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 novembre.

LE CIRQUE ET LE JOUET. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 janvier.

DIDEROT ET L'ART DE BOUCHER. A DAVID : les Bains 1789-1791. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (226-12-40). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

TAROT. Jeu et magie. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-62-43). T.l., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 6 janvier 1985.

LUCIEN CLERGE. Retrospective. Musée d'Art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; tous les autres jours, de 9 h à 20 h. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 7 janvier.

JACQUELINE DAUBAC - ROBERT FILLIOU - MERET OPPENHEIM. ARC au Musée d'Art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). De 27 octobre au 9 décembre.

LA FÊTE DES MORTS AU MEXIQUE. Musée des enfants au Musée d'Art moderne de la ville de Paris, 12, avenue de New-York (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 16 décembre.

PHOTOGRAPHIE SUISSE DES ORIGINES A NOS JOURS. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. A partir du 26 octobre.

38 ANS DE PHOTOGRAPHIE PUBLICAIRE AU JAPON - MAGGI KUBO. C'est sans de publicité. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-15-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 21 janvier.

L'ART DU LIVRE A L'IMPRIMERIE NATIONALE, cinq siècles d'art typographique au service de la culture française. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-25-95). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 octobre.

L'AFFICHE D'OPERA. Musée-galerie de la SERTE, 12, rue Sureau (555-01-50). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 21 janvier.

LUTECIA-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Cernuschi, 22, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à fin mars 1985.

LA RUE SAINT-DOMINIQUE : Histoire et anecdotes. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 heures à 16 h 45. Jusqu'au 20 décembre.

MONTEMARTE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Corvisart (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'à fin décembre.

LA NOUVELLE ATHÈNES. Musée Roon-Scheffer, 16, rue Chapuis (874-95-34). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 7 F. Jusqu'au 4 novembre.

L'IMPÉRÉ D'ARTS ET LA MODE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 28 octobre.

ART ET CIVILISATION DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet 1985.

DESSEIN-MOR LA CHINE - LA FRANCE QUE JE CONNAIS. Musée de l'Homme (voir ci-dessus).

L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 30 décembre.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION (1944-1945). Vers une France nouvelle. Musée des deux guerres mondiales. Hôtel national des Invalides (553-43-22). Sauf lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Dim., de 14 h 30 à 18 h. Entrée 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

LES FITS DANS LA RÉSISTANCE. Musée de la poste, 34, bd de Valenciennes (320-55-20), sauf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 24 novembre.

Centres culturels

BERTINI. Retrospective. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Beryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 10 novembre.

PARIS DES ILLUSIONS. Un siècle de visions. Galeries de Paris, 1820-1920. Hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (274-44-44). Sauf dim. Entrée libre. Jusqu'au 15 janvier 1985.

COTÉ JARDIN. L'art des jardins dans les collections de la Bibliothèque Forney. Hôtel de Sens, 1, rue du Figeac (278-14-60). Sauf dim. et jeudi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 10 novembre.

ARMANDO. Tapisseries et dessins. Institut néo-classique, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

TEZANDES. Artistes français à Berlin 1944-1984 : Bontanski, Boer, Bruneau, Buisson, etc. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). De 10 h à 20 h. Jusqu'au 15 novembre.

PROFES BAY. A propos des pyramides. 31, rue de Condé de 13 h à 19 h. Jusqu'au 9 novembre.

DOMINIQUE BLAIN. Assemblages et collages. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 octobre.

EXPRESSIONS/NEW YORK : Françoise, Hermann, Milner, Shanon. American Center, 261, boulevard Raspail (335-21-50). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 6 novembre.

DEGAS. Le modèle et l'esquisse. Centre culturel du Musée, 28, rue de Valenciennes (272-73-52). Jusqu'au 27 janvier.

OLIVIER BRICE. Hurlers, 1983-1984. Centre culturel cordet, 2, avenue d'Iéna (720-84-15). Sauf sam. et dim. de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 14 novembre.

KIRSTEN LOCKENWITZ. Ligne d'arrêt. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. De 13 h à 19 h ; dim. de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 novembre.

TIERA BERNARD. Peintures. Ministère des droits de la femme, 53, avenue d'Iéna (501-86-65). Sauf sam. et dim., de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 16 novembre.

VERA LINGU. Fondation pour la recherche artistique et créative, 103, rue de la Tombe-Léon. T.l., de 13 h à 19 h 30. Jusqu'au 13 novembre.

JOUEITS. Paris 1980. Mairie, 72, rue du Faubourg Saint-Martin. T.l., de 11 h 30 à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 26 novembre.

ANNE DE BEAUJEU. Mairie, place Léon-Blaum, T.l., de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 25 novembre.

GARCIA ROSSET. Couleur laudat. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Jusqu'au 31 octobre.

AUTOUE DE MICHEL EAGON. Paris Art Center, 36, rue Falguère (332-39-47). Sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 novembre.

VIVEL'ENFANT. Centre culturel méditerranéen de Marseille, 11, rue Payenne (320-55-20). De 12 h à 18 h ; les samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 8 novembre.

1914. PARTIS POUR UN SEUL. ÉTÉ. Gare de l'Est. Jusqu'au 12 novembre.

Galleries

ENGLISH CONTRASTS. Peintures et sculptures anglaises 1945-1969. UMBERTO MASTROIANI. Sculptures 1956-1984. Jusqu'au 24 novembre.

ARMAN. Les objets-mécanismes. Jusqu'au 1^{er} décembre. MEURICE. Sédiments. Photographies originales, 1984. Jusqu'au 1^{er} décembre. Artcurial, 9, avenue Mauguet (299-16-16).

MATISSE. Gravures. - TITUS CARMELO. Dessins, esquisses, croquis, préliminaires. Galerie Magat Leong, 13-14, rue de Valenciennes (563-15-66). Jusqu'au 15 novembre.

A UN ŒIL ET DEUX. Galerie Franck Bercu, 11, rue de Valenciennes (325-52-73). Jusqu'au 3 décembre.

AFFICHES DU MONDE ENTIER POUR LA PAIX. Galerie l'Art et la Paix, 34, rue de Valenciennes (563-15-66). Jusqu'au 10 novembre.

LA FORME. Galerie Spies, 4, avenue de Ménilmontant (256-05-41). Jusqu'au 15 décembre.

RETROSPECTIVE 1898-1948. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (325-44-20). Jusqu'au 1^{er} décembre.

LINDSTROM. Peintures. - DI MARTINO. Sculptures. Syn'Art, 26, avenue de Breteuil (566-63-50). Jusqu'au 7 novembre.

JOHN ET WEMARE. Tapisseries. Galerie C. Chassan, 30, rue de Valenciennes (563-36-08). Jusqu'au 3 novembre.

LA PHOTOGRAPHIE DE MODE. Galerie Desbrières, 12, rue Maistre (633-47-44). Jusqu'au 14 novembre.

JOHN BALDESSARI. Galerie Olympia-Lesgoblon, 20, rue Beaubeurg (778-17-11). Jusqu'au 17 novembre.

BARBATE. Peintures et dessins. Galerie Bergmann, 70, rue de l'Université (222-02-12). Jusqu'au 1^{er} décembre.

BERTHOLIN. Galerie B. Lebon, 34, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 17 novembre.

PETER BLAKE. Peintures, Appareils, Dessins et Gravures. Galerie Claude Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 10 novembre.

MARTINE BOULEAU. Les Chateaux, sculptures. Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Jusqu'au 2 décembre.

ARNDT CALLAUD. 26 œuvres récentes. Galerie Vanuxem, 134, rue du Faubourg-Saint-Honoré (339-72-18). Jusqu'au 8 décembre.

HOMMAGE A CHARCHOUNE (1898-1978). Œuvres de 1929 à 1962. Galerie Roque, 9, rue du Cirque (225-84-80). Jusqu'au 10 novembre.

A. COJAN. Galerie Raphi, 12, rue Pavée (867-80-36). Jusqu'au 5 décembre.

DESBOUGES. L'usage-peintures. Galerie B. Jordan, 54, rue de Valenciennes (267-47-47). Jusqu'au 24 novembre.

TOM DRAHOS. Au fond de la cour, 40, rue du Dragon (544-66-34). Jusqu'au 2 novembre.

DOMINIQUE FAJNZANG. Œuvres. Galerie Saphir, 84, boulevard Saint-Germain (326-54-22). Jusqu'au 10 novembre.

FAUTRIER. Sculptures, œuvres sur papier. Galerie Tendance, 105, rue Quincampoix (278-61-79). Jusqu'au 30 novembre.

FRANÇOISE GILOT. Ensembles et symboles. Galerie G. Lacroix, 42, rue Beaubeurg (272-71-19). Jusqu'au 1^{er} novembre.

LEON GOLUB. Galerie Dartheas Speyer, 6, rue Jacques-Callot (354-78-41). Jusqu'au 10 novembre.

HERVÉ GUERET. Photographies 1976-1984. Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (277-38-24). Jusqu'au 3 novembre.

ALEXANDRE HENRI. 50 ans de peinture, 1934-1984. Galerie-Atelier, 52, rue de Crimée (208-13-39). Jusqu'au 10 novembre.

JOEL HUBAUT. Le carré de l'homme. Les premiers autoportraits de l'homme. Galerie Lora Vincz, 47, rue de Seine (326-72-51).

HUTTIER. Peintures récentes. Galerie Sudier, 51, rue de Seine (326-91-10). Jusqu'au 10 novembre.

CHRISTIAN JACCARD. Plâtres - Mâchures - Bâches. Galerie G. Brownstone, 17, rue Saint-Gilles.

JACQUES DE LAJUE (1886-1961). Œuvres récentes. Galerie Calixte, 136, Faubourg-Saint-Honoré (339-25-34). Jusqu'au 17 novembre.

MICHELLE DE LAUNAY. Mémoires et mouvements. La Denture, 36, rue de Valenciennes (326-62-14). Jusqu'au 24 novembre.

CLAUDE LAZAR. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (277-37-92). Jusqu'au 17 novembre.

MICHEL LECHNER. Galerie L. Durand, 19, rue Mazurine (326-25-55). Jusqu'au 10 novembre.

MATHÉOT. Peintures. Galerie Weiller, 5, rue Gili-Cour (326-47-68). Jusqu'au 30 novembre.

HENRI MATISSE. Œuvres-fortes et peintures. Galerie Sagot-Garcet, 24, rue du Four (326-63-38). Jusqu'au 31 octobre.

WYV MUSEUM. Œuvres récentes. Galerie C. Corre, 14, rue Guisgand (354-57-67). Jusqu'au 17 novembre.

FREDERIC PARDO. Galerie J.-P. Lavigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-64-62). Jusqu'au 31 octobre.

CHANTAL PETIT. Galerie Jeanne Brienne, 23-25, rue Orléans (326-85-31). Jusqu'au 3 novembre.

JACQUES PONCET. Galerie Bellin, 28, rue de Valenciennes (278-01-51). Jusqu'au 17 novembre.

J.-M. QUENEAU. Peintures. Galerie J. Peyrol, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 3 novembre.

ALBERT RAFOLES-CASAMADA. Galerie Chigara, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 17 novembre.

NAPHTALI RAKUZIN. Œuvres sur papier. Galerie James Mayor, 34, rue Maistre (326-40-34). Jusqu'au 3 novembre.

SAVARY. Peintures et gravures. Galerie C. Dubois, 420, rue Saint-Hippolyte (260-24-44). Jusqu'au 24 novembre.

SERGEAL. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 9 novembre.

GERARD THALMANN. Peintures 1980-1984. Galerie Karl Plücker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 30 novembre.

TOMISLAV. Galerie d'Art international, 10, rue Jean-Ferrand (548-84-28). Jusqu'au 1^{er} décembre.

GER VAN ELK. Galerie Darand, Dessin, 3, rue des Hauts-de-Seine (277-63-60). Jusqu'au 14 novembre.

CLAUDE VYEL. Peintures 1980-1984. Galerie A. Blouet, 4, rue Aubry

lo-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 10 janvier.

LEON ZACK. Œuvres abstraites 1947-1979. Galerie Protée, 38, rue de Seine (325-21-95). Jusqu'au 4 novembre.

ZAO WOU-KI. Peinture. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 24 novembre.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Les 92 du 92. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille (604-82-92). T.l., de 10 h à 21 h ; dim., de 10 h à 12 h. Jusqu'au 16 décembre.

BREITIGNY. Joël Kervarrec. Dessins. Centre culturel Gérard-Philippe, rue Henri-Dunand (084-39-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 novembre.

CHISEY-LE-ROI. Erro. Théâtre Paul-Eluard, 4, avenue de Villeneuve-Saint-Georges (890-89-79). Jusqu'au 5 novembre.

ADOLPHE. Didier Berley, 70 ans de peinture. Galerie du Centre, 64, rue du Bourdon (780-62-62). Sauf lundi, de 14 h à 20 h. Jusqu'au 17 novembre.

CORREIL-ESSONNES. Ré-édition - Lesque. Galerie du Centre, 64, rue du Bourdon (780-62-62). Sauf lundi, de 14 h à 20 h. Jusqu'au 17 novembre.

MONTGERON. B y a dix ans... Elouka, Jarkikh, Masterkova, Rabine, etc. Château du moulin de Senlis. Sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 novembre.

PRELES. Des artistes et un château : Noël de Tervilly, Martin Prades, Comte, peintures et dessins. Château (470-09-52). Jusqu'au 15 novembre.

ROSNY-SUR-SEINE. L'homme ; Sam Holt, Jean-Marc Albert. Ancien hospice Saint-Charles, 30, rue Nationale (034-91-55). Jusqu'au 30 octobre.

SAINT-CYR-L'ÉCOLE. Éloge de la chair. C.C. Elsa Tiolet, 11 bis, avenue Jean-Jaurès (058-45-75). Jusqu'au 7 novembre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Roger Chastel (1897-1981). Peintures-dessins. Mandat Royal, place Royale (773-92-92). T.l., de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; mercredi jusqu'à 21 h. Jusqu'au 11 novembre.

VILLEPARISIS. Tchou Yu-Yung. Peintures. CAC Jacques-Prévert, place de Pierrassat (423-94-91). Mer., sam. et dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 novembre.

En province

AMIENS. Chénia Buisson : Delfino, Haber, Karava, Rowbold, François-Ladoux : Pierre-Alain Zeller. - On sent les festivités d'automne. Maison de la culture, 2, place Léon-Gonier (91-83-36). Jusqu'au 10 novembre.

ANGERS. Œuvres contemporaines américaines. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (88-64-65). Jusqu'au 25 novembre.

ANGOULEME. Entre archéologie et modernité : Paul Aloué, architecte 1812-1984. Musée municipal, 1, rue Friedland (95-07-69). Jusqu'au 13 janvier.

AUTUN. Le 20^e siècle au musée Rolin. Musée Rolin, 3, rue des Bains (52-09-76). Jusqu'au 23 novembre.

BAR-LE-DUC. Traces et empreintes. Musée, esplanade du château (76-14-67). Octobre, novembre.

BEAUVAIS. Jacques Gruber maître verrier, 1870-1934. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 2 décembre.

BELLEVILLE. Travaux récents. Galerie nationale de la Tapisserie, rue Saint-Pierre (448-29-93). Jusqu'au 14 janvier.

BORDEAUX. Alexandre Dabry. Peintures 1981-1984. California Sculpture Space, Capé, entrée Lata, rue Foy (44-16-55). Jusqu'au 18 novembre.

BOURG-EN-BRESSE. La peinture religieuse au Bresse au XVIII^e siècle. Musée de Brou (22-22-31). Jusqu'au 4 novembre.

CALAIS. Gérard Tisse-Carrel. (Fragment de 1968 à 1984). Galerie de l'Ancienne Poste, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 4 novembre.

CASES-DE-PENE. Bordier-Demouzy-Timpier : Œuvres de l'abstraction. Château de Jan. Jusqu'au 15 novembre.

CLERMONT-FERRAND. Première Biennale internationale du dessin : Arts plastiques ; Architecture ; Mémoire. Ancienne École de l'Hôtel de Clugny : Maison de l'épiscopat (Monferrand) ; Ecole des Beaux-Arts. Jusqu'au 30 octobre.

COLMAR. La donation Kaufmann et Schlegel au musée de la Lorraine. Musée d'Unterlinden (41-69-23). Jusqu'au 26 octobre.

DIJON. Victor Hugo et la photographie. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 7 janvier. Dijon vu par Victor-Hugo. Musée Perrin de Puycostet, 17, rue Sainte-Anne (30-65-91). Jusqu'au 7 janvier.

DOLE. Philippe Lagrange : Savoir faire sans dogme. Musée, 85, rue des Arènes (72-27-72). De 26 octobre au 23 décembre.

DUNKERQUE. Bernard Turlet. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-21-65). Jusqu'au 19 novembre.

GRENOBLE. Tadeusz Kantor. Dessins, Peintures, Objets, Maria Slawinska. Peintures. Maison de la Culture. Jusqu'au 20 décembre.

LA ROCHELLE. Le Renouveau et le Nouveau Monde, 1503-1608. Musée du Nouveau Monde, 10, rue de Fleuriat (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre.

LILLE. 700 000 ans de Pré

COMMUNICATION

Le Sénat et le câble

Le Sénat a, le mardi 23 octobre, repoussé la proposition de loi de M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, approuvée par l'Assemblée nationale le 11 octobre dernier (le Monde du 13 octobre) et relative à la définition du service local de radiotélévision par câble.

Pour le président du groupe RPR et rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Charles Pasqua, les deux critères retenus (pour être local un service de radiotélévision par câble devait, selon l'auteur de la proposition de loi, avoir un rayon de diffusion inférieur à 60 kilomètres et ne pas excéder la limite de deux départements) sont « malaisés à maîtriser ». Il s'est estimé conforté dans son opinion par la Haute Autorité qui, dans son rap-

port annuel, a suggéré que l'on fasse plutôt référence au potentiel d'abonnés, c'est-à-dire aux nombres de prises.

En outre, ces critères ont le défaut d'être cumulatifs, ce qui a pour effet, selon lui, de réduire le champ des compétences de la Haute Autorité alors que la majorité sénatoriale avait souhaité et obtenu que la loi fixe la définition du service local de radiotélévision par câble (le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition législative qui prévoyait que cette définition relèverait du règlement) et du même coup assuré à la Haute Autorité les conditions d'une indépendance que certains cherchent « à mettre en échec », a-t-il ajouté.

Une initiative d'Europe 1

UN NOUVEAU HIT-PARADE DES DISQUES

Europe 1 a conçu avec Canal Plus un hit-parade musical qui reflète au plus près, et pour la première fois en France, les ventes françaises de disques. Pour établir la fiabilité de ce baromètre (hebdomadaire pour les 45 tours, mensuel pour les 33 tours) il a été fait appel à deux instituts de sondages, IPSOS et NILSEN, qui ont sélectionné un échantillon de soixante points de vente représentatifs (FNAC, grandes surfaces, détaillants...) où les ventes sont systématiquement mesurées. Une commission technique comprenant notamment des représentants du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) contrôlera les résultats.

Ce hit-parade - « Top 50 » - fera l'objet d'une collaboration entre la radio (Europe 1), la télévision (Canal Plus et Antenne 2) et un hebdomadaire (*Télé 7 jours*), qui aura l'exclusivité de sa publication. Le programme sera diffusé le week-end : le samedi sur A2, le lendemain sur Europe 1 (9 h 15-12 h) et Canal Plus (17 h 45-19 h 15) puis au semaine sur Europe 1 (16 h-18 h) et Canal Plus (20 h 05-20 h 30). Les émissions seront animées par Marc Toesca et Yann Hegann, la première démarquant le 4 novembre prochain, jour de lancement de la quatrième chaîne.

BELOKAPI QUITTE LE GROUPE PARAFRANCE

Le groupe Parafrance vient de céder sa participation (50 %) dans le capital de Belokapi à la Compagnie financière du Scribe. Belokapi, société de production de dessins animés spécialisée dans les séries télévisées pour enfants (« L'île aux enfants », « Plume d'élan », « Chapi Chapo »), et présidée par M. Nicole Pichon, avait rejoint le groupe Parafrance en 1982. Au sein du groupe, Belokapi était plus particulièrement administré par M. André Harari, président de la Compagnie financière du Scribe, devenu aujourd'hui son nouvel actionnaire.

Selon M. Serge Sirizki, président de Parafrance, le divorce entre le groupe cinématographique et Belokapi ne serait que temporaire, Parafrance gardant une option sur le rachat de ses parts pendant trois ans. Ce désengagement semble, néanmoins, marquer un certain échec de la politique de diversification de Parafrance. La production de dessins animés suppose des investissements importants que le groupe cinématographique n'est pas en mesure aujourd'hui de fournir.

Par ailleurs, Radio-Monte-Carlo, un des principaux actionnaires de Parafrance, a récemment créé sa propre structure de production de dessins animés, France-Animation, concurrentielle de Belokapi.

INSTITUT

A LA SÉANCE PUBLIQUE ANNUELLE DES CINQ ACADEMIES

L'homme, objectif commun de toutes les disciplines

L'Institut de France, réuni comme chaque année sous la coupole, a manifesté une fois de plus, mardi 23 octobre, son interdisciplinarité en donnant tour à tour la parole aux délégués des cinq académies. Dans son discours inaugural, M. Jean Bernard, qui présidait la séance au titre de président de l'Académie des sciences, s'est élevé, à partir de recherches expérimentales sur le sang, à des considérations universelles utiles à la connaissance de l'homme. Comme ses confrères.

Le sang et la géographie. Le sang, M. Jean Bernard était particulièrement qualifié pour en parler. Pour indiquer les voies nouvelles et inattendues qui s'ouvrent aux chercheurs, il a ainsi appris à l'auditoire que « les caractères du sang d'un homme dépendent du lieu où cet homme vit et peut-être plus encore des lieux où ont vécu ses ancêtres ». « L'hématologie géographique, discipline neuve dont le concept a été formé en 1963, a pour motif l'examen de ces relations entre la géographie et le sang ».

Après avoir réglé son compte au « mythe du sang », c'est-à-dire de l'inégalité des sangs, que l'hématologie a définitivement ruiné, M. Jean Bernard a insisté sur le rôle du sang dans l'étude des migrations humaines : ainsi sa connaissance a-t-elle suivi, et confirmée, celle du langage, par l'étude du système HLA pour les Indo-Aryens et les Vikings, par l'étude des hémoglobines pour les Khmères. De même, les travaux de M. Jean Dausset à l'île de Pâques ont détruit l'hypothèse émise après l'aventure du *Koniki* : en vérité, après l'étude du sang des Pascuans, il apparaît que les migrations humaines dans le Pacifique se sont faites d'ouest en est.

Autre illustration des propos de l'orateur : en dépit de leur origine géographique commune, les Libanais présentent des caractères sanguins différents selon leur religion, sans doute à cause de l'endogamie de règle dans chaque communauté. Mais les exemples sont trop nombreux pour être tous cités. Enfin,

M. Jean Bernard développe quelques cas où le sang d'un seul homme a modifié le cours de l'histoire : la porphyrie héréditaire a frappé pendant quatre siècles la famille royale d'Angleterre, l'hémophilie a été transmise aux familles régnant en Espagne et en Russie. Pour cette dernière « l'hémophilie et Raspoutine ne sont pas responsables de la révolution russe. Mais comptent peut-être pour une part de son succès... ».

Les droits des animaux

C'est encore un scientifique, un biologiste, qui parle au nom de l'Académie française : M. Etienne Wolff défend la cause des animaux, de tous les animaux du monde. Il vient de succéder à Alfred Kastler à la présidence de la Ligue française des droits de l'animal (dont il lit les principaux articles de la Déclaration universelle), et dans le Comité de l'œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir.

« Les animaux, dit-il, ont par rapport à l'homme un grand désavantage : ils ne peuvent réclamer ni individuellement ni collectivement. Ils ne peuvent exprimer des revendications, des protestations. Ils sont toujours isolés, abandonnés à eux-mêmes. Ils sont toujours des victimes. Ils ne savent pas encore se syndiquer. Il faut bien que l'homme, quelques hommes comprennent soient leurs interprètes ».

Quels animaux doit-on défendre ? « Tous, si possible », répond l'orateur. Même les homards plongés vivants dans l'eau bouillante. Et ceux qui sont touchés de plus près : les vertébrés. Les mauvais traitements qui leur sont infligés peuvent être groupés en deux catégories : la mise à mort (et M. Wolff s'élève contre les courses de taureaux, la chasse à court), et les procédés d'élevage. Les animaux qui ont pour nous un intérêt alimentaire sont « soumis à la même loi du profit immédiat et sordide ». Ceux dont on force la croissance par tous les procédés possibles : immobilité, obscurité. Et les oiseaux gévres... ».

Mais les hommes, malades, handicapés, ceux qui meurent ou vont mourir de faim ? M. Wolff répond :

« Non pas les animaux ou les hommes, mais bien entendre ceux-ci et ceux-là... », répond M. Wolff, citant son confrère Théodore Monod.

De l'universalité de la langue française

De l'universalité de la langue française, c'est le titre d'un discours de Rivarol, que commente M. Paul Imba, délégué de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. A l'époque, en 1783, ce mot d'universalité n'avait rien de provocant. Synonyme de clarté (ce qui peut être discuté), notre langue, selon Rivarol, jouissait d'une primauté reconnue et avouée dans toute l'Europe : quoique « moins rigoureusement vraie pour l'Espagne et pour l'Italie ». Sans doute aussi Rivarol en usage à l'extérieur des pays francophones ne touchait que les couches supérieures de la société, et qu'en France même, il existait des parlers autres que celui du petit nombre appelé bonne compagnie... ».

Rivarol développe trop son argumentation pour ne pas laisser deviner l'inquiétude que lui inspirent le rayonnement de la puissance anglaise et l'extension de la langue anglaise au continent américain. De nos jours, il partagerait les critiques sévères formulées par M. Paul Imba, justifiées par la dégradation du français actuel, écrit et parlé, dégradation dont il cloie au pilori maints exemples fléchissants.

Histoire de l'art ou archéologie ?

Porte-parole de l'Académie des beaux-arts, M. Germain Bazin fait un curieux parallèle entre deux histoires d'art du dix-huitième siècle, l'une de vieille noblesse française, le comte de Caylus, l'autre, fils d'un savant prussien, Johann Joachim Winckelmann.

« Ils sont exemplaires de deux attitudes qui séparent l'école allemande de l'histoire de l'art et la française, la première tendant vers la théorie, l'autre se mêlant du dogmatisme, trouvant plus prudent un certain pragmatisme... ».

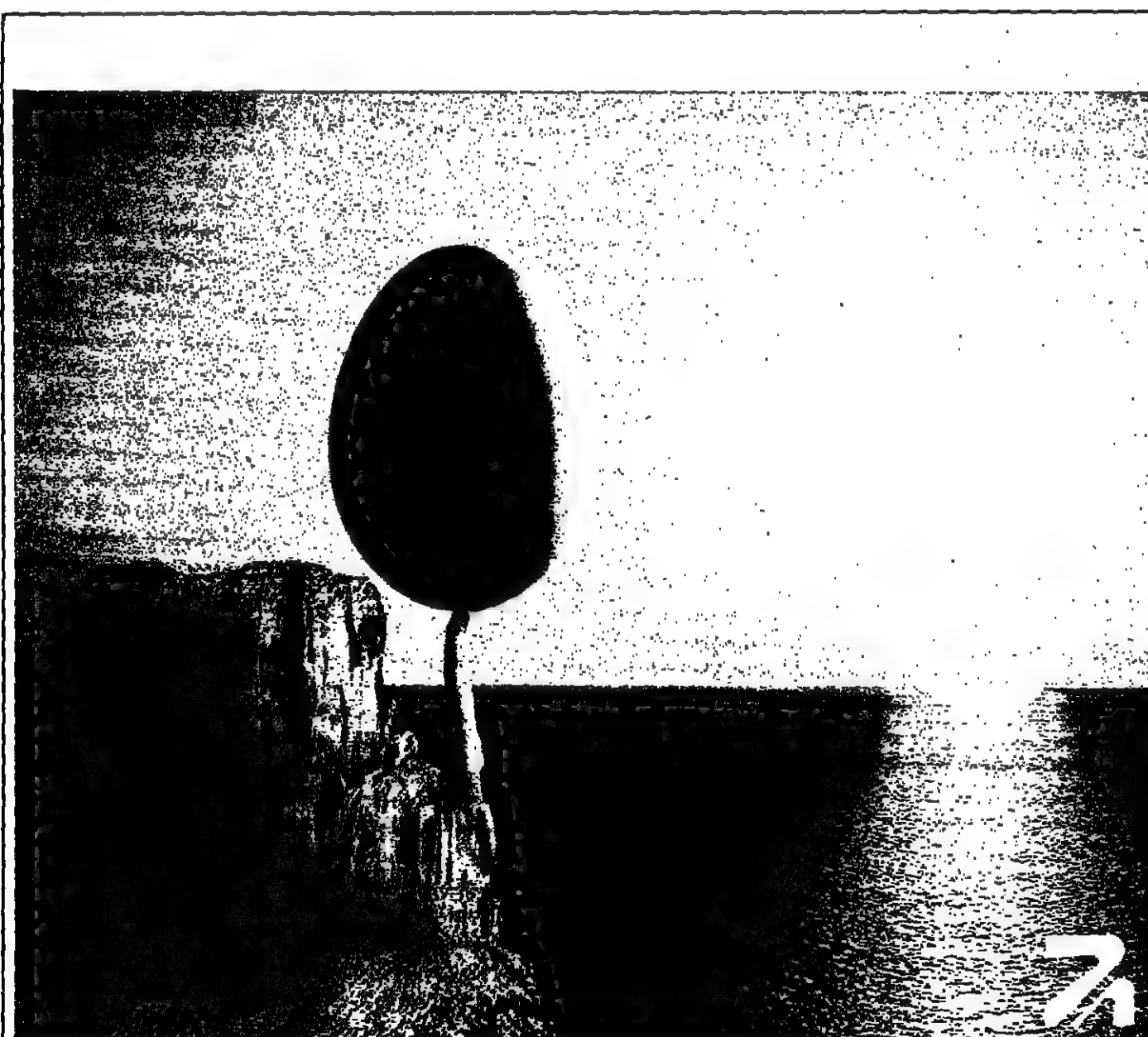
Dilettante studieux, Caylus a apprié tous les arts, ce qui ne l'a pas empêché d'aimer les femmes. Pas-

sionné d'archéologie, il a laissé les sept volumes in-quarto du *Recueil d'antiquités égyptiennes, étrusques, grecques et romaines*. Homme de terrain, il lui fallait le contact direct avec l'objet qu'on peut manipuler, et qu'il faisait examiner en laboratoire.

Winckelmann, lui, après des débuts longs et difficiles, avait eu, au musée de Dresde, la révélation de l'antique et, en 1755, ses *Reflexions sur l'imitation des artistes grecs dans la peinture et la sculpture* lui valent une notoriété européenne. A Rome, ayant gravi les échelons de la hiérarchie, il devient préfet des antiquités du Vatican. Il défend ardemment la supériorité de l'art grec sur le romain, et contribue ainsi au triomphe - passager du néo-classicisme, du style néo-grec.

Sciences et histoire

Enfin M. Roland Mousnier, délégué de l'Académie des sciences morales et politiques a cherché à réduire la vieille opposition de la science et de l'histoire. A la première, la tâche d'aboutir à l'universel, à la seconde, l'étude, le regroupement de faits qui ne se produisent qu'une fois. Vaire. L'analyse serrée d'un cas singulier, en l'occurrence la personne de Richelieu, révèle que la réalité n'est pas aussi « simple ». La masse de documents qui le concernent sera répertoriée. « Et de la répétition par catégories de ces traces singulières nous allons insérer des catégories d'actes récurrents au fil des jours (...) et de ces catégories dégager un concept (...) général par rapport à une suite d'actes répétitifs par catégories ». On procède de même pour l'étude des groupes sociaux. Or, « chacun de ces groupes fonctionne selon un certain mode. Chacun des hiérarchies qui le composent peut fonctionner plusieurs siècles, voire un millénaire et plus... » Et de conclure : « Aussi bien, nous pouvons concevoir la possibilité des mêmes opérations par les phénomènes de répétition pour les différents systèmes de civilisations, c'est-à-dire pour les différents systèmes de valeurs et pour les différents types de sociétés globales qu'ils engendrent. N'y a-t-il pas un bel avenir pour l'étude des phénomènes de répétition en histoire ? ».



Le Défi des Idées.

CRÉER LA PLUS LÉGÈRE DES BLONDES AVEC 0,9 MG DE GOUDRON ET 0,09 MG DE NICOTINE SOIT 10 FOIS MOINS QU'UNE LÉGÈRE COURANTE, C'EST DEVANCER LES DÉFIS DU MARCHÉ. ■ S'ÉQUIPER D'UN MATÉRIEL PRODUISANT 7 200 CIGARETTES À LA MINUTE, EN CONTRÔLANT MILLIMÈTRE PAR MILLIMÈTRE LA QUALITÉ DE CHACUNE, C'EST RELEVÉ LES DÉFIS DE LA TECHNOLOGIE. ■ FAIRE EN 15 JOURS ET SUR 10 CM² DE JEUNES POUSSÉS DE TABAC, DES OBSERVATIONS AGRONOMIQUES QUI DEMANDAIENT AUPARAVANT UN AN DE CULTURE SUR UN HECTARE, C'EST RÉPONDRE AUX DÉFIS DU PROGRÈS. ■ L'ESPRIT DE LA SEITA, C'EST FAIRE FACE AUX DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE.

Seita.
L'esprit d'entreprise.

هكذا من الشغل

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. **CROCE-SPINELLI** et M^{me} **Caroline Gammard**, Astrid, ont la joie d'annoncer la naissance de **Charles**. Paris, le 13 octobre 1984.

Agathe et Jacques **VIDAL-NAQUET** et leurs parents, Suzanne et Jean Christophel, Geneviève et Pierre Vidal-Naquet ont le plaisir de faire part de la naissance de **Fabien**, le 18 octobre 1984. 52, rue des Archives, 75004 Paris.

Nantes. Pirac. M^{me} **Arlette Bassecoulard**, ses époux, Ses enfants et petits-enfants ont le plaisir de faire part de la naissance de **M. François-Xavier Bassecoulard**, inspecteur honoraire de l'éducation nationale.

Selon ses vœux, son incinération a eu lieu le lundi 22 octobre 1984, dans l'intimité familiale.

M^{me} **Bassecoulard**, 31, avenue Edith-Cavel, 83400 Hyères. M. et M^{me} **Bassecoulard**, 75, rue de Chevannes, 28300 Lèves. M. et M^{me} **Zitt**, 13, rue Emile-Cosé, 44000 Nantes.

Estagel, Aix-en-Provence. Bida. M. **Jacques-Maurice Lengrand**, M^{me} **Benedicte et Sophie Lengrand**, M^{me} **Marie-Rose Doussat**, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **Odette BLANC-DOUSSAT**, survenue le 13 octobre 1984.

La cérémonie religieuse puis l'inhumation se sont déroulées à Estagel et à Maury (Pyrénées-Orientales).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mas de la Rotonde, Les Granettes, 13090 Aix-en-Provence.

Décès

M. **Jean Coutaur** fait part du décès de **Gaëtan COATANER**, son épouse. Les obsèques ont eu lieu à Montreuil, suivies de l'inhumation au cimetière de Corbail-Coubert. 17, rue des Galons, 92190 Moudon.

Le docteur **Alain Giabacani**, ses enfants, M^{me} **veuve Albert Giabacani**, M^{me} **veuve Jean Defradas**, M. le professeur et M^{me} **Robert Camain**, ses beaux-frères et belles-sœurs, M. et M^{me} **François Galmes** et leurs enfants, M. et M^{me} **Norbert Lemaire** et leurs enfants, M. et M^{me} **Nicolas Grimal** et leurs enfants, M. et M^{me} **Marc Defradas** et leurs enfants, M^{me} **Nadine Camain Bonillet** et ses enfants, M^{me} **Marie-France Camain** et **Bruno Delabaye**, ses neveux et nièces, Les familles **Pozzi, Rosem**, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part de la disparition brutale de

docteur **Jacques GIABACANI TEYSSEYRE**, le 22 octobre 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu à 10 h 30, le vendredi 26 octobre, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, suivie de l'inhumation, à 12 heures, au Père-Lachaise et de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part. 1, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris. T. 257-44-44. « Scatopie » Lahosse 64990 Saint-Pierre-d'Irady.

Ses amis Et la Cinéma-thèque française ont la douleur de faire part du décès de

Pierre KAST.

L'inhumation aura lieu le vendredi 26 octobre 1984, à 11 h 30, au cimetière de La Villette, 46, rue Hautpoul, Paris-19^e.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de cartes une des bandes pour justifier de cette qualité.

Services religieux

L'association Les ailes brisées vous prie d'assister au service religieux qu'elle fera célébrer le samedi 27 octobre 1984, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, à la mémoire des membres du personnel navigant de l'aéronautique civile et militaire et des parachutistes tombés en service aérien.

Pour le premier anniversaire de la mort de **Stanislas FUMET**, une messe sera célébrée le jeudi 25 octobre, à 19 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1^{er}.

LE PRIX TOCQUEVILLE A KARL POPPER

Le quatrième Prix Tocqueville, d'un montant de 60000 F, a été décerné, mardi 23 octobre, à l'Institut, au philosophe britannique Sir Karl Popper, né à Vienne en 1902. Spécialiste de la logique, il est l'auteur de *Misère de la logique*, *La Logique de la découverte scientifique*, *La Connaissance objective*, *La Société ouverte et ses ennemis*, *L'Univers irrésolu* (dont la traduction française vient de paraître chez Hermann). Il a publié chez Calmann-Lévy une autobiographie sous le titre *La Quête inachevée*.

Le jury regroupait MM. Alain Peyrefitte, de l'Académie française, François Goguel, Georges Balandier, Raymond Boudon, Michel Crozier, Olivier Crevin, et trois universitaires américains : Stanley Hoffman, Laurence Wylie et Jesse Pines, directeur de la *Tocqueville Review*.

REMERCIEMENTS

Tous les descendants, parents et alliés de

M^{me} **Camille DUSSAUD**, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été manifestées lors de ses obsèques, remercient très sincèrement tous ceux qui ont pris part à leur peine.

Anniversaires

Il y a quarante ans, le 25 octobre 1944,

Hélène BOULLOCHE, née Chaperon, mourut à Ravensbrück.

Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée, en y associant le souvenir de son mari

Jacques et de son fils **Robert BOULLOCHE**, mort en déportation quelques mois plus tard, ainsi que celui de son fils **André**, également déporté-résistant, décédé accidentellement, le 16 mars 1978.

La Librairie « Bibliothèque des Arts »

vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du tome V du catalogue raisonné de l'œuvre gravé de

Mario Avati par Roger Passeron

le jeudi 25 octobre 1984, de 17 à 19 h, l'auteur et l'artiste signeront leur livre. Mario Avati dédicacera ses gravures et ses planches.

3, rue Cornu, 75006 Paris. Tél. : 01-46-46-46.

Services religieux

Les religieuses de Saint-Joseph de Bouy, M. et M^{me} **Bouvier**, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès de **Dien**, le 21 octobre, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 26 octobre, à 10 heures, au cimetière de Montparnasse.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

191, rue de l'Université, 75007 Paris. 67, boulevard Erlmann, 75016 Paris.

Le président d'honneur de l'Association des Amis de la Société Anonyme-France.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 octobre 1984, à 10 heures, au cimetière de Montparnasse. Rémunération principale.

15, rue Gustave-Corbet, Paris-16^e.

AIR FRANCE

informe sa clientèle qu'en raison des mouvements de grève annoncés pour le jeudi 25 octobre 1984 qui affecteront notamment le contrôle de la navigation aérienne son programme de vols risque de subir des perturbations au cours de cette journée, particulièrement entre 9 h et 17 h.

Pour toute information concernant les vols du jeudi 25 octobre 1984, Air France conseille à sa clientèle de prendre la précaution d'appeler le service des réservations de la région de son domicile. Pour Paris et la région parisienne le :

535-61-61

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
HOTEL PARTICULIER
Duclos, bureau, état exceptionnel. Px 1 500 000 F.
MATIMO 272-55-25.

4^e arrdt
COEUR MARAIS
Dernier HOTEL PARTICULIER
RENOUVER. Px 2 500 000 F.
MATIMO 272-55-25.

5^e arrdt
VAL DE GRACE
P. de t. studio, 25 m², état
certain 162 000 F. 257-67-16

7^e arrdt
BAC/SAINT-GERMAIN
Magn. 3 p., 3 br., 250 m²,
3 serv. DORREYAT 824-55-33.

8^e arrdt
Dans un bel imm. p. de t.
50 m², 2 br., 2 ch., 2 s.
Visitez mercredi 14/17 h.
34, r. de Lille, près St-Lazare.

9^e arrdt
P. TRUDAINE studio confort
St. force, asc., grand balcon.
Px 180 000 F. T. 285-00-58.

10^e arrdt
RUE D'ALSACE Sur t. asc. 40 m² : 250 000 F.
51 m² : 395 000 F.
80 m² : 500 000 F.
MATIMO - 272-33-25.

11^e arrdt
Imm. récent de standing
2 p. 50 m² 540 000 F.
Rental, tout parking.
MATIMO - 272-33-25.

13^e arrdt
LOFT
Tél. : 329-58-85.

14^e arrdt
Eduard-Guérin 210 m² div. div.
TERRASSES CALME
Vue jolies, ét. 4, 702-32-44.

16^e arrdt
DUPLIX 100 m² profession
libérale, asc., 2 br., 2 ch.,
cuisine aménagée, 20 m²
soignées. Neuf moins de
12 000 F le m². 804-71-47.

17^e arrdt
TROCADÈRE CHARMANT 3 p.,
2 ch., 2 br., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
SAINT-PIERRE 553-11-58.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

17^e arrdt
BOULEVARD SAINT-GERMAIN 84
m², 2 br., 2 ch., 2 s., 20 m²
cuisine, 1 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

BOULOGNE PRÈS DU MÉTRO
RHIN-ET-DANIEL
Living double + 1 chambre +
cuisine, 90 m², 100 000 F.
COTTE 763-62-74.

« La mairie de 1884 à demain »

Le plus beau des mandats, le plus utile

Il y a un siècle, la loi du 5 avril 1884 fixait les grandes lignes de l'organisation municipale. Le cadre institutionnel qu'elle a défini subsiste toujours, même si la loi de décentralisation a sensiblement accru les pouvoirs et les responsabilités des élus locaux.

L'Association des maires de France, pour célébrer ce centenaire, a organisé, à l'occasion de son 67^e congrès national, qui a lieu à l'Hôtel de Ville de Paris du 24 au 26 octobre et réunit plus de 3 000 maires, une manifestation exceptionnelle : « La mairie de 1884 à demain » (1).

Cette manifestation, à laquelle participe la Caisse des dépôts et consignations ainsi que la Caisse d'équipement des collectivités locales, se déroulera du 25 au 29 octobre, au Palais des Congrès de la porte Maillot à Paris. Elle comportera des expositions, des « tables rondes », des démonstrations d'expériences municipales, etc. Les samedi 27, dimanche 28 et lundi 29, elle sera ouverte au public.

(1) Renseignements : 41, quai d'Orsay, 75007 Paris. Tél. : 551-66-46.

Tous, ils le sont, l'ont été ou veulent l'être. Pour un homme politique quel qu'il soit, maire de sa ville est le plus beau des mandats. Tous le clament haut et fort : s'il fallait choisir entre le conseil général et la mairie, c'est la mairie qui l'emporterait ; s'il fallait choisir entre le conseil régional et la mairie ; c'est encore la mairie qui gagnerait ; entre le Palais-Bourbon ou le palais du Luxembourg et la mairie, le choix serait plus délicat. Pas tellement à cause de l'intérêt du travail de député ou de sénateur comparé à celui de premier magistrat de sa cité, mais parce que pour bien faire celui-là il faut une solide assise sociale.

Pour échapper à cette obligation, il faut attaquer le cursus politique par le sommet : Georges Pompidou ou M. Raymond Barre n'ont jamais jugé utile d'être maire. Mais c'est de sa mairie de Chamalières que M. Valéry Giscard d'Estaing annonce sa candidature à la présidence de la République en 1974 ; c'est dans sa ville de Château-Chinon que M. François Mitterrand était le 10 mai 1981. M. Jacques Chaban-Delmas n'a jamais abandonné l'hôtel de ville de Bordeaux. Et chacun connaît le formidable atout — financier, international, de prestige — que représente pour M. Jacques Chirac son titre de maire de Paris.

Utile pour les « grands », c'est indispensable pour les « petits ». Combien de députés de la vague rose de 1981 avaient commencé à se faire apprécier de leurs concitoyens en gérant leur cité : M. Jean-Pierre Le Coadic était maire de Taveray (Val-d'Oise), il prit la circonscription à un RPR ; M. François Gaspard gagna d'abord la mairie de Dreux avant de devenir député de la deuxième circonscription de l'Eure ; M. André Laignel, né à Paris, pour s'implanter dans l'Indre devint d'abord conseiller général et maire d'Issoudun avant d'entrer à l'Assemblée nationale... Ceux qui ont su conserver leur mairie en mars 1983, ou la conquérir, comme M. Yves Taverrier à Dourdan, dans l'Essonne, savent qu'ils ont plus de chances que beaucoup de leurs amis de conserver leur place au Palais-Bourbon en 1986.

L'opposition n'a pas fait un autre calcul : pour reprendre le pouvoir d'Etat, elle a compris qu'il lui fallait conquérir le droit de gérer les communes. M. Michel Giraud a symbolisé cette stratégie : responsable d'une chorale dans sa ville du Perreux, il conquit la mairie en 1971 grâce à ses appuis dans le mouvement associatif. Aujourd'hui, il est sénateur RPR, président du

conseil régional d'Ile-de-France, président de l'Association des maires de France. Il est un des hommes qui comptent — encore discrètement — dans l'opposition.

D'autres s'efforcent de suivre ce chemin. M. François Froment-Meurice, un des hommes-clefs du CDS et des « réseaux Barre » est adjoint au maire de Montmorency (Val-d'Oise), avant de tenter de reprendre la circonscription au député socialiste. Si M. Alain Carignon (RPR) a pris la ville de Grenoble, c'est bien entendu avec un objectif législatif : même chose pour M. Jean-Pierre Roux (RPR) en Avignon, qui espère bien reprendre le mandat de député qu'il a déjà détenu. La prise de la mairie de Levallois-Perret par M. Patrick Balkany (RPR) n'est qu'un épisode de sa lutte contre le député communiste, M. Parfait Jans. Et Mme Florence d'Harcourt (app. UDF) sait que, en ayant laissé M. Nicolas Sarkozy (RPR) prendre la mairie de Neuilly — sa ville — elle a hypothéqué ses chances de conserver son siège de député.

Etre maire pour un homme politique n'apporte pas seulement des avantages matériels. C'est d'abord — et avant tout — le plaisir de se « collecter » au concret. Pour quelle autre raison un homme comme M. Jean-Claude Gaudin continuait à regretter de n'avoir pas gagné la mairie de Marseille, alors même qu'il sait que cela l'aurait empêché de continuer à jouer le rôle de premier plan qu'il tient à l'UDF ?

Députés et sénateurs souffrent d'être loin des réalités : ils votent des lois, mais n'en voient que peu les conséquences pratiques : ils surveillent l'action gouvernementale, mais le régime de la V^e République ne leur permet que de peser sur des détails.

Les grandes décisions ne sont plus du ressort du législatif mais de l'exécutif. Ils n'ont même plus le pouvoir réel — qui fit la joie de leurs ancêtres — de renverser le gouvernement ! Ambitionnent-ils de devenir ministre, ils savent que s'ils y parviennent, ils n'auront à peine plus que les apparences du pouvoir : le poids de l'administration est souvent plus fort que le leur ; de toute façon, les grands arbitrages relèvent du premier ministre ou du président de la République.

Le goût du concret

Ce mandat de maire, tant recherché, ne sert pas seulement à asseoir son assise locale. Il permet aussi d'accroître ses moyens d'action et de travail. Contrairement à une idée trop répandue, les hommes politiques ne sont pas très payés. Certes, l'Assemblée nationale et le Sénat leur procurent maintenant assistant et secrétaire, mais c'est encore insuffisant pour faire face à leurs multiples tâches. Leur secrétariat de maire est un appui bien utile, pour ne pas dire indispensable.

Dans l'autre sens, les maires ne touchent qu'une indemnité qui ne leur permet pas de se consacrer à temps plein à leurs tâches, alors même que gérer une ville d'une certaine importance ne laisse que peu de temps libre. Un mandat de député ou de sénateur leur permet de toucher une indemnité. Les intérêts bien compris de l'élite locale et de l'élite nationale se rejoignent. Tant qu'il ne sera pas mis fin à cela, il est inutile de vouloir limiter le cumul des mandats.

Un maire, en revanche, est son propre patron : à lui de décider, de trancher, de choisir. Faut-il étendre le secteur piétonnier ? Et si oui comment ? Déterminer le pari architectural, c'est finalement à lui que cela reviendra. Prévoir un nouveau quartier, la décision est lourde d'incertitudes pour l'avenir ; fixer l'emplacement de la nouvelle école, imposer l'architecture... toujours le maire. Mais il aura la joie de l'inauguration et de recevoir félicitations ou critiques de ses concitoyens croisés au coin d'une rue. Un maire façonne sa ville. Quel ministre peut en dire autant de son administration ?

Et puis, être maire, c'est aussi diriger les employés municipaux. Etre presque un chef d'entreprise... En voulant gérer leur cité, les hommes politiques prouvent qu'ils sont — contrairement aux reproches qui leurs sont facilement faits — proches des réalités.

THIERRY BRÉHIER.

LA CAISSE D'EPARGNE ECUREUIL ET LES ELUS LOCAUX.

En associant directement les élus à leurs Conseils d'Orientation et de Surveillance, la Caisse d'Epargne Ecureuil s'organise pour mieux servir le développement local.

LES ELUS LOCAUX SIEGENT DANS LES CONSEILS D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE.

A l'heure où les Caisses d'Epargne se réorganisent, parce qu'elles sont les partenaires traditionnels des collectivités locales, il leur a paru naturel d'associer directement les élus locaux à leur développement.

Dans chaque Caisse d'Epargne est mis en place un Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS). La création des COS dote les Caisses d'Epargne d'un mode de gestion nouveau. Le COS a la responsabilité de définir les grandes orientations, d'en contrôler l'application et de nommer le directeur, tandis que celui-ci composé de professionnels administre la Caisse d'Epargne.

Au sein du COS sont représentés tous ceux qui sont directement concernés par le développement de l'institution : clients, salariés, élus locaux.

TOUS LES MAIRES PARTICIPENT A LA DESIGNATION DE LEURS REPRESENTANTS.

Les représentants des élus locaux sont désignés par tous les Maires des communes situées dans le ressort géographique de la Caisse concernée à partir de listes de candidats, Conseillers Municipaux ou Conseillers Généraux. Pour le vote, chaque Maire dispose d'un nombre de voix proportionnel à la population de sa commune (1 vote pour 200 habitants).

La présence d'élus locaux au sein des COS, en instaurant le dialogue, la participation et la transparence de la gestion, permet aux Caisses d'Epargne

de développer encore leur action auprès des instances locales et régionales, en étant davantage à l'écoute de leurs besoins.

AVEC LES SOREFI, DECIDER ET FINANCER SUR PLACE UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL.

Dans le cadre de sa réorganisation, le Réseau Ecureuil se dote d'une structure régionale décentralisée. La mise en place de 22 Sociétés Régionales de Financement (SOREFI) permet de franchir cette étape. Créées pour être l'interlocuteur des Régions, les SOREFI ont pour vocation de financer leurs projets d'équipement et leurs initiatives économiques grâce aux fonds collectés sur place.

Cette décentralisation financière marquée a pour objectif de dynamiser l'économie régionale et de développer l'emploi. Elle témoigne de la volonté d'œuvrer en faveur d'une authentique politique de développement décidée avec les instances régionales.

UTILISATION DE L'ARGENT.

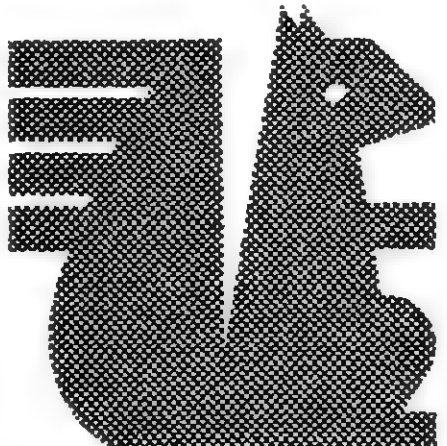
Profondément enracinées dans leur environnement local et régional, les Caisses d'Epargne et de Prévoyance entretiennent de longue date des relations privilégiées avec les collectivités locales dont elles financent, seules ou en collaboration avec la Caisse des Dépôts, les projets d'équipement.

La contribution financière propre de l'Ecureuil s'est considérablement développée depuis le vote de la loi Minjoz en 1951 qui permet aux Caisses d'Epargne d'accorder directement aux instances locales des prêts à taux avantageux.

En effet, l'Ecureuil est prêteur. Les fonds recueillis sur les différents produits Caisse d'Epargne Ecureuil, sont destinés à financer, d'une part les prêts aux collectivités locales, et d'autre part, les prêts aux particuliers.

Les fonds du Livret A sont déposés à la Caisse des Dépôts et pour une part utilisés par elle, en prêts directs aux collectivités locales et sous forme d'interventions sur les marchés financiers. monétaire et hypothécaire, l'autre partie est prêtée à l'initiative des Caisses d'Epargne elles-mêmes sous forme de prêts aux collectivités locales, aux organismes d'HLM, aux chambres de commerce, etc.

Avec 34 milliards de francs de prêts en 83, dont 17 milliards consentis directement, la Caisse d'Epargne Ecureuil, associée à la Caisse des Dépôts, s'affirme comme un bailleur de fonds et un partenaire indispensable pour les collectivités locales.



Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance
5, rue Masseran 75007 PARIS
tél. : 567.55.27.

Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ?

Etablie après les élections municipales de mars 1983, une statistique portant sur la composition socio-professionnelle de 36 450 maires de France (1) montre la place prépondérante de la catégorie « agriculteurs et marins ». Avec 13 319 maires, cette catégorie représente 36,54 % des « patrons » des communes.

Les retraités et pensionnés civils et militaires — deuxièmes en importance — sont au nombre de 6 288 soit 17,25 %. Viennent ensuite les salariés du secteur privé (5 005 soit 13,73 %), les chefs d'entreprise (4 270 soit 11,71 %), les enseignants (2 799 soit 7,67 %), les professions libérales (1 981 soit 5,43 %), les fonctionnaires (1 919 soit 5,24 %) et les divers (1 090 soit 2,99 %).

La structure par âge révèle la place importante des maires

nés entre 1924 et 1933 : ils sont 13 032 (soit 35,75 %). Cette catégorie est suivie de celle d'une tranche d'âge plus âgée : 8 865 maires (soit 24,32 %) sont nés entre 1914 et 1923. Plus jeunes, 7 902 maires (21,67 %) sont nés entre 1934 et 1943, 4 132 (11,33 %) entre 1944 et 1953, 301 (soit 0,82 %) entre 1954 et 1962. Les doyens nés avant 1903 sont au nombre de 72 (0,19 %) tandis que ceux nés entre 1903 et 1913 représentent 5,88 % du total avec 2 145 maires.

Quant au nombre de femmes exerçant des responsabilités à la tête de conseils municipaux, il est excessivement faible : 1 451 sur 36 450, soit... moins de 4 %.

(1) Ces chiffres proviennent de l'Association des maires de France.

LES FOURRURES MALAT
FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE
PELISSES. Grand choix de manteaux et vestes à des prix très étudiés pour leur qualité et le fini du travail. Spécialiste sur mesure. Grande taille. Réparations, transformations. Possibilité crédit. Service après-vente. Tél. : 878-60-67.
Ouvert du lundi au samedi sans interruption.
47, rue La Fayette, 75009 Paris - M^o La Pélerine

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 347.21.32

CES COMMUNES QUI PARIENT SUR L'INFORMATIQUE

METZ :

des expériences tous azimuts

Réserver un court de tennis ou payer sa place pour une représentation au théâtre municipal sans quitter son domicile. Un premier pas vers la réalisation courante de telles opérations sera franchi en novembre 1984 à Metz. Le lancement dans moins d'un mois du centre serveur de la municipalité, baptisé MIRABEL (Metz Informations Renseignements Animation par banque de données électronique locale), va permettre de consulter chez soi, gratuitement, grâce à un Minitel (annuaire électronique), un ensemble de services allant du programme de la vie culturelle aux actions sociales, en passant par les horaires et les circuits des transports en commun.

La ville de Metz s'intéresse depuis plusieurs années aux technologies nouvelles de communication. Une nouvelle expérience va être tentée le samedi 27 octobre. Antenne 2, radio, en effet, à cette date une émission télévisée en circuit fermé. Cette opération de vidéo-communication appelée Télécommunes 84 reliera une douzaine de villes françaises, dont Metz, grâce au satellite Télécom 1. Les huit mille abonnés du réseau de distribution couplé de Metz, le plus important de France, pourront recevoir cette émission. La diffusion, sur un tel réseau, d'un programme relayé par un satellite de télécommunications sera une première nationale.

« De nouveaux moyens de communications existent, rappelle M^{me} Jacqueline Muzio, secrétaire générale adjointe de la mairie (deux mille salariés) nous les utilisons pour apporter un meilleur service aux administrés et rationaliser notre fonctionnement interne. »

La mise en œuvre d'applications informatiques, télématiques, bureautiques, intéresse non seulement les entreprises de ces secteurs d'activités mais est également de nature à les attirer à venir à installer à Metz. Le mouvement est déjà amorcé. Apple, Télématique, Bull-Transac, Hewlett-Packard et Thomson-Answere ont déjà opté pour s'implanter sur la technopole de Metz-Queuleu où des laboratoires universitaires de recherches doivent être construits ainsi qu'une antenne de l'Ecole supérieure d'électricité devant ouvrir ses portes à la rentrée de 1985.

En choisissant d'être un champ d'application et d'expérimentation des nouvelles techniques de communication, la mairie de Metz entend ne négliger aucun de ces atouts en cette période de grande transformation industrielle. Ainsi, la diffusion, à compter de cet automne, en Lor-

raine, de l'annuaire électronique, lui a fourni la possibilité d'ouvrir son centre serveur au public. Six personnes travaillent actuellement au développement des services qui seront proposés dès le mois de novembre. Outre une série de renseignements généraux, des informations spécialisées liées notamment au développement des nouvelles technologies seront également accessibles. Cette politique visant à améliorer les relations avec les administrés en contribuant à une plus grande qualité de l'information dirigée vers le public, a déjà prévu lors de la création dans huit mairies de quartier du service d'aide aux demandeurs d'emploi.

Parallèlement, le développement de l'informatisation des services municipaux continue (110,4 millions de francs en 1985 soit 2,4 % du budget) et permet leur « décloisonnement » selon M^{me} Marie-Madeleine Martin, responsable du serveur MIRABEL.

Réseau câblé

Les projets à terme de la ville de Metz sont ambitieux. Ils se fondent, par exemple, sur la possibilité de relier à un Minitel un lecteur de cartes à mémoire. « Ces performances devraient en faire un outil privilégié pour l'accès au nouveau réseau télématique et à la télévision à péage », estime M. Jean-Marie Rausch, sénateur et maire de Metz. Parmi les applications envisageables, plusieurs commencent à être étudiées : réservation et paiement à domicile de places au théâtre municipal à partir d'un plan apparaissant sur l'écran du Minitel, accès à des cassettes de films à partir d'un Minitel, couplé à un décodeur, relié à son téléviseur branché sur le réseau câblé de la ville.

Ces actions s'inscrivent dans une démarche que la municipalité veut « globale » affirme M^{me} Muzio. C'est la raison pour laquelle le plan mis en chantier depuis plusieurs années intègre non seulement l'informatique mais aussi la bureautique, la télématique, le développement du réseau câblé et une radio municipale.

En juillet 1984, M. Jean-Marie Rausch a étendu cette palette en signant une convention avec M. Bernard Schreiner, président de la commission interministérielle pour le développement des services de communication audiovisuelle diffusée par câble, devant étudier la possibilité d'émettre sur le réseau messin de nouveaux programmes.

JEAN-LOUIS THYS.

SAINT-EGRÈVE : la console du trésorier

Avec son ordinateur, ses deux imprimantes et ses écrans de visualisation installés dans chaque service, la commune de Saint-Egrève, dans l'Isère, fait figure de laboratoire pour les petites villes qui désirent introduire dans leur gestion quotidienne l'informatique. Située dans la banlieue grenobloise, Saint-Egrève - quinze mille habitants - est sans doute la commune de France de moins de vingt mille habitants la mieux équipée dans ce domaine.

Introduite depuis trois ans par paliers successifs, l'informatique gagne progressivement tous les services, assurant une meilleure qualité de travail, une rationalisation effective de la gestion de la commune et une amélioration du service rendu au public.

Saint-Egrève, qui avait envisagé de s'associer avec les communes voisines - une dizaine - afin d'utiliser au mieux un équipement informatique sophistiqué et puissant, a préféré, en 1982, disposer d'un matériel autonome permettant, au sein de ses propres services municipaux, une utilisation maximale de ses capacités.

Les quatre premiers services, à avoir été informatisés furent la comptabilité, la paye, les élections et les eaux. « Nous ne voulons pas que ce soient les services qui s'organisent en fonction de l'informatique, mais que celle-ci s'adapte à eux, qu'il y ait une interaction entre l'organisation et l'informatique, sachant que ce qui devait primer est l'organisation », explique le maire de Saint-Egrève, M. Jean-François Delahais.

L'introduction de l'informatique se fit ainsi « en douceur » dans les services et, aujourd'hui, ce procédé

moderne de gestion s'étend à beaucoup d'autres activités de la commune, comme les attributions de logements lors des grandes opérations d'urbanisme, ou la gestion du fichier des demandes et des offres d'emplois. Utilisant des programmes informatiques « sur mesure », Saint-Egrève tente ainsi de mieux coller à la réalité de la vie communale.

La commune tente aujourd'hui d'aller encore plus loin dans l'utilisation de l'informatique. La ville gère un budget annuel de 90 millions de francs. Aussi, depuis six mois, un programme informatique de trésorerie donne désormais des prévisions pour les douze mois à venir et permet de réactualiser chaque mois les dépenses et les recettes de la commune. « Ce programme mérite d'être encore affiné, en particulier avec la mise en place prochaine d'un logiciel de gestion de programmes d'investissements : une liaison entre ce dernier et le logiciel de trésorerie permettrait de réduire encore le nombre de mouvements à passer chaque mois », indique M. Delahais.

L'informatique aura enfin permis à Saint-Egrève une déconcentration des responsabilités sur les chefs de service qui procèdent désormais eux-mêmes aux engagements de dépenses de fonctionnement sur leurs consoles d'ordinateurs.

A Saint-Egrève, l'informatique, « ça marche », affirment les élus, qui ont ainsi démontré qu'une petite commune pouvait utiliser rationnellement un ordinateur de forte capacité et améliorer très sensiblement les conditions de travail de ses trois cents employés municipaux de même que les services rendus à la population.

C. F.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

CHAMBERY : dialogue sur vidéotex

L'installation dans la région Rhône-Alpes de Minitel qui remplacera dans les foyers les annuaires téléphoniques a suscité, à Chambéry, le lancement d'une expérience originale d'information par vidéotex. La ville, qui souhaite améliorer ses moyens de communication et de dialogue avec ses administrés, entend utiliser au mieux les capacités offertes par ce système.

Donner une information rapide et pratique sur la vie municipale, guider, grâce à un écran de télévision, les Chambériens à travers les dédales de l'administration de leur ville, mais surtout leur apporter à domicile un grand nombre d'informations sur la vie de leur cité, tels étaient les objectifs initiaux des promoteurs de cette opération.

Le résultat est déjà palpable puisque une vingtaine de Minitel sont actuellement en service dans les lieux publics de Chambéry et que trois mille pages-écran peuvent être consultées, réparties sous les rubriques « Chambéry aujourd'hui », qui rassemblent les informations sur le fonctionnement de la commune et aussi sur la vie associative ainsi que le calendrier des manifestations prévues à moyen et court terme ; « Chambéry historique », tournée vers le passé de la cité savoyarde ; « Renseignements utiles », qui fournit notamment les horaires et le prix des voyages SNCF et qui s'articule au fil des mois d'une multitude d'informations pratiques de toute nature. Elles seront en permanence mises à jour.

« Mais la véritable originalité réside dans l'interactivité du système », explique le maire de Chambéry, M. Pierre Dumas. « Le public peut enrichir notre banque de données, apporter des corrections, poser des questions, faire des observations ou encore transmettre des messages aux élus qui pourront ensuite leur répondre, toujours par l'intermédiaire de leur Minitel. »

Ce dialogue avec les élus et l'administration municipale, les Chambériens l'entretiennent depuis déjà deux ans par l'intermédiaire du « téléphone vert ». Depuis 1983, la population peut téléphoner gratuite-

ment à la mairie et exprimer ses griefs ou sa satisfaction, interroger des élus qui lui répondront par écrit dans les jours suivants. « Nous nous attendions à beaucoup d'insatisfactions sur les messages enregistrés », observe M. Dumas, mais nous n'avons eu que quelques forces. Le dialogue par l'intermédiaire du Minitel remplacera le contact téléphonique et l'enrichira d'une multitude d'informations susceptibles d'être obtenues instantanément. »

Le système Crystel conçu à Chambéry intéresse déjà de nombreuses villes moyennes car, compte tenu de la simplicité des programmes imaginés en Savoie et du coût de l'opération relativement

modeste (150 000 F), il est facilement adaptable par les seules équipes municipales de l'information locale et ne nécessite pas l'intervention de spécialistes en informatique.

L'utilisation par Crystel du centre vidéotex IBM de Marne-la-Vallée dans la région parisienne ne coûte, selon le maire de Chambéry, que 150 F par heure. Il y a donc un investissement à la portée des communes de plus de dix mille habitants qui souhaitent disposer d'un système moderne et commode de communication avec leurs administrés.

Plus ambitieux que le système Claire (Catalogue local, informations, renseignements électroniques) installé à Grenoble en février 1983,

qui mettait pourtant douze mille pages-écran à la disposition des Grenobleis mais qui n'était pas interactif (1), Crystel devrait avoir de beaux jours devant lui. « Claire était probablement trop en avance sur son temps », souligne le maire de Chambéry.

CLAUDE FRANÇON.

(1) En décembre 1983, le conseil municipal a décidé de mettre CLAIRE en sommeil, compte tenu de sa lourdeur de son coût - 3 millions de francs par an - et du peu d'intérêt rencontré par ce système auprès du public qui pouvait, comme à Chambéry, consulter les pages-écran dans les principaux lieux publics de la ville.

SAINT-BRIEUC : messagerie électronique

Des gérants champêtres qui ne portent plus de pès que pour la forme : un facteur électronique qui sonne deux fois par jour.

A Saint-Brieuc, dans les Côtes-du-Nord, la municipalité est en train de basculer de la civilisation du papier à la civilisation de l'écran. Depuis le début de l'année, élus et chefs de service communiquent par messagerie électronique. Et, poussant plus loin leur démarche, les responsables municipaux ont mis sur pied un serveur électronique d'informations : SERVANE (serveur régional vidéotex d'animation et d'étude) et invitent leurs collègues de Bretagne et d'ailleurs à l'utiliser avec eux.

Au point de départ, se souvient Claude Seunier, maire de Saint-Brieuc, il y avait « un a priori positif à l'égard des technologies nouvelles » et la volonté de valoriser l'image de la ville. Le conseil municipal de gauche a joué à fond la carte télématique : pour soutenir concrètement le développement de la France dans ce domaine, pour gagner en efficacité dans la gestion communale.

Première innovation : le Minitel, utilisé en messagerie électronique. « Une administration municipale génère une quantité de

pages à de multiples destinataires », constate Claude Seunier. Il en estime le coût pour sa ville à plus de 500 000 F par an. L'utilisation de la messagerie électronique devrait diviser ce coût par trois.

Aujourd'hui, la quarantaine d'élus et une vingtaine de chefs de service relient deux fois par jour (ou plus) leur boîte aux lettres électronique ; ils accusent réception des messages adressés ; ceux-ci peuvent être archivés à volonté. Seule difficulté : ils reçoivent plus souvent qu'ils n'envoient. Le code des normes, élaboré par les informaticiens, est un complice qui leur oblige à utiliser une liste sur papier.

De la messagerie, les élus ont facilement saisi le pas en direction d'un système d'information plus élaboré. La gestion d'une ville nécessite en effet la maîtrise d'un nombre croissant de données qui se prêtent de plus en plus vite. Il faudrait pour y répondre un service de documentation performant, trop coûteux pour une seule commune : pas pour plusieurs.

Ce fut le principe de départ de SERVANE, auquel ont adhéré pour l'instant les communes des

Côtes-du-Nord à travers leur syndicat, le conseil général, mais aussi Rennes, Lorient, Charleville-Mézières. Coût : un franc par habitant. Le budget de l'opération, est proche d'un million de francs. Dans un premier temps, celle-ci a été confiée à un prestataire de services, le G-CAM, filiale informatique de la Caisse des dépôts et consignations. Ce dernier ne fabrique pas l'information diffusée à la demande, mais utilise ou achète celle de divers services ou banques de données : agence d'urbanisme du district de Rennes, centre de formation des personnels communales, syndicat des communes, etc.

Actuellement, cinq mille pages vidéotex sont disponibles, plus un « Who's Who » des élus administrés et, bien entendu, une messagerie électronique. La plus grosse difficulté est d'ordre politique. L'initiative venant d'une ville de gauche a été considérée comme suspecte par les communes de l'opposition. « On a pourtant joué la pluralité », note Claude Seunier. « Tout se décide sans doute lors du budget primitif, quand on verra que SERVANE est une réalité accessible à tous. »

JEAN VIDEAU.

(Publicité)

Interview de M. Michel DELAHOUSSE directeur général de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel

«... Faciliter la gestion financière des collectivités locales...»

Plus de 19 milliards de prêts pour l'équipement collectif...

Quel volume représentent les prêts CREDIT MUTUEL aux collectivités locales ?

Michel DELAHOUSSE : De 1976 à 1983, l'ensemble de nos concours qu'il s'agisse de la C.A.E.C.L. A l'heure de la décentralisation, le prêt le plus original du CREDIT MUTUEL réside dans le caractère totalement régionalisé de ses interventions : quel que soit le bénéficiaire, l'objet ou le montant d'une demande de financement, celle-ci est intégralement traitée à l'échelon régional.

Dans chacune des 20 Fédérations régionales du CREDIT MUTUEL, non seulement la capacité de prêt est directement liée à la collecte de l'épargne réalisée dans la région, mais la décision est entièrement prise par les responsables régionaux. Cela est possible parce que le CREDIT MUTUEL est proche des élus locaux, grâce aux 3000 caisses locales et aux 20 fédérations régionales qui vivent la décentralisation ou plus exactement, la non centralisation depuis qu'elles existent.

Notons aussi le nombre exceptionnellement élevé d'élus locaux parmi les 40.000 administrateurs du CREDIT MUTUEL élus par ses sociétés, renforçant encore son implication dans la vie locale et le développement régional.

Une gestion totalement décentralisée...

Comment le CREDIT MUTUEL accorde-t-il ces prêts aux collectivités locales ?

M.D. : le CREDIT MUTUEL intervient principalement sous forme de prêts directs ou de prêts garantis, mais également par la souscription d'émissions obligataires réalisées par les collectivités, ainsi que par des concours qu'il accorde à la C.A.E.C.L. A l'heure de la décentralisation, le prêt le plus original du CREDIT MUTUEL réside dans le caractère totalement régionalisé de ses interventions : quel que soit le bénéficiaire, l'objet ou le montant d'une demande de financement, celle-ci est intégralement traitée à l'échelon régional.

Dans chacune des 20 Fédérations régionales du CREDIT MUTUEL, non seulement la capacité de prêt est directement liée à la collecte de l'épargne réalisée dans la région, mais la décision est entièrement prise par les responsables régionaux. Cela est possible parce que le CREDIT MUTUEL est proche des élus locaux, grâce aux 3000 caisses locales et aux 20 fédérations régionales qui vivent la décentralisation ou plus exactement, la non centralisation depuis qu'elles existent.

Notons aussi le nombre exceptionnellement élevé d'élus locaux parmi les 40.000 administrateurs du CREDIT MUTUEL élus par ses sociétés, renforçant encore son implication dans la vie locale et le développement régional.

Une gamme de financements adaptés...

Sur quels critères les prêts sont-ils accordés ?

M.D. : la non centralisation des procédures du CREDIT MUTUEL permet à ces interventions de s'effectuer avec souplesse et rapidité, dans la limite, bien sûr, des enveloppes disponibles.

Comment le CREDIT MUTUEL accorde-t-il ces prêts aux collectivités locales ?

M.D. : le CREDIT MUTUEL intervient principalement sous forme de prêts directs ou de prêts garantis, mais également par la souscription d'émissions obligataires réalisées par les collectivités, ainsi que par des concours qu'il accorde à la C.A.E.C.L. A l'heure de la décentralisation, le prêt le plus original du CREDIT MUTUEL réside dans le caractère totalement régionalisé de ses interventions : quel que soit le bénéficiaire, l'objet ou le montant d'une demande de financement, celle-ci est intégralement traitée à l'échelon régional.

Dans chacune des 20 Fédérations régionales du CREDIT MUTUEL, non seulement la capacité de prêt est directement liée à la collecte de l'épargne réalisée dans la région, mais la décision est entièrement prise par les responsables régionaux. Cela est possible parce que le CREDIT MUTUEL est proche des élus locaux, grâce aux 3000 caisses locales et aux 20 fédérations régionales qui vivent la décentralisation ou plus exactement, la non centralisation depuis qu'elles existent.

Notons aussi le nombre exceptionnellement élevé d'élus locaux parmi les 40.000 administrateurs du CREDIT MUTUEL élus par ses sociétés, renforçant encore son implication dans la vie locale et le développement régional.

Une gestion totalement décentralisée...

Comment le CREDIT MUTUEL accorde-t-il ces prêts aux collectivités locales ?

M.D. : le CREDIT MUTUEL intervient principalement sous forme de prêts directs ou de prêts garantis, mais également par la souscription d'émissions obligataires réalisées par les collectivités, ainsi que par des concours qu'il accorde à la C.A.E.C.L. A l'heure de la décentralisation, le prêt le plus original du CREDIT MUTUEL réside dans le caractère totalement régionalisé de ses interventions : quel que soit le bénéficiaire, l'objet ou le montant d'une demande de financement, celle-ci est intégralement traitée à l'échelon régional.

Crédit Mutuel

Actuellement quels sont les types de financement proposés par le CREDIT MUTUEL ?

M.D. : outre ces financements traditionnels à long terme, le CREDIT MUTUEL a développé des formules de financement originales, résultant d'une véritable approche bancaire des besoins des emprunteurs. Il maîtrise ainsi depuis longtemps les prêts à taux variables, et a étendu cette formule à un nombre croissant de régions depuis 1982.

Dès la création du FCTVA en 1979, il a proposé aux collectivités locales des prêts pour le financement de la T.V.A. Il a également défini des prêts spécifiques pour le financement des investissements créateurs d'emplois, du logement, de l'énergie, du tourisme, ou de la vie associative.

En 1983, des accords pluri-annuels de financement ont été passés avec plusieurs départements. Enfin, le CREDIT MUTUEL est intervenu pour le montage d'émissions obligataires directes de collectivités, et notamment pour la première émission réalisée à taux variables.

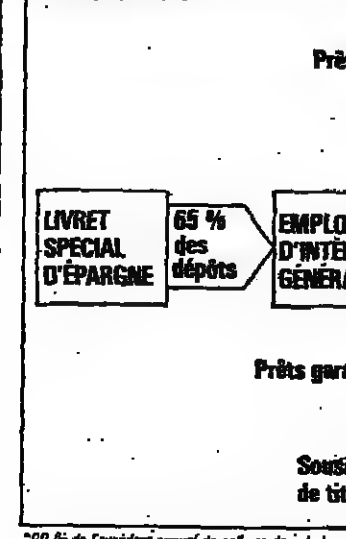
Il continuera à faire évoluer ses prestations financières et les services qu'il propose aux collectivités locales, avec le souci de s'adapter à la diversité de leurs besoins et de faciliter leur gestion financière.

Répartition des prêts (1) par objet économique 1983 (en %)

Objet économique	1983
1. Enseignement formation	4,8
2. Culture, vie sociale	10,9
3. Santé, interventions sociales	7,3
4. Logement	11,5
5. Développement urbain	20,5
6. Développement rural et aménagement de l'espace naturel	20,4
7. Transports et télécommunications	7,7
8. Action économique	10,9
9. Services généraux des administrations publiques	8,0
TOTAL VENTILE	100

(1) Prêts directs et prêts garantis, hors prêts globaux, souscriptions de notes et concours à la C.A.E.C.L.

LES EMPLOIS D'INTERET GENERAL (N° de 27/12/1976)



* 80 % de l'encours annuel de collecte dans la limite de 65 % des dépôts (arrêté du 31/10/1983)

هنا من العمل

Le Monde

économie

ÉNERGIE

L'ESPOIR D'ENRAYER UNE BAISSSE DES PRIX DU PÉTROLE

L'OPEP a renvoyé au 29 octobre l'essentiel des mesures à prendre

Les compagnies pétrolières productrices de pétrole dans la zone britannique de la mer du Nord ont décidé d'attendre les résultats de la prochaine conférence de l'OPEP, le 29 octobre à Genève, avant de se prononcer sur une baisse des prix. En revanche, Mobil a annoncé qu'elle paierait 75 cents de moins certaines quantités de pétrole qu'elle achèterait aux États-Unis après le 1^{er} novembre.

Genève. - Les pays producteurs de pétrole membres de l'OPEP seront-ils capables d'enrayer le mécanisme de baisse des prix déclenché par les décisions successives de la Norvège, de la Grande-Bretagne et du Nigeria la semaine passée? On peut en douter à l'issue du « mini-sommet » tenu le 22 octobre à Genève, dont le relatif échec augure mal des résultats de la conférence consultative convoquée le 29 octobre dans la métropole helvétique, et qui réunira les ministres des quinze pays membres au complet.

Certes, les six ministres du pétrole présents lundi à Genève (1) ainsi que les deux observateurs extérieurs à l'Organisation (Mexique et Égypte), ont tous sans exception exprimé leur détermination à défendre le prix actuel de référence du baril (29 dollars), bien que le prix du brut algérien lui soit désormais inférieur d'un dollar.

Certes, ils sont tous tombés d'accord pour estimer que la meilleure stratégie, pour défendre ce prix, consistait pour l'OPEP à réduire sa production de façon significative, afin de faire remonter les cours du marché au jour le jour, et de pousser le Nigeria, ainsi peut-être que la Grande-Bretagne et la Norvège, à réajuster ultérieurement leurs tarifs, pour les rendre conformes à la grille des prix de l'OPEP.

Mais la « surprise » annoncée par Cheikh Yamani, ministre saoudien

De notre envoyée spéciale du pétrole, ne s'est jusqu'ici pas matérialisée. Les Six ne sont pas parvenus à décider ce que la plupart des observateurs attendaient, à savoir une baisse immédiate et concertée de leur propre niveau de production. Sans doute, soulignent dans les milieux proches des pays du Golfe, se s'agissait-il que d'une réunion informelle et non d'une conférence plénière, habilitée à prendre les décisions. Mais les ministres se sont contentés d'adopter des positions de principe et ont, de fait, repoussé à la semaine prochaine les décisions concrètes.

Les objectifs de la conférence consultative du 29 octobre, ainsi qu'ils les ont définis, sont ambitieux : réduction du plafond de production fixé en mars 1983 à Londres, soit 17,5 millions de barils/jour (2), répartition de nouveaux quotas de production entre les pays membres et révision des « différentiels » de prix, censés refléter les écarts de qualité entre des pétroles d'origines différentes. Le volume de la réduction globale souhaitable a déjà divisé les six ministres présents, certains souhaitant une baisse massive des prix et de courte durée, ramenant le plafond à environ 15 millions de barils/jour, les autres une réduction plus modérée, à 16 ou 16,5 millions de barils/jour, mais étalée dans le temps.

La répartition de nouveaux quotas risque, comme l'a montré cette réunion informelle, d'être plus ardue encore. Sans doute l'Arabie saoudite a-t-elle affirmé, par la voix de Cheikh Yamani, que sa participation à l'effort sera « substantielle ». Mais, pour être efficace, la cure d'austérité imposée au marché par l'OPEP devra être répartie entre tous les producteurs. Or les six pays représentés lundi à Genève sont quasiment tous prêts à pouvoir soutenir efficacement une telle politique et ils ne se sont pas entendus sur ce point.

Parmi les autres membres, l'Irak et l'Iran comptent sur leurs revenus pétroliers pour financer l'effort de guerre, et accepteront difficilement de nouveaux sacrifices. L'Indonésie et le Qatar dépassent déjà largement leurs quotas. Enfin l'Équateur et le Gabon ne sont que des producteurs marginaux. Sans parler du Nigeria, principal fauteur de troubles, qui avait réclamé et obtenu en juillet dernier un quota temporairement plus élevé, et n'est, compte tenu de sa situation financière, pas près de céder sur ce point.

La position de ce gouvernement africain risque d'ailleurs d'être la principale pierre d'achoppement de la stratégie de riposte de l'OPEP. En dépit des efforts diplomatiques déployés - marqués notamment par la visite cette semaine à Lagos de M. Yamani accompagné du ministre du pétrole saoudien, - on voit mal en effet, le Nigeria accepter de revenir sur ses décisions récentes, d'abaisser les prix de son brut.

La question des « différentiels » reste, semble-t-il, entière. M. Oteiba, ministre des Emirats arabes unis a certes affirmé que ce point serait débattu le 29 octobre, mais aucun des autres ministres présents n'a insisté sur cette question, qui risque de provoquer des débats houleux et interminables, la matière étant par nature fort complexe.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Venezuela, Algérie et Libye.

(2) Un million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

JOURNÉES DE PRÉSENTATION « MICRO ET APL »
L'Association des Utilisateurs du Logiciel APL (AULAP) organise, le 28 octobre 1984, de 9 h à 18 heures, à l'hôtel R.M. Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris, en collaboration avec les sociétés de services informatiques, une journée de présentation des micro-informations supportant le langage APL et de logiciels réalisés dans ce langage.
Cette journée sera articulée autour d'ateliers d'initiation où chacun des exposants pourra à loisir démontrer le potentiel de ses produits.
L'entrée est libre.
ADULA, BP 80, 91130 RIS-ORANGIS 206-63-30/943-33-64.

AGRICULTURE

DEVANT LE CONSEIL DES GOUVERNEURS DU FIDA

M. Alfonsín souligne les conséquences des politiques de redressement financier imposées aux pays fortement endettés

Le président argentin, M. Raúl Alfonsín, invité - geste symbolique - à prononcer une allocution devant le conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), réuni, pour sa huitième session, à Paris, a déclaré que l'Argentine pourrait atteindre une production de 60 millions de tonnes de céréales - dans un délai relativement court - et devenir, ce faisant, « un fournisseur de pain du monde en développement ». « Nous croyons », a-t-il ajouté, que la coopération Sud-Sud ne deviendra réalité que lorsque nous remplacerons les relations financières par des relations économiques d'égal à égal, et les relations politico-stratégiques par des relations de solidarité véritable.

Comme il l'avait fait à la tribune de l'ONU, il a affirmé que la justice dans le Sud lui paraissait également « plus que jamais aujourd'hui une condition de la paix dans le Nord » ; que « le droit de s'alimenter était le plus élémentaire des droits de l'homme », et que la croissance et le développement de quelques pays ne devaient pas être dus à l'appauvrissement et au recul des autres.

M. Alfonsín a plaidé pour le dialogue et la solidarité, mais n'a pas réitéré son appel en faveur d'une rencontre Nord-Sud sur les questions financières, dans la mesure sans doute où le président Reagan a déjà répondu à cette suggestion en indiquant que le débat pourrait avoir lieu au printemps au comité du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Cela ne lui donnera pas la portée politique qu'aurait souhaitée Buenos-Aires.

Le président Alfonsín a souligné les difficultés que rencontrent les pays en développement, comme le sien, fortement endettés, auxquels sont imposées des politiques de redressement. Ils ont atteint, a-t-il déclaré, le « paroxysme des conséquences économiques d'un ordre économique international injuste », dont la « légitimité politique » est en cause, l'énorme accroissement de leur endettement et des conditions

Certaines des remarques faites par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, dans le discours qu'il a prononcé également mardi, allaient dans le même sens. Il a notamment déclaré que si la croissance économique était une condition nécessaire à la lutte contre le sous-développement, elle n'était pas suffisante, et qu'il fallait en même temps réduire les inégalités dans la répartition



de financement de plus en plus draconiennes en font des exportateurs nets de capitaux ; les politiques financières qu'ils doivent suivre « amoindissent encore davantage leur capacité de croissance et compromettent leur indépendance » ; la réponse des pays développés n'est pas à la hauteur des circonstances ; « à mesure que l'on privilégie les finances au détriment de la production, on intensifie les mesures protectionnistes qui entravent les exportations de ces pays vers les grands marchés consommateurs ». Et ces entraves sont autant d'obstacles à la consolidation des régimes démocratiques en Amérique latine... Mais, comme celui de M. Mitterrand la veille (le Monde du 24 octobre), ce « cri d'alarme » de M. Alfonsín et sa suggestion d'une réorientation des relations économiques, seront-ils entendus ?

Le ministre a été encore plus ferme que ne l'était apparu le président Mitterrand à propos de la création d'un fonds financier pour l'Afrique subsaharienne, déclarant : « s'agit d'une préoccupation de première importance. Notre détermination sera sans faille et, si les atteintes actuelles devaient se perpétuer, nous n'hésiterions pas à placer la Banque mondiale et ses principaux actionnaires devant leurs responsabilités ».

GÉRARD VIRATTE.

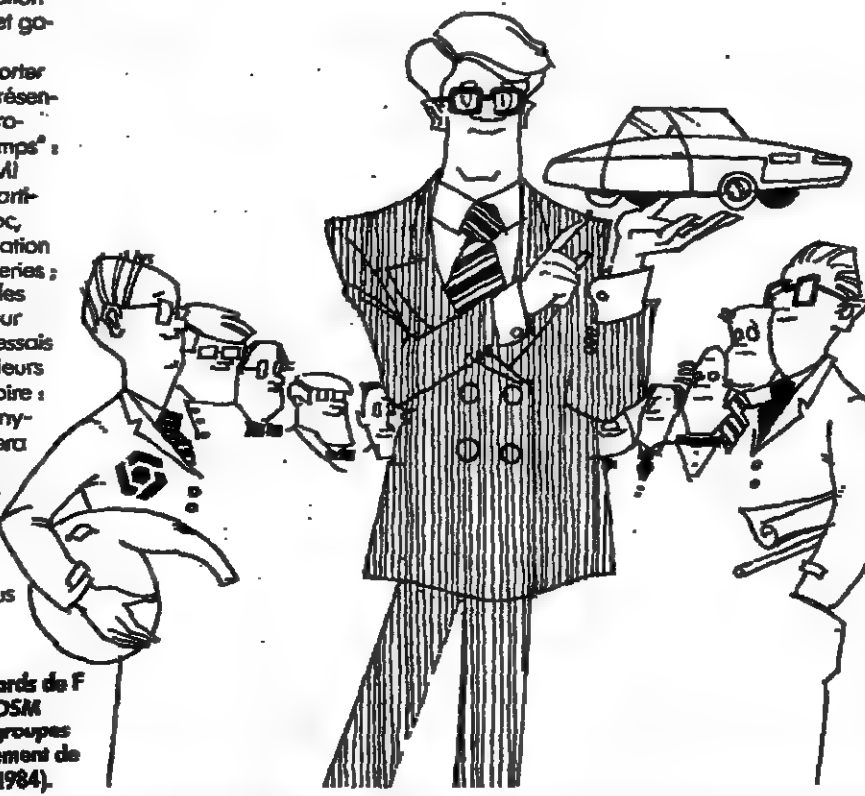
DSM pense à vos futures voitures :

LES "PROS" DE LA CHIMIE FONT EQUIPE AVEC CEUX DE L'AUTOMOBILE

Vous n'ignorez pas que DSM dispose dans son secteur "Chimie" d'équipes de recherche créatives et d'importants sites industriels, en Europe et dans le monde, où s'impliment, année après année, de nouveaux laboratoires, de nouvelles usines. Mais avez-vous conscience qu'une partie de ces établissements travaille pour vous ? Pour vous, automobilistes, puisque leur activité est largement orientée vers tous ceux qui, directement ou indirectement, construisent ou sous-traitent, travaillent dans l'automobile. Aujourd'hui, DSM dispose de toute une gamme de produits constamment améliorés, adaptés à l'équipement intérieur des carrosseries et à leur protection extérieure ou destinés à prendre place "sous le capot", là où chaleur et chaleur sévissent. Nombreuses sont les applications de produits DSM chez les constructeurs européens, tout spécialement en France, chez les "quatre grands". Avant la fin de l'année, on trouvera sur le marché des caoutchoucs synthétiques un produit

exceptionnel (le Kelfrin) par sa protection contre l'inflammation et sa résistance aux huiles et gazole notamment. Demain, DSM va vous apporter de nouvelles surprises en présentant une fois de plus, des produits "en avance sur leur temps" : - dès 1985, un procédé (RIMI) pour produire un nylon à particulièrement résistant au choc, spécialement pour la fabrication des composants de carrosseries ; - d'ici à cinq ans environ, des étonnants produits dont, pour l'un d'eux, les résultats des essais industriels se révèlent supérieurs à ceux des tests en laboratoire : une variété améliorée de nylon - le Stanyl - qui supportera des températures élevées, une fibre de polyéthylène "superstrong", dix fois plus résistante que l'acier, deux fois plus que les fibres de carbone. DSM pense à vous et à vos futures voitures.

Avec l'équivalent de 60 milliards de F de chiffre d'affaires annuel, DSM occupe le 7^e rang parmi les groupes chimiques européens (Classement de CHEMICAL INSIGHT - Sept. 1984).



CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A Fortingue, Houtfrères d'Est rénovées, aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté en

SEPT GRANDS SECTEURS :	
Engrais :	ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, melamine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
Plastiques :	éthylène, polyéthylène hd et md, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Résines :	pour peintures, plastiques renforcés, encres, adhésifs textiles, etc.
Énergie :	gaz naturel, pétrole, charbon.
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
Construction :	bricks, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie, dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 28.000 employés dont les 2/3 sur l'Europe. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 22 milliards de francs.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :
● les plastiques, produits chimiques et résines,
● les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction.

Pour toute information :
DSM-FRANCE
immeuble Périssud
5 rue Lejeune
92120 MONTRouGE



UNE EQUIPE DE "PROS" DE LA CHIMIE

ÉTRANGER

EN SUÈDE

Les sociaux-démocrates augmentent le prix de l'essence et les taxes sur le tabac et l'alcool

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement social-démocrate suédois a présenté, le 23 octobre, une série de mesures visant à limiter l'accroissement des déficits de la balance des paiements et des finances publiques en 1985. L'augmentation de 0 centime du prix du litre d'essence, qui passe ainsi à 4,50 couronnes suédoises (autant de francs français), le relèvement des taxes sur les tabacs, l'alcool et les cigares en groupe à l'étranger, à compter du 1^{er} décembre, rapportent à l'État environ 4,3 milliards de couronnes supplémentaires. Ces apports nouveaux permettront, espérons-le, de maintenir le déficit budgétaire à moins de 70 milliards, soit 8,5 % du PNB, et de ramener à 6 à 4 milliards le déficit prévu de la balance des paiements

annuel. La politique économique, menée par les sociaux-démocrates suédois depuis l'automne 1982, avec, l'octobre, une dévaluation de 16 %, donnée, en deux ans, une série de résultats positifs au niveau des exportations, de la production et des investissements industriels. Les grandes entreprises réalisent des bénéfices records et le chômage - 3,2 % de la main-d'œuvre active - est en légère baisse, même si les statistiques officielles ne tiennent pas compte des dizaines de milliers de Suédois qui sont employés à des travaux temporaires ou d'utilité publique.

Toujours est-il que, pour la première fois depuis quinze ans, les effectifs industriels augmentent. Le groupe automobile Saab, par exemple, va porter sa capacité annuelle de production de 120 000 à 50 000 voitures d'ici à 1988 et recruter plus de 1 500 emplois nouveaux. Mais cette bonne santé de nombreux secteurs de la vie économique a aussi entraîné une hausse beaucoup plus forte que prévu des

salaires et des prix. En rythme annuel, l'inflation était, au mois d'octobre, de 7,7 %, et, pour l'ensemble de 1984, il est maintenant clair qu'elle sera supérieure à 7 %, au lieu des 4 % escomptés. Sur ce point, les sociaux-démocrates ont échoué, et les spécialistes des banques ne croient pas que l'objectif de 3 % en 1985 soit réaliste.

Le gouvernement a donc pris les partenaires sociaux de conclure des conventions collectives modérées. Selon le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, l'augmentation des coûts salariaux ne doit pas excéder 5 % l'année prochaine. Syndicats et patronat ont accepté ce cadre ; mais les discussions partiales ont été jusqu'à présent totalement infructueuses, et les tensions s'accroissent.

Les augmentations d'impôts annoncées le 23 octobre ne vont certainement pas faciliter la poursuite des pourparlers puisqu'elles impliquent une réduction du pouvoir d'achat.

L'Institut de la conjoncture prévoit une détérioration de la situation économique en 1985, année des élections législatives. L'opposition non socialiste a déjà condamné le relèvement des taxes sur l'essence et le tabac. A ses yeux, la résorption du considérable déficit budgétaire suppose des économies dans les dépenses publiques et une révision du système de protection sociale. L'emploi sera sans doute l'un des thèmes principaux de la campagne électorale, et les sociaux-démocrates ont dégagé 1 750 millions de couronnes supplémentaires pour la création de nouveaux emplois temporaires qui seront réservés, en premier lieu, aux Suédois sans travail depuis plus de quatre mois.

ALAIN DEBOVE.

EN ITALIE

La grève des commerçants contre le projet de réforme fiscale a été largement suivie

De notre correspondant

Rome. — Pour protester contre le projet de réforme fiscale, la majorité des commerçants italiens ont fermé boutique mardi 23 octobre. Magasins, restaurants, bars et tabacs n'ont pas levé leur rideau de fer. Les emplacements sur les marchés sont restés déserts. Seules les grandes surfaces étaient ouvertes. Rien que la Confcommercio, syndicat de gauche comptant 230 000 adhérents, se soit officiellement désolidarisé du mouvement de protestation, beaucoup de ses membres n'en avaient pas moins préféré fermer aussi leurs magasins par solidarité ou par peur de représailles. La grève lancée par les adhérents de la principale confédération syndicale, la Confindustria, rassemblait 700 000 commerçants, a donc été largement suivie.

Le ministre des finances, M. Visentini, entend mettre un peu d'ordre dans le système fiscal italien, caractérisé par une fraude devenue endémique. Il ne s'agit pas pour le gouvernement d'augmenter les impôts des commerçants, mais simplement de les leur faire payer. Or ceux-ci, parce qu'ils représentent avec leurs familles quelque sept millions d'électeurs, ont beaucoup profité du jeu du clientélisme politique et bénéficient aujourd'hui d'une situation à plus d'un titre privilégiée par rapport au fisc : en tout état de cause, ils sont parmi les Italiens qui paient le moins d'impôts.

En moyenne, à l'exception de six professions, les commerçants déclarent un revenu inférieur à celui des salariés. Certaines catégories battent tous les records : ainsi, le revenu moyen d'un joaillier serait de moitié inférieur à celui d'un salarié. Dans ces conditions, à en croire les déclarations de revenus de nombre de commerçants, beaucoup d'entre eux travailleraient pratiquement à perte.

Les statistiques de la direction des impôts indirects suscitent quelque perplexité : il y aurait des propriétaires de magasins d'habillement, par exemple, dont la marge bénéficiaire ne dépasserait pas 3 %, des chausseurs qui se contenteraient de bénéfices de 5 % et des disquaires qui vendraient en dessous des prix de gros. De telles statistiques inci-

tent le ministre des finances à penser qu'une hausse partielle des produits sont vendus au noir, sans qu'apparaissent trace de transactions.

Selon les enquêtes des finances, depuis le début de l'année, 175 milliards de lire (1) ont été soustraits au fisc. Or les salariés ne sont pas les mieux placés pour frauder, puisque dans leur cas a été adopté le système de la retenue à la source. En revanche, on a calculé que si les commerçants avaient payé normalement la TVA au cours des dix dernières années, l'État aurait dû encaisser 22 000 milliards de lire supplémentaires.

Le projet de réforme vise tout d'abord à simplifier la gestion de la TVA en réduisant le nombre des taux - de huit à quatre - mais aussi à en calculer le montant en fonction d'un coefficient forfaitaire. M. Visentini entend surtout soumettre les commerçants, ayant un chiffre d'affaires inférieur à 780 millions de lire par an et bénéficiant jusqu'à présent d'une comptabilité simplifiée, à un système d'imposition forfaitaire. En outre il ne sera possible au titulaire d'un commerce de diviser son revenu entre les membres de sa famille que pour un tiers de son montant.

PHILIPPE PONS.

(1) 1 lire = 0,005 franc.

EN GRANDE-BRETAGNE

Le conflit des charbonnages connaît une certaine détente

De notre correspondant

Londres. — Le conflit des houillères ne cesse de soumettre l'opinion britannique au régime de la douche écossaise. Tantôt c'est l'impasse et le risque d'une dangereuse escalade, tantôt c'est l'espoir d'un règlement qui resplendit soudain. C'était le cas, mercredi matin 24 octobre, avant une réunion de l'état-major du Syndicat des contremaîtres et agents de sécurité (NACODS), qui menaçait de se joindre à son tour, le 25 octobre, à la grève des mineurs.

Cette aggravation du conflit aurait vraisemblablement pour effet de provoquer un arrêt complet de la production de charbon, même dans les bassins tels ceux du Nottinghamshire où le travail n'a pas cessé. C'est-à-dire que, à plus ou moins brève échéance, la Grande-Bretagne serait condamnée à subir des restrictions dans la distribution du courant électrique.

Après une journée de pourparlers sous l'égide d'un organisme indépendant d'arbitrage (TACAS), les délégués du NACODS ont annoncé qu'ils allaient reconsidérer éventuellement leur position. La plupart des commentateurs de la presse en ont conclu que le syndicat était en fait prêt à suspendre ou à suspendre son mot d'ordre de grève. Il paraît évi-

dent qu'une certaine détente s'est produite, à tel point que M. Arthur Scargill, le président de l'Union nationale des mineurs (NUM), a fait savoir qu'il était disposé à reprendre, lui aussi, avec la direction des charbonnages (NCB), les négociations qui avaient échoué la semaine dernière. Cet échec avait été mis sur le compte de l'« intransigeance » du représentant du NCB, M. Ian McGregor.

Le conseil d'administration du NCB - peut-être sous intervention directe du gouvernement - a fait depuis un geste qui a été considéré comme un signe d'apaisement : un des membres du conseil, M. Michael Eaton, un ancien mineur réputé beaucoup plus pondéré que M. McGregor, a été désigné, le 21 octobre, pour devenir le « porte-parole » de la direction des charbonnages. Cela a été présenté comme une façon de « soulager » la tâche de M. McGregor, dont les prises de position sont de plus en plus contestées, même par ceux des milieux gouvernementaux. En réalité, M. Eaton semble devoir être appelé à jouer un rôle important dans les négociations qui reprennent.

F. C.

AFFAIRES

LES POUPÉES BELLA SONT MISES EN LIQUIDATION

Crise au sein de la fédération du PS des Pyrénées-Orientales

Le tribunal de commerce de Perpignan (Pyrénées-Orientales) a ordonné la mise en liquidation de biens de l'usine de poupées « Bella » (trois cents salariés), qui avait été

reprise en janvier 1982 par la société Berchet-Industries. Le tribunal a décidé que les activités de la société pourraient se poursuivre exceptionnellement pendant deux mois sous l'autorité d'un syndic. Par contre, le tribunal a rejeté la demande du comité d'entreprise qui avait assigné au rétro le PDG, M. Jean-Louis Berchet, en réclamant la mise en liquidation judiciaire de ses trois autres entreprises.

Le CE estime que M. Berchet a utilisé au profit des autres unités de son groupe les 40 millions de francs apportés par l'État et la ville de Perpignan qui devaient servir au renouveau de Bella.

Dans un département où les unités industrielles se font rares, la disparition de Bella risque de provoquer des tensions sociales fortes. En tout cas, elle aura révélé, nous signale notre correspondant à Perpignan, les divisions profondes qui traversent la fédération des Pyrénées-Orientales du PS. Début octobre, sa direction demandait au premier ministre d'ouvrir une enquête sur l'utilisation des fonds publics par la direction de Bella. Cette demande, quoique tardive, avait calmé les ardeurs de ceux qui reprochaient à la fédération catalane son attitude molle.

Le 15 octobre, cependant, les représentants de tous les courants ont démissionné de leurs attributions au sein de la fédération, à l'exception de ceux du courant A, auquel appartiennent notamment M^{rs} René Soum, député, et deux conseillers généraux, MM. Daniel Ginest et René Olive, premier secrétaire fédéral. Les démissionnaires (courant Masroy, courant Rocard et CERES) représentent la moitié des adhérents du PS dans le département.

● Augmentation des réserves de devises. — Les avoirs de change de la France ont augmenté de 867 millions en septembre, s'élevant à 447,4 milliards de francs. En un an, par rapport à septembre 1983, les réserves de devises ont augmenté de 28,9 milliards de francs (à prix de l'or inchangé).

LA TOUSSAINT, C'EST AUSSI UN LONG WEEK-END EN ANGLETERRE.

TOWNSEND THORESEN

Le Ferry à l'Anglaise

Pour tout savoir sur les tarifs «minitours» et nos horaires de traversées, consultez votre agent de voyages ou écrivez à Townsend Thoresen, 41, boulevard des Capucines - 75002 Paris. Tél. (1) 261.51.75.

Nom _____
 Adresse _____
 Ville _____

50% Ferry le Magnifique : 50% de réduction pour vous et votre voiture si vous restez moins de 2 jours ½ en Grande-Bretagne, Calais-Douvres en 75 minutes, jusqu'à 58 traversées par jour sur 5 routes différentes. Londres est tout à côté et la campagne est déjà là.

Ferry le Magnifique : laissez-vous embarquer pour un long week-end à l'anglaise et profitez d'un grand moment d'évasion dans un ailleurs tout proche.

FAITES DÉCOLLER VOS AFFAIRES VERS L'EXTRÊME ORIENT.



Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez JAL, s'en occupe.



En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60°, en 1^{re} classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL !



La classe Affaires.

20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

株式会社日本航空

SOCIAL

LA GRÈVE DU 25 OCTOBRE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

L'Etat face à ses fonctionnaires

(Suite de la première page.)

Si M. Le Garrec avait proposé de conclure un accord sur 1984 et 1985, il aurait pu espérer le consentement d'une organisation, peut-être en l'occurrence la CFDT. Il aurait pu alors expliquer à l'opinion publique son impossibilité de signer avec une seule organisation et renvoyer aux syndicats la responsabilité de la rupture. En refusant le jeu de la négociation et en prenant des décisions unilatérales, il a soulevé les protestations de tous, des organisations syndicales comme la CFDT et la CFTC lui reprochant d'encourager par son exemple la pratique de la « recommandation » patronale dans le secteur privé.

La conséquence est que la CGT, confortée de justesse au Crecus par le vote contre le plan social, trouve un terrain à sa mesure. Alors que, selon M. Krasucki, le mécontentement tend à se transformer de plus en plus en mobilisation - ce qui reste à démontrer - sa centrale voit l'occasion de manifester sans ambiguïté (elle n'a plus à négocier avec un ministre communiste dans la fonction publique) son opposition à la politique d'austérité. Avec le renfort de la FEN et de FO, elle entend apporter la démonstration que les fonctionnaires sont les victimes d'une austérité salariale qui touche aussi les autres salariés. Et la CFTC espère, en participant à cette grève, assurer le succès de sa journée d'action confédérale, centrée tant sur le pouvoir d'achat que sur l'emploi et « la relance immédiate du dialogue social ».

Quelles que soient les conséquences réelles, l'attitude du gouvernement a abouti dans l'immédiat à reconstruire des convergences intersyndicales qu'on n'avait plus connues depuis l'époque du « front » des sept fédérations de fonctionnaires sous le septennat de M. Giscard d'Estaing.

On a ainsi assisté à un rapprochement de fait entre la CGT et FO. Forces ouvrières ne participant pas au défilé parisien CGT-CFDT-FEN-CFTC-autonomes mais ses dirigeants n'écartant pas qu'après leur propre meeting des militants rejoignent le cortège unitaire.

La centrale de M. Bergeron n'entend pas être dupe de cette « entreprise de séduction » de la CGT dans la fonction publique, mais elle affirme que, si le gouvernement campe sur ses positions, elle ne pourra empêcher la poursuite d'un processus unitaire, voire d'un rapprochement ponctuel avec la CGT. Si la fermeté gouvernementale n'a que ce seul résultat, il est porteur pour la fonction publique, et peut-être au-delà, de lendemains qui ne chanteront pas.

MICHEL NOBLECOURT.

Les perturbations pour les usagers

Dans différents services publics, la journée de grève du 25 octobre se traduira par des perturbations plus ou moins importantes en fonction de l'implantation syndicale et, bien sûr, de l'impact du mot d'ordre. Les services des impôts, la poste, les services hospitaliers et les banques seront donc diversement affectés par l'arrêt de travail.

A EDF-GDF, la conséquence devrait être une baisse de 30 % pour la distribution de l'électricité, prévue entre 9 heures et 11 heures du matin, mais ne touchant pas les particuliers. Les établissements scolaires pourraient être surtout perturbés pendant une demi-journée, en application de la consigne donnée par la FEN pour cette durée.

Pour les usagers, ce sont les mouvements de grève observés dans les transports qui risquent d'occasionner le plus de gêne, à l'exception de la RATP. A la suite de la séance des négociations salariales, le 23 octobre, le Syndicat autonome s, en effet, suspendu son mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures, et seule la CGT maintient son objectif d'un arrêt de travail de deux heures minimum.

En revanche, le trafic SNCF sera très affecté, et ce dès le 24 octobre après 20 heures pour les trains de grandes lignes au départ des gares de Paris-Austerlitz et de Paris-Lyon. Le lendemain tous les réseaux seront touchés, et la direction de la SNCF prévoit la circulation d'un train sur quatre dont la liste a été établie. Quant au trafic banlieue, il devrait

être assuré à 25 % ou 30 % selon les lignes.

En raison essentiellement du mouvement de grève annoncé par les contrôleurs aériens, les vols des compagnies Air Inter et Air France seront perturbés entre 9 heures et 17 heures. Les voyageurs d'Air France peuvent appeler le (1) 535-61-61 pour se faire confirmer les programmes de la journée. Selon le mot d'ordre du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien, l'arrêt des décollages et la limitation du survol de la France seront effectués entre 6 heures et 22 heures, avec les centres régionaux d'Air France-Provence, Bordeaux, Reims et Brest. Le centre de Paris observera le même mouvement entre 8 heures et 17 h 30, et les tours de contrôle des aéroports de Roissy et du Bourget entre 6 heures et 22 heures.

La grève des contrôleurs aériens et la sécurité. - Le directeur général de l'aviation civile (DGAC) vient de rappeler, à l'occasion des mots d'ordre syndicaux lancés pour le 25 octobre, que les contrôleurs de la navigation aérienne ne bénéficient pas du droit de grève. Il leur a rappelé, dans un télégramme, leurs responsabilités en matière de sécurité. Le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA) s'élève contre cette « intimidation » et appelle ses adhérents à s'en tenir aux mots d'ordre antérieurs.

LES ÉLECTIONS DU 24 OCTOBRE A LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

Le poids des salariés

Près de 440000 électeurs sont appelés à voter le mercredi 24 octobre pour des élections à la Mutualité sociale agricole (MSA), deuxième régime de sécurité sociale par le nombre de personnes protégées (550000). Les caisses de la MSA assurent à la fois les prestations maladie, famille et vieillesse pour l'ensemble non seulement des exploitants agricoles mais aussi des salariés, actifs ou retraités, et leurs familles.

C'est la première fois que les élections ont lieu le même jour dans toute la France, au moins à la base (délégats communaux pour les exploitants et les employés, cantons pour les salariés, qui élisent ensuite, par un système complexe, les membres des conseils d'administration). Auparavant, les conseils d'administration des caisses étaient renouvelés par moitié tous les trois ans. Mais la modification majeure introduite par la loi du 2 janvier 1984, qui a transformé la composition des conseils d'administration des caisses, concerne les salariés de l'agriculture, qui représentent 1,3 million d'électeurs : il s'agit non seulement des salariés des exploitations agricoles (234000 en 1983), mais aussi ceux des entreprises de

travaux agricoles ou des coopératives d'utilisation de matériel agricole (114000), ceux des services et des syndicats (134000) et ceux des coopératives agricoles (124000) et leurs conjoints. Dans certaines régions, comme l'Ile-de-France, les salariés et leurs familles représentent même plus de la moitié des électeurs.

Ces salariés ont vu leur représentation élargie : ils disposent désormais de huit sièges sur vingt-cinq dans les conseils d'administration, au lieu de quatre sur dix-huit. Les syndicats ont obtenu le monopole de la présentation des candidats comme dans le régime général des salariés, ce qui fait de ces élections un enjeu et un test de représentativité pour les centrales. Aucune cependant n'a réussi à présenter des candidats dans la totalité des cantons et certains cantons sont sans candidats. Alors que la CGT et la CFDT se présentent sous leurs propres bannières, Force ouvrière, CGC et CFTC ont constitué souvent des listes d'union à deux ou à trois, ou même à quatre avec les autonomes de la FGSOA : la CGC, par exemple, présente seule 1200 listes et 1150 avec d'autres syndicats.

Les incertitudes de la loi ont suscité de nombreuses contestations car elle ne disait pas si les candidats devaient résider dans le canton où ils se présentaient ou non (comme l'auraient souhaité les syndicats). La CGT se plaint que près de 200 de ses listes aient été refusées par les commissions de la République ou contestées par des concurrents.

Les rabais sur l'essence conformes au traité de Rome ? - La réglementation française imposant un prix minimum pour la vente de carburants à la pompe est incompatible avec certaines règles du Marché commun, a estimé le 23 octobre l'avocat général de la Cour de justice européenne. L'avocat général rendait ses conclusions sur une demande d'interprétation du traité de Rome formulée par le tribunal de Toulouse.

La Cour de justice, qui doit se prononcer dans les semaines à venir, n'est nullement obligée de suivre les conclusions de l'avocat général.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SIMCO UNION POUR L'HABITATION

Les conseils d'administration de l'Union pour l'habitation et de SIMCO, réunis le 23 octobre 1984, ont approuvé le projet de traité de fusion dont le principe avait été décidé au mois de juin 1984.

La parité d'échange retenue est de une action SIMCO pour une action Union pour l'habitation, après distribution exceptionnelle par cette dernière société de 18 750 000 F, soit 10 F par action, la mise en paiement de cette somme étant concomitante à l'échange des actions au début de 1985.

La SIMCO prendra la nouvelle dénomination sociale de : « SIMCO-Union pour l'habitation ».

Les actionnaires des deux sociétés se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour le 27 décembre 1984, de telle sorte que, sous réserve de leur approbation, les effets de la fusion remontent au 1^{er} janvier 1984.

Les actionnaires des deux sociétés annuleront ainsi droit au même dividende au titre de l'exercice 1984.

SANOFI

Sous le tableau publié dans le communiqué du numéro du 23 octobre, il faut lire : « La progression a été particulièrement nette... » (et non : la progression...).

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spéciaux sur demande



SOFIREM : CRÉATION DE LA SOCIÉTÉ HYMETA

SOFIREM (Société financière pour l'industrialisation des régions minières) vient d'intervenir dans la création de la société HYMETA à Saint-Etienne.

Pour favoriser son développement, SOFIREM a apporté 700 000 F en prêt et participe pour 300 000 F au capital d'HYMETA.

DIDOT-BOTTIN - OVP - BIAM

Didot-Bottin, l'OVP (Office de vulgarisation pharmaceutique) et la BIAM (Banque d'information automatisée sur le médicament) ont conclu un accord pour étudier la faisabilité d'une diffusion aux corps médicaux et pharmaceutiques d'informations sur les médicaments réunies actuellement dans le système BIAM.

avec le concours de la Direction générale de télécommunications et l'Agence pour le développement informatique, doit permettre de décharger les orientations souhaitables pour une diffusion télématique sur le plan national.

La compétence et l'expérience des parties signataires seront mises en commun pour mener à bien une réalisation qui répondra aux préoccupations de tous ceux qui cherchent à favoriser une meilleure utilisation du médicament.

CESSATION DE GARANTIE

« La Banque des échanges internationaux, société anonyme au capital de 57 500 000 FF, 55, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16 R. C. Paris 75 B 136, porte à la connaissance de tous les intéressés qu'elle dénonce la garantie financière qu'elle avait délivrée en faveur de l'agence de voyages Rouair, dont le siège est 37, rue Godot-de-Mauray, 75009 Paris et prévue par le chapitre 3 du décret n° 77 363 du 28 mars 1977 pris en application de l'article 14 de la loi n° 75 627 du 11 juillet 1975 relative à l'activité des agences de voyages.

Cette garantie cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la date de parution de la présente publication. Conformément à l'article 20 de ladite loi, les créanciers ont un délai de trois mois, à dater de la présente parution, pour produire leurs créances. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues. »

A TOUS CEUX QUI ENTREPRENNENT.

Contactez M. Tranié

SOFIREM
563 11 20

Créer ou développer une entreprise n'est pas aujourd'hui chose aisée. On ne sait jamais à qui s'adresser, ce qu'il faut faire et comment le faire.

Le saviez-vous ? Charbonnages de France aide les industriels et les créateurs d'entreprise désireux de s'installer dans une région minière. Techniquement d'abord, financièrement ensuite.

Techniquement Charbonnages de France met à votre disposition des spécialistes en implantations industrielles pour peaufiner avec

vous votre projet. Charbonnages de France vous donne le trousseau de clés indispensables pour ouvrir les portes des administrations et des services officiels Datar, Anvar, CFCE, Chambres de Commerce...

Charbonnages de France vous propose toutes les aides techniques dont vous pourriez avoir besoin. Conseils juridiques, ingénierie, informatique, formation du personnel, laboratoires de recherche.

Financièrement l'argent est le nerf de la guerre. Avec Sofirem, la Société financière de CdF, vous pourrez bénéficier d'aides importantes sous forme de participations au capital, et de prêts à long terme.

Pourquoi faisons-nous tout ça ? Tout simplement pour revitaliser les régions minières.

Alors si vous souhaitez profiter de notre savoir-faire n'hésitez pas à nous parler de vos projets.



Charbonnages de France

Nous prêtons notre savoir-faire.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UNE MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base + base	Rep. + ou disp. -	Rep. + ou disp. -	Rep. + ou disp. -
SE-U	5,3845 5,3800	+ 48 + 58	+ 45 + 45	- 148 - 148
DM	2,6808 2,6876	- 77 - 59	+ 49 + 138	- 68 - 68
Yen (100)	1,9809 1,9821	+ 132 + 141	+ 251 + 267	+ 691 + 741
DM	3,6823 3,6808	+ 123 + 131	+ 241 + 253	+ 625 + 678
Yen	2,7182 2,7195	+ 99 + 105	+ 189 + 199	+ 591 + 629
F.S. (100)	15,1551 15,1613	- 71 - 38	- 161 - 79	- 670 - 385
F.S.	3,7398 3,7329	+ 154 + 167	+ 389 + 327	+ 946 + 984
L. (1 000)	4,9492 4,9526	- 235 - 235	- 488 - 488	- 1242 - 1254
F. (1 000)	11,5529 11,5448	- 36 + 34	- 39 + 33	- 70 + 91

TAUX DES EUROMONNAIES

	9 1/2	10	9 1/2	10	9 1/2	10	9 1/2	10	9 1/2	10
SE-U	5 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 11/16	6 1/16	5 1/2	5 3/4
DM	5 1/4	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 11/16	6 1/16	5 1/2	5 3/4
Yen	10 3/4	11 1/4	10 3/8	11 1/4	10 3/8	11 1/4	10 13/16	11 3/8	10 3/4	11 1/4
F.S. (100)	15 3/4	16 1/4	15 3/8	16 1/4	15 3/8	16 1/4	15 3/8	16 1/4	15 3/4	16 1/4
F.S.	15 3/4	16 1/4	15 3/8	16 1/4	15 3/8	16 1/4	15 3/8	16 1/4	15 3/4	16 1/4
L. (1 000)	15 1/4	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/4	16 1/4
C	15 1/4	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/4	16 1/4
F. (1 000)	15 1/4	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/8	16 1/4	15 1/4	16 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.



Les escales.

De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokyo à Shanghai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.



Affaires et loisirs.

JALTOUR et « Tour du Monde » des tarifs économiques qui permettent de cumuler voyages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux ?



Les hôtels.

« L'Executive Hotel Service » et le « Budget Hotel Service » : les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.

APPELEZ JAL:
225.55.01.



Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES

SOCIAL

Pauvreté

Le dispositif du gouvernement pour la distribution des produits alimentaires

Les mesures d'urgence contre la pauvreté vont se mettre en place. Le dispositif concernant les produits alimentaires est pratiquement arrêté. La difficulté principale n'est pas tant le recensement des aliments disponibles et leur mobilisation que leur distribution. Il y aura pour ce faire trois canaux : les préfectures, les organisations caritatives et les commerces alimentaires.

Les produits agricoles et alimentaires seront recensés par les offices agricoles, chargés du stockage et du déstockage, assurant la trésorerie pour le compte du ministère des affaires sociales. Le secrétariat d'Etat au transport passera des contrats avec les organismes concernés, recou-

rant éventuellement au personnel, voire au matériel de l'armée.

De début novembre à la fin février environ, les produits suivants seront mis à la disposition de ce programme :

- 3 000 tonnes de pommes (la récolte est excédentaire et les opérations de retrait traditionnelles portant sur des fruits de calibre inférieur à ceux du marché) pour un coût d'achat et de transport de 6 millions de francs.

- 300 tonnes de beurre pour 5 millions de francs, financées en partie par le budget européen.

- 500 tonnes de pommes de terre pour 5 millions de francs (la récolte est abondante et

ces achats ne devraient pas déséquilibrer le marché).

- 360 000 portions de steak haché frais pour 60 millions de francs, provenant des quartiers avant de bœuf ou de vache. On sait que les stocks de viande bovine sont importants puisque l'Office des viandes (OFIVAL) achète de 7 000 à 8 000 t de viande par semaine. Le prix de revient des steaks hachés frais destinés au programme sera inférieur au prix de revient du circuit commercial, car il n'y aura pas les charges classiques et fortes de la distribution. Mais il faut trouver des moyens de transport assurant la conservation du produit.

- Poudre de lait : 720 tonnes, en états de 300 grammes, pour un coût de 20 millions de francs.

Les pommes de terre seraient disponibles début novembre, le beurre à la mi-novembre, la viande de bœuf et la poudre de lait, le 1^{er} décembre.

Les préfets présenteront au ministère des affaires sociales le programme des opérations locales qu'ils comptent mener dans l'ensemble des mesures d'urgence (logements, vêtements, nour-

riture). On estime que les organisations institutionnelles, du type hôpitaux ou maisons de retraite, ne sont pas les meilleurs canaux pour toucher ceux qui sont dans le besoin. Les pouvoirs publics comptent sur les organisations caritatives, qui passeront des conventions au coup par coup avec le ministère des affaires sociales. Mais en dépit de leur efficacité, il semble que ce ne sera pas suffisant : d'où l'idée, à négocier avec les organisations représentatives du grand commerce comme du commerce traditionnel, d'une distribution spécifique, en échange de bons, à l'image du modèle américain des « food stamps ». Plusieurs supermarchés auraient déjà fait savoir leur intérêt pour cette formule.

L'ensemble du programme alimentaire représente un coût de 96 millions de francs à prendre dans une enveloppe globale de 500 millions de francs financée à raison de 200 millions de francs par une ouverture de crédit au ministère des affaires sociales, dans le budget supplémentaire de 1984, et à raison de 300 millions trouvés dans l'impôt supplémentaire sur les grandes fortunes. J. G.

EN PROVENCE :

Le transport des pommes coûte plus cher que les pommes elles-mêmes

De notre correspondant régional.

Marseille. - L'annonce d'une distribution gratuite des excédents agricoles aux pauvres suscite beaucoup de scepticisme en Provence, l'une des principales régions productrices de fruits et légumes. Les organisations professionnelles sont certes plutôt favorables dans l'ensemble à cette mesure, qui n'est d'ailleurs pas nouvelle. Mais certains responsables syndicaux redoutent pourtant les conséquences négatives que pourrait avoir sur les cours un développement de ce genre de distribution. Une partie des lots mis à la vente sont habituellement enlevés en fin de marché et au moindre coût par diverses collectivités ou de petits acheteurs, explique M. Alain Grossi, secrétaire général de la FDSEA des Bouches-du-Rhône. Si une distribution gratuite est organisée à une grande échelle, les débouchés vont se tarir et les prix vont être inévitablement tirés vers le bas.

Les agriculteurs préfèrent, il est vrai, que leur production aille à la consommation - fût-ce aux prix de retrait fixés par la Communauté européenne - plutôt que d'être arrosée de mazout et incendiée. Contrairement à une idée répandue dans l'opinion publique, les excédents de fruits et légumes d'origine méditerranéenne sont en fait momentanés et ne représentent qu'un faible pourcentage de la production. Ce poste est d'ailleurs globalement déficitaire au niveau national, et le déficit ne cesse de s'accroître.

Pour ce qui concerne les légumes, il faut ainsi remonter à 1979 pour retrouver trace d'une surproduction significative de choux-fleurs. A cette date, 932 tonnes avaient été retirées du marché sur une production totale régionale d'environ 15 000 tonnes. Les excédents ont été nuls en 1980 et 1981 et n'ont atteint qu'un peu plus de 70 tonnes en 1982 et 1983. La situation n'est guère différente pour les tomates, seule autre production « sensible » de légumes qui fasse l'objet d'une procédure de retrait communautaire. Au cours de la campagne la plus difficile de ces dernières années, en 1982, 2 900 tonnes ont été officiellement retirées sur un apport total d'environ 200 000 tonnes (soit 1,5 %), et ce chiffre est tombé à moins de 50 tonnes l'an dernier.

Les effets pervers de la gratuité

Le problème des excédents agricoles régionaux se pose surtout pour les fruits et, particulièrement, les pommes et les poires. En 1982, 130 000 tonnes de pommes n'ont pas trouvé preneur sur le marché, et on prévoit à nouveau un surplus de l'ordre de 70 000 à 80 000 tonnes cette année pour une production de 350 000 à 400 000 tonnes. Il y a deux ans, 1 500 à 2 000 tonnes ont pu être distribuées gratuitement par l'inter-

médiaire d'organismes sociaux ou d'associations caritatives, soit seulement entre 1 et 2 % des quantités retirées. La moitié de la production a été détruite et le reste a été écoulé dans deux directions : l'alimentation animale (40 000 tonnes) et la distillerie (20 000 tonnes) pour l'Italie.

Pourrait-on venir plus positivement en aide aux pauvres cette année ? Rien n'est moins sûr. « Le principe d'une distribution gratuite est bon, estime M. Vachet, président de la chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, mais son application pratique se heurte à d'énormes difficultés. »

Il paraît en effet malaisé d'organiser un système de stockage, de transport et de distribution suffisamment souple pour fonctionner sur de brèves périodes, et efficace pour ne pas engendrer le gaspillage. La bonne volonté des organisations et des collectivités locales appelées à participer à cette distribution ne suffit pas. L'expérience de 1982 a démontré que, même en leur accordant des indemnités de transport (de 6 à 19 centimes par kilo, selon la distance), elles ne disposaient pas de moyens logistiques et de conservation appropriés, c'est-à-dire de camionnettes pour faire du porte à porte et de chambres froides pour étaler les livraisons dans le temps.

Le coût de la distribution représente par ailleurs une charge supérieure à la valeur des marchandises distribuées (entre 1 et 1,50 F par

kilo). « Economiquement, affirme M. Grossi, cette solution est irréalisable. » Celle qu'il suggère - une aide directe aux intéressés - « qui permettrait de rester dans l'économie de marché », apparaît cependant très aléatoire par rapport à l'objectif poursuivi. Des effets pervers de la distribution gratuite ne doivent pas non plus être complètement négligés. Les producteurs déplorent notamment que des ventes d'excédents à des prix concurrentiels se soient produites dans le passé, par exemple au profit du personnel dans certains hôpitaux.

Les fournisseurs habituels d'établissements attributaires s'inquiètent eux aussi d'une désorganisation possible des circuits d'approvisionnement de ces établissements. Les opérations de distribution gratuite ne sauraient prendre, quoi qu'il en soit, une grande ampleur sur le plan régional. « En supposant une consommation de 3 à 4 kilos de pommes par personne et par mois, explique M. Maurice Wild, ingénieur en chef à la direction régionale de l'agriculture, chargée de l'organisation économique, les besoins seraient saturés avec environ 1 000 tonnes par mois. »

Les surplus de pommes de Provence feraient sans doute beaucoup d'heures dans d'autres régions - en particulier dans la région parisienne. Le « hic » est de les y faire parvenir à coup sûr, rapidement et au moindre coût pour la collectivité.

GUY PORTE.

EN BRETAGNE :

Eviter la concurrence entre solidarité et économie de marché

De notre correspondant

Saint-Brieuc. - « On n'est pas sûr que dans cette ville tous les enfants mangent régulièrement ». La responsable des cantines des écoles publiques de Saint-Brieuc est bien placée pour ressentir le poids de la pauvreté. « Ce n'est pas un phénomène spectaculaire, constate de son côté M. Claude Saunier, maire PS de la ville. La solidarité familiale joue encore, et la pauvreté ne se montre pas. »

Pour combien de temps ? Fin août, on comptait près de huit mille demandeurs d'emploi dans l'agglomération briochine. Un jeune de moins de 25 ans sur trois est chômeur. A la cantine, 37 % des enfants bénéficient d'un dégrèvement partiel ou total. Une chose jamais vue dans cette ville moyenne : la prostitution publique a fait son apparition.

Au conseil général, les secours d'urgence aux familles, dans le cadre de la protection de l'enfance, ont doublé entre 1980 et 1983. « Nous sommes en train de redéfinir nos règles d'intervention en déclassant les services », explique M. René Regnaud, vice-président du conseil général chargé des affaires sociales.

Mais comment insérer dans cette démarche le recours aux excédents agricoles ? L'an dernier, on a détruit, pour cause de mouton, un millier de tonnes de choux-fleurs, cent dix tonnes d'ar-

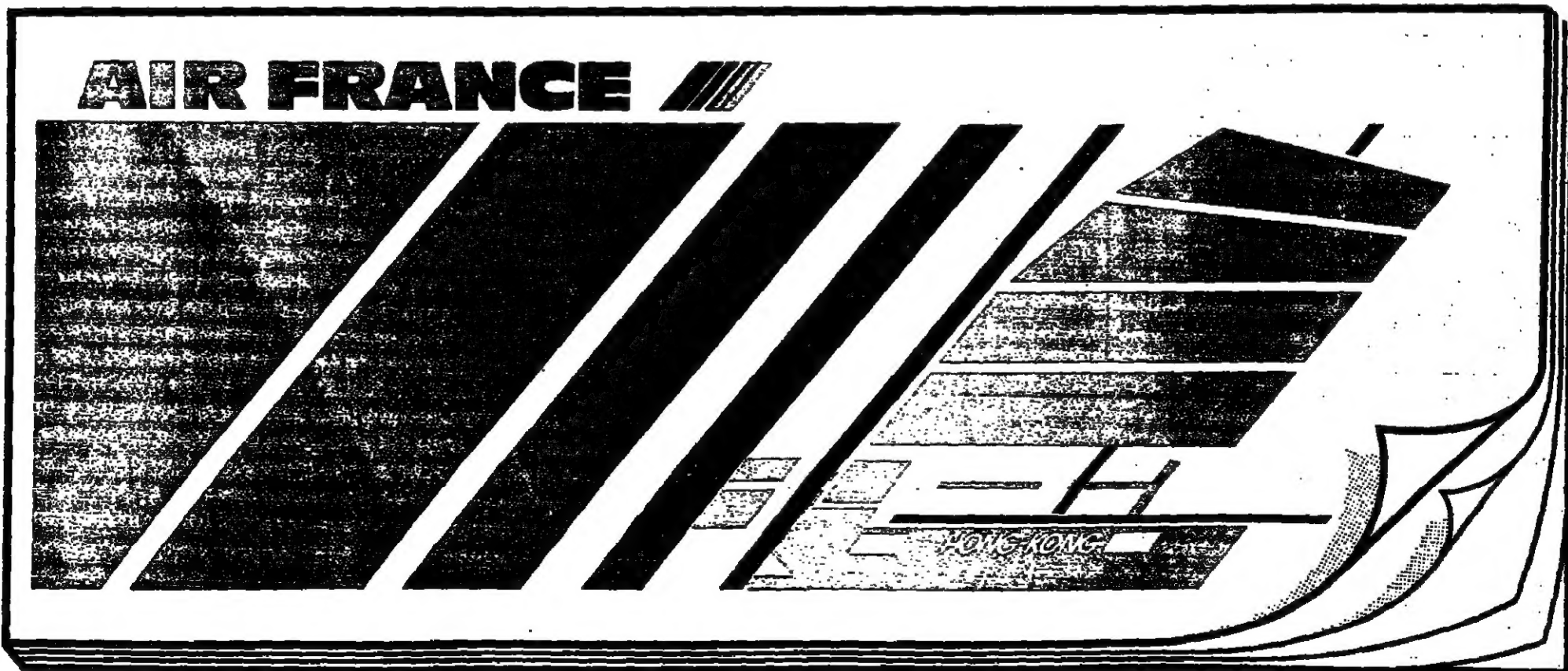
tichants, huit mille tonnes de pommes de terre dans les Côtes-du-Nord. Plus de vingt-trois millions d'œufs ont été stockés en juin et bradés à l'exportation par les producteurs bretons. « Mais ce sont des phénomènes conjoncturels, rappelle M. François Guezou, président de la chambre d'agriculture, qui traduisent déjà une crise pour les agriculteurs. »

Ces derniers savent pourtant donner. Ils l'ont montré lors de graves comme celle du Joint français, donnant ou vendant à prix coûtants légumes, beurre, œufs. Une tradition, comme on donne à la quête le dimanche. « Mais, ici, c'est tous les jours dimanche : si la crise continue, il y aura concurrence entre solidarité et économie de marché », prévient M. François Guezou. L'opération « Beurre de Noël », par exemple, illustre pour la profession ce risque de « dérive économique ». « Plus l'action sera locale, mieux on saura où elle va. Il ne s'agit pas de compter mais de contrôler », dit M. Guezou. « Le problème, craint pour sa part M. Claude Saunier, c'est celui de la dignité : comment identifier la réalité de la pauvreté et aider les familles à passer le cap sans les dégrader ? Il y a quelques années, la honte, c'était le chômage ; aujourd'hui, c'est la pauvreté. »

JEAN VIDEAU.

Jusqu'où vous emmène Air France Le Club avec seulement 10% de supplément ?

La réponse est dans le billet.



Un billet Air France en classe Le Club, c'est la possibilité d'aller à Hong-Kong 3 fois par semaine par vols directs, tous en Boeing 747, sans changement d'appareil. Air France est d'ailleurs la seule compagnie

à desservir Hong-Kong directement, au départ de Paris. Un billet Air France en classe Le Club pour Hong-Kong, c'est l'assurance de profiter du moyen le plus confortable et le plus privilégié pour voyager sur longs

courriers, en ne payant que 10% plus cher que sur la Classe Économique. Enfin, Air France en Asie, c'est aussi 13 vols hebdomadaires et 11 escales différentes.

Le billet tous services

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
 - La visite d'État de M. Mitterrand en Grande-Bretagne.
- 3-4. EUROPE
 - RFA : les méandres de l'affaire Flick.
- 4-5. AFRIQUE
 - « Le Maroc ou l'État c'est lui » (IV), par Paul Baiz.
6. PROCHE-ORIENT
 - La situation en Israël.
- POLITIQUE
 - 7. Les travaux de l'Assemblée nationale.
 - 8. Les réactions en France après la condamnation de Jacques Abouchar.
 - 9. Histoire de France : « TUC et TIG », par Pierre Georges.
- SOCIÉTÉ
 - 10. La loto sur les compétitions sportives.
 - 11. Défense.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 13 à 15. EXPOSITIONS : Watteau, au Grand Palais; La photo, à la FIAC; Picasso graveur, au Musée des arts décoratifs; Le tarot, jeu et magie, à la Bibliothèque nationale.
15. CINÉMA : Fritz Lang, par Lotte H. Eisner.
16. Notes.
17. Programmes des expositions.
22. COMMUNICATION.
- INSTITUT : la science publique des cinq Académies.

SUPPLÉMENT

- 25-26. « La météo de 1884 à demain ».

ÉCONOMIE

27. ÉNERGIE : l'OPEP et la baisse des prix du pétrole.
- AGRICULTURE : le conseil des gouverneurs du FIDA.
30. SOCIAL : l'avenir du dispositif du gouvernement pour la distribution des produits alimentaires.

RADIO-TÉLÉVISION (21)

- INFORMATIONS
- « SERVICES » (12):
- « Journal officiel »; Météo-rogie; Mots croisés.
- Actualités classées (23 et 24); Carnet (24); Programmes des spectacles (18 à 21); Marchés financiers (31).

MORT

D'OSKAR WERNER

Le comédien autrichien Oskar Werner est mort le 23 octobre à Vienne, il était âgé de soixante et un ans.

[Né le 13 novembre 1922 à Vienne, il entre en 1940 au Burg Theater, le grand théâtre officiel autrichien, après avoir suivi des cours d'art dramatique et fait de la figuration au cinéma. Pendant la guerre, objet de la censure, il est dans un bombardement, Oskar Werner déserte. À la fin du conflit, il retourne au Burg Theater où il assure plusieurs mises en scène et tient les grands rôles classiques. Son physique, sa sensibilité romantique, son humour, son intelligence et sa force lui permettent d'interpréter les personnages aussi différents que Hamlet et Césaire dans le *Misanthrope*.

En 1955, Max Ophüls offre à Oskar Werner un petit rôle dans *Lola Montès* et en 1961, François Truffaut l'engage pour être Jules dans *Jules et Jim*. Les deux hommes tourneront encore ensemble *Farenheit 451*, l'année précédente. Oskar Werner a été désigné « meilleur acteur » par la critique new-yorkaise, pour la *Nef des fous*, de Stanley Kramer, avec Simone Signoret. Il tourne encore *Expion qui venait du froid*, réalise lui-même *Alors revient l'amour*. Mais alors il est recruté au Burg Theater pour jouer son rôle dans *Le jour où il pleut*, l'un des acteurs principaux.

Le numéro du « Monde » daté 24 octobre 1984 a été tiré à 460 192 exemplaires

ISSUS
COUTURE
L'ORIGINALITÉ
ET L'ESPRIT
DE LA MODE
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

LE CONTRAT DE PLAN D'EDF

Les tarifs augmenteront d'un point de moins que l'inflation à compter de 1985

Les tarifs de l'électricité vont augmenter à date fixe - le 15 février de chaque année - du niveau général des prix diminués d'un point. C'est ce qui résulte du contrat de plan signé le 24 octobre entre M. Martin Malvy, secrétaire d'État chargé de l'énergie, et M. M. Boiteux et Guilhem, président et directeur général d'EDF. Un document, attendu depuis plus d'un an et qui a finalement été rendu public.

La politique tarifaire imposée à EDF était attendue. D'une part parce que l'entreprise publique est fortement endettée (200 milliards de francs) même si ses comptes d'exploitation pourraient être équilibrés dès 1984 grâce à un bon fonctionnement des réacteurs nucléaires et à une hydraulique exceptionnelle. Mais aussi parce qu'un premier projet prévoyait d'appliquer à l'électricité une formule - du type de celle utilisée pour l'évolution des cours des carburants - dont les variations seraient enregistrées tous les quatre mois. Le contrat de plan signé prévoit que « le niveau des tarifs doit normalement permettre de couvrir globalement les charges de l'établissement, compte tenu des objectifs commerciaux fixés et des gains actuels de productivité réalisables ».

Ces gains de productivité sont d'ailleurs eux aussi précisés : il s'agit de « réduire le coût moyen de franc constant du kilowattheure vendu (...) d'au moins 3 % par an en moyenne sur la durée du contrat ». Dans cette perspective, indique l'article 9 du contrat, une hausse au 15 février de chaque année égale à la dérive en glissement du niveau général des prix diminuée de 1 % devrait permettre d'atteindre l'équilibre des comptes, sauf charges nouvelles imposées à l'établissement et affectant le compte d'exploitation.

Les salariés de Creusot-Loire rejetent à une courte majorité le plan de reprise d'Usinor et de Framatome

De notre envoyée spéciale

Le Creusot. - « Les travailleurs ne veulent pas d'un plan de casse ». Tel est le premier commentaire de la CGT à l'issue du scrutin qui s'est déroulé le mardi 23 octobre au Creusot. Mais si le taux de participation est important (76,95 % des 4200 personnes présentes dans les mines), c'est à une faible majorité (50,54 %) que les salariés de Creusot-Loire ont refusé le plan de reprise d'Usinor et de Framatome. 1587 personnes se sont, en effet, prononcées « pour le protocole signé par les pouvoirs publics le 18 octobre avec ses conséquences », 1662 se sont affirmées « favorables à la priorité de l'action ».

Ces résultats vont-ils remettre en cause les données du dossier Creusot-Loire? La CGT sort indéniablement renforcée d'une consultation qu'elle a été la seule à proposer. Les adhérents de la CFDT avaient, en effet, reproché à leurs délégués leur hâte à signer le protocole sans en référer à la base. Les salariés de Creusot-Loire mobilisés depuis des semaines voulaient qu'on leur demande leur avis sur l'accord signé le 18 octobre, et les critiques émises par la CFDT sur la validité du scrutin (absence de listes officielles de votants, absence d'enveloppes pour les bulletins de vote, etc.) n'ont pas découragé ses propres militants.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(Publicité)

le M.B.A. c'est évident
se prépare USA
aux
DEPART JANVIER. Documentation contre cinq lettres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
U.S.A.-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722.94.94.

Piano Center

YAMAHA, K. KAWAI, SAUTER,
C. BECHSTEIN, BLÜTHNER,
A. HERRMANN, GEYER

Location-vente sans apport
sur 3, 4, 5 ou 6 ans. Transport gratuit.

71, rue de l'Église, 92250 LA GARENNE (La Défense), 781.83.11
122, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mo Robespierre), 867.63.38

M. ORTOLI

SERA BIEN NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA CFP

M. François-Xavier Ortolu va bien être nommé président directeur général de la Compagnie française des pétroles malgré l'opposition du conseil d'administration (*le Monde* du 18 octobre), il sera en effet coopté comme administrateur par ce même conseil le 26 octobre comme membre « non nommé par le gouvernement » à la place de M. Georges Plescoff, ancien président de Suez.

Ce dernier toutefois restera au conseil comme membre nommé par le gouvernement à la place de M. Jean Sauvagnargues (ancien ministre des affaires étrangères).

Ce mouvement permettra à M. Ortolu de succéder à M. Granier de Lilliac qui part à la retraite.

NOUVEAU REPLI DU DOLLAR

La désescalade des taux d'intérêt et les signes de ralentissement économique aux États-Unis (diminution inattendue de 4,3 % des commandes de biens durables en septembre) ont provoqué, mercredi matin 24 octobre, une nouvelle baisse du dollar sur toutes les grandes places financières internationales.

Cependant, le mouvement s'est opéré dans le calme avec peu d'affaires. Juste avant midi, le dollar valait 9,3050 francs à Paris (contre 9,3755 francs la veille).

Sur le vif

Esprit de famille

Dire qu'autrefois la mode c'était une manière personnelle de penser, d'agir. Chacun vivait à sa mode, à sa façon. Aujourd'hui, c'est tout le contraire. C'est la collectivité, le mode ; c'est l'énorme troupeau bédonnant de broustins de formules, de slogans, qui trotte à tête baissée, front contre cul, sur les talons du bœuf aux yeux fous sur l'étoile, sur la galaxie libérale. Vous connaissez la chanson : l'État-providence invite une population d'assistés, de larves molles, paresseuses, fêles, atomes, à se pelotonner sous une énorme couverture sociale.

Le trop d'État, ça tue l'esprit d'initiative, l'esprit de compétition, l'esprit des affaires - ça, bon, le savez bien, il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les pays de l'Est.

Il y a, en tout cas, une chose que ça n'étouffe pas, c'est l'esprit de système ! Parce que prétendre que ça sabote aussi l'esprit de famille, que, sous prétexte de protéger l'enfant, on multiplie les allocations aux parents célibataires, l'État, ça con, l'arrache à son père ou à sa mère et déchire les registres de l'état civil en décourageant le mariage, c'est tout de même un peu fort de café.

C'est vrai que c'est idiot de se marier si c'est pour payer plus

d'impôts et toucher moins d'aides. Mais qu'est-ce que ça peut lui faire, au gosse, qu'on soit passé devant le maire ou pas ? Qu'est-ce que ça change pour lui ? Personne ne peut imaginer sérieusement que, histoire de ne pas perdre 712 F par mois, pendant moins de trois ans, les parents d'un jeune enfant décident de faire apparemment à part et de payer deux loyers. Il n'y a que les vedettes de cinéma qui puissent s'offrir ce luxe-là. Alors, ils vivent ensemble. Simplement. Ils ne le déclarent pas. Tu parles d'une vilaine fraude, d'une méchante entorse à la loi ! Il y a vraiment de quoi s'étrangler de vertueuse indignation dans les rangs de plus en plus serrés de nos ultras libéraux.

D'ici à ce qu'ils découvrent que, quand les parents se bécotent, se séparent, c'est exprès, c'est pour que celui qui reste seul avec le chiot soit absolument sûr de payer de quoi garder les fesses de bébé bien sèches, merci Pampers, il n'y a pas loin. Si on ne se marie pas, c'est la faute à l'État. Si on divorce, c'est la faute à l'État. Et si on n'a pas de gosse, ça sera la faute à qui ? Cherchez pas !

CLAUDE SARRAUTE.

LES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE SUR LE MEURTRE D'AQUINO

Les accusations portées contre les militaires atteignent le pouvoir du président Marcos

De notre correspondant

Washington a immédiatement réagi à la publication des résultats de l'enquête sur le meurtre de Benigno Aquino, le fils du président d'État, en effet fait savoir au président Marcos qu'il affrontait une réaction hostile des États-Unis s'il ignorait les conclusions de la commission chargée de l'enquête.

Tokyo. - Confirmation dévastatrice pour un régime ébranlé qui survit grâce au soutien de l'armée : ce sont bel et bien des militaires de haut rang, à commencer par le plus puissant d'eux tous, le général Fabian Ver, chef d'état-major des forces armées et parent du président Marcos, qui sont publiquement accusés, aujourd'hui, d'être les instigateurs et les exécutants du meurtre du sénateur Benigno Aquino. Terrible revers. D'une part, à l'unanimité des cinq membres, la commission d'enquête, appointée il y a un an par le chef de l'État pour faire la lumière sur cette tragédie aux répercussions nationales et internationales considérables, refuse la version d'un tueur à gages solitaire à la solde des communistes, version officielle mise en avant par l'état-major, version défendue par le président lui-même. D'autre part, à quatre contre un, du haut d'une montagne de preuves et de témoignages impressionnants, la commission braque ses feux sur la hiérarchie militaire. Elle accuse vingt-six personnes, dont trois généraux, d'avoir prémedité et mis en exécution le meurtre de l'opposant numéro un du régime.

Mais ce que personne ne dit dans ces conclusions, alors que tout le monde à Manille se pose plus que jamais la question, c'est pourquoi et surtout pour qui le crime a été commis. Pour qui ont travaillé ces hommes du président ? Pour lui ou pour d'autres en mal de pouvoir : les enquêteurs ne le précisent pas. L'avenir dira si, compte tenu de ses liens étroits avec certains des accusés, le président sera en mesure d'éviter d'être associé politiquement et moralement à ce fiasco sanglant et maladroite.

En attendant, confronté à cette situation d'une extrême gravité pour le régime, M. Marcos a réagi ce mercredi avec une apparence de fermeté mais sans prudence. Simultanément ont été annoncées la mise en « congé temporaire » du chef d'état-major, et la nomination, également présentée comme temporaire pour sauver les apparences, du général Fidel Ramos, vice-chef d'état-major, au poste du général Ver.

Mardi, à la suite d'une première série d'accusations, le président

qui avait la haute main pour lui sur l'armée, les services secrets et la garde présidentielle.

Les Américains, conscients de l'évolution de la situation et sans doute informés depuis longtemps des responsabilités et du rôle des uns et des autres dans l'assassinat, ont, paraît-il, exhorté le président Marcos à se débarrasser du général Ver. Son remplacement par le général Fidel Ramos, qui passe pour un officier beaucoup plus proche des États-Unis que son prédécesseur, ne devrait pas déplaire à Washington. Mais il est douteux que M. Marcos gagne au change.

R.-P. PARINGAUX.

(Publicité)

Une opportunité exceptionnelle pour des hommes d'exception

La distribution de micro-informations professionnelles : le guide de votre réussite pour les dix années à venir.



Le seul "Entré"

Le moment est venu de profiter du secteur qui connaît la plus forte croissance en France et dans le monde entier. La Micro-Informatique.

Entré Computer Centers Inc. réalise la croissance mondiale la plus rapide en distribution de micro-informatique, avec plus de 260 centres de micro-informatique en franchise aux États-Unis, au Canada et en Europe. Aujourd'hui, Entré accorde des franchises, en France, aux meilleurs hommes d'affaires et entrepreneurs. Être l'un de ceux qui peuvent dire "je suis Entré", est une opportunité unique.

Si vous pouvez justifier d'une expérience réussie dans les ventes et le marketing, si vous possédez des qualités d'entrepreneur et si vous pouvez gérer une affaire de plusieurs dizaines de millions de francs, alors Entré sera peut-être la plus grande chance de votre vie professionnelle.

Nous proposons : « Un programme marketing professionnel complet, « Une gamme éprouvée de micro-informatique, de périphériques, de logiciels... les meilleurs du marché, par exemple à ce jour, les centres Entré sont tous distributeurs agréés ordinateur personnel I.B.M. » Une formation complète et approfondie.

(0) 54.97.77
ou au siège européen :
01 (44) 753.31.222

ENTRÉ

Siège français :
58-60 avenue de la Grande Armée
75017 Paris

Mach. écrire.
Canon S. 60
dispon. Duriez

2,7 kg.; Mémoire 2000 caract.
2730 F tic Option : 6 écritures
différentes • 112 bd St Germain.

(Publicité)

Un mail
extrême
exéc
en Tur
Lire pag

هكذا من النحل